T. XXXVI. N° 21. *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 1er Fév. 1929

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

L'état moral de l'Alsace

Depuis les élections aux conseils généraux, il semblait que l'opinion alsacienne commençait à se lasser des querelles qui la déchirent ; on remarquait quelque fléchissement dans les milieux ameutés par les autonomistes.

Trêve illusoire, comme l'a montré la journée électorale du 13 janvier. Il a suffi de lancer l'affaire Roos pour rallumer la bataille contre la France. A cet égard, une réunion publique récente m'a édifié. On y a vu cinq mille auditeurs, tous Alsaciens et appartenant à toutes les classes, pousser la fureur haineuse à un degré que n'avaient connu ni le procès de Colmar, ni les avant-dernières élections. Ouvertement, en pleine rue, à Strasbourg, on s'exprime aujourd'hui sur les Français en des termes qu'on n'a jamais pensé à proférer jadis contre les Allemands. Contre eux on maniait l'ironie ; contre nous, c'est maintenant la rage.

Il ne faut pas croire qu'on rencontre cette disposition des esprits seulement chez les paysans excités par les prêtres, ou dans les milieux ouvriers volontiers violents. Ce qui nous alarme, c'est de constater que la petite, la moyenne et même, en certains cas, la haute bourgeoisie, commencent à être entamées. Il m'est arrivé d'entendre des propos autonomistes dans des bouches où ils nous scandalisent.

Or cette bourgeoisie constitue la citadelle française en Alsace ; comment un Alsacien de ces milieux cultivés et français peut-il en arriver là?

Il est triste de devoir avouer que le gouvernement de la France l'y pousse. Notre Alsacien l'entend glorifier les mêmes doctrines « européennes » que les autonomistes. Locarno, Thoiry font reculer au second plan l'idée de patrie qui est la seule justification du retour de nos provinces à la France et de notre volonté de les franciser. Locarno, Thoiry proposent une nouvelle patrie, l' « Europe ». Et, précisément, les autonomistes rêvent d'une Alsace « province immédiate de l'Europe », où elle ne rencontrerait pas les ennuis qu'elle éprouve dans la République française. « Le gouvernement lui-même nous invitant à devenir des Européens, » disent-ils, « comment, en étant autonomistes, pouvons-nous trahir la France, puisque, pour être « Européens », il nous faut reporter sur l'Europe l'allégeance que nous devions auparavant à la France? »

Qu'on remarque combien cette théorie est commode, combien elle justifie les plus équivoques pacifismes et certaines lâchetés des cœurs faibles, tout en rassurant les esprits qu'intimide la vertu.

Locarno ou l'Alsace? Tel sera bientôt le dilemme qui se posera à l'État français.

Ainsi l'incarcération de Roos a ouvert chez nous une nouvelle campagne antifrançaise ; car, si on lui applique les lois françaises, il sera impossible de trouver matière à le faire déclarer coupable par un jury.

On a parlé de dessaisir la cour de Colmar et de porter l'affaire devant la cour d'un ressort voisin (Nancy ou Besançon). C'est là une faute à éviter, car, ou bien cette cour se trouvera dans le même cas que celle de Colmar, et acquittera, — et aussitôt le gouvernement, le régime et la France même seront discrédités sous le ridicule, les autonomistes paraîtront avoir raison en tout et l'on ne pourra plus rien leur refuser, l'amnistie de Ricklin et de Rossé sera imposée au gouvernement ; ou bien on trouvera un jury qui, contre toute évidence, le déclarera coupable, et le déni de justice paraîtra flagrant. Une telle solution prendrait l'aspect d'une provocation de la France à l'Alsace, elle susciterait instantanément des mouvements populaires qui entraîneraient tout le pays dans l'émeute. On ne peut savoir jus-

qu'où cela irait : désormais, il suffit d'un rien pour que le sang coule.

Dans les deux cas, l'irritation publique serait aussitôt alimentée par des incidents nouveaux ; les autonomistes, l'affaire Roos jugée, en provoqueraient d'autres, autour d'autres contumax, et cela cinq mois avant les élections municipales. Ces élections deviendraient simplement un plébiscite contre la France.

Il est juste de reconnaître que rien de tout cela ne serait arrivé, si, au procès de mai dernier, le gouvernement n'avait pas retiré du dossier les meilleures preuves, comme le croit le public.

Pour ces motifs, si cruel et, au fond, si injuste que cela soit, il faut immédiatement amnistier Ricklin et Rossé, afin de ne pas paraître céder à une pression populaire, et il faut, pour le faire, profiter du moment présent où la presse autonomiste a baissé le ton. Cette amnistie étouffera dans l'œuf, avec l'affaire Roos, celles qu'on aurait pu susciter par la suite.

On respirera jusqu'au printemps.

La première de ces conditions, je le répète depuis dix ans, est que le gouvernement adopte et proclame une politique alsacienne à longue portée, puis qu'il l'applique immédiatement sans se laisser arrêter par aucune fiction légale.

Or il n'a que le choix entre l'unique politique susceptible de garder l'Alsace à la France et la reconnaissance du fait que faute d'oser vouloir les conditions de cette politique, il perdra nos deux provinces. Dans ce dernier cas, il devra tirer les conséquences du fait constaté et renoncer tout de suite à l'Alsace.

Il ne dépend pas de la volonté des hommes que le problème se pose autrement que sous la forme de cette alternative.

Des Alsaciens sans ambition et ne jouant pas de rôle public, ont été amenés en nombre toujours plus grand, depuis la guerre, à reconnaître les conditions de cette politique. Elles sont en contradiction irréductible avec les principes sur lesquels repose le régime actuel de la France. Aussi ces Alsaciens n'attendent de lui ni la guérison du mal, ni l'annexion morale de l'Alsace à la France, ou l'assimilation des Alsaciens aux autres Français.

Mais il leur paraît néanmoins que le régime actuel pour-

rait enrayer, ralentir le mal, et gagner du temps en appliquant d'urgence quelques mesures qui feraient office de palliatif.

Pour réduire les mécontents qui ont de sérieuses raisons de se plaindre, il faut chercher à supprimer la cause de ces plaintes, puis sévir impitoyablement contre ceux qui continueraient à s'agiter et qui désormais se verraient aisément convaincus de mauvaise foi. Jusqu'ici on a fait le contraire. Au lieu d'agir, on a prononcé des discours ; au lieu de les supprimer, on a laissé subsister les causes de mécontentement, et l'on a frappé à tort et à travers des hommes (d'ailleurs manifestement hostiles à la France) sans oser produire les preuves de leur trahison. On n'a réussi qu'à leur donner figure de victimes et à la République française figure de bourreau.

* * *

Pour supprimer les causes du mécontentement, il faut, d'une part, réduire au silence une presse qui ameute les foules ; d'autre part, ôter au pays les motifs de plaintes en arrêtant des abus et en satisfaisant par de justes réformes ses revendications légitimes.

Voici comment :

A) Avec de très gros capitaux fournis par l'État, organiser tout de suite une presse alsacienne catholique en langue allemande de sentiments français.

Elle devra comporter un grand journal biquotidien publiant une édition pour chaque grande ville. Autour de ce journal, devront rayonner de nombreux suppléments répondant aux divers besoins de la vie rurale, ouvrière et de la petite et moyenne bourgeoisie. Ces journaux devront être vendus dix centimes et paraître à plein tirage dès le mois de mars 1929.

Rédigés par un état-major de spécialistes qui est sur place et qu'on trouvera si l'on veut le bien rétribuer, ces journaux devront professer une politique nettement régionaliste (et qui donne au peuple le sentiment que sa « Volkstümlichkeit » sera respectée), mais franchement nationale.

Ils devront être ouvertement patronnés par l'évêque.

Il est inévitable qu'à la longue une pareille presse sup-

plante la presse Haegy-Walter. Et ainsi, la grande machine de propagande autonomiste serait enrayée.

B) En même temps et sans se laisser ralentir par des scrupules de légalité, il faut appliquer toute une série de mesures.

1. — *Administration et fonctionnaires.*

Qu'au gouvernement un homme, échappant aux caprices parlementaires, soit chargé des affaires alsaciennes, avec des pouvoirs suffisants pour obtenir des divers ministres ce qu'il jugera nécessaire.

Qu'il commence par venir lui-même, sur place, visiter en détail et apprendre à connaître tout son personnel de fonctionnaires tant autochtones que français d'origine.

Qu'aux uns il apporte la réalisation immédiate de leurs *desiderata* relatifs aux traitements, aux arriérés de rentes et de pensions et à l'avancement ; qu'il les chapitre (quand il le faudra, dans leur langue) ; qu'il leur fasse sentir qu'ils ont désormais en lui un protecteur non seulement dans l'ordre matériel, mais dans le domaine moral, intellectuel, bref un défenseur de leur « alsacianité ». (Cette « alsacianité » perdrait vite sa virulence, si elle était ainsi guidée sur les voies de la France).

Aux autres, aux fonctionnaires venus de l'intérieur de la France, il devra tenir ce langage : « Vous êtes ici des missionnaires et des ambassadeurs de la France ; votre premier devoir est de tâcher de devenir des Alsaciens ; apprenez leur dialecte, cherchez à ne pas vous différencier d'eux, soyez pour eux, dans vos fonctions et dans votre vie, un modèle enviable ; ne choquez jamais leur sentiment, mais faites naître en eux l'impression que ce sont eux qui vous assimilent. »

Il s'agira de maintenir le plus possible, dans le pays, les fonctionnaires qui accepteront ces directives et de les en récompenser. Les autres devront être rappelés aussitôt et sans avancement.

A l'avenir, tous les fonctionnaires envoyés de l'intérieur devront être mis au courant de la tâche morale, « civilisatrice » qu'on leur confie. Il faudra tenir la main à ce que rien, dans leur vie privée, ne justifie plus la réputation de légèreté qu'on fait à quelques-uns.

Il faut que la liberté d'initiative, de jugement et le sens de la responsabilité soient restaurés dans l'administration. Il est indispensable de renoncer à la méthode qui consiste à fuir les responsabilités ; il faut que, de Paris, le chef soutienne le fonctionnaire qui les recherche et qui trouve des solutions par lui-même. Le système « surtout pas d'histoires » doit prendre fin, absolument.

Il faut favoriser le plus possible l'envoi dans l'intérieur de la France de fonctionnaires alsaciens, mais faire cela à bon escient, en gardant le contact avec eux et en veillant à ce qu'ils ne se sentent pas en exil parmi des étrangers. Bref, le chef des affaires alsaciennes doit être pour ses subordonnés un père plus qu'un chef.

Enfin il faudra faire entreprendre, sans retard, une enquête comparative complète des méthodes administratives et judiciaires en usage en France et dans l'Alsace d'avant la guerre. Elle devra être achevée en un an. Puis des spécialistes, n'appartenant pas en majorité à l'administration, proposeront au gouvernement les réformes qui leur paraîtront conformes aux besoins modernes.

2. — *Questions ecclésiastiques.*

Il est indispensable de fixer par une loi organique, que le régime dit « laïque » n'est pas applicable aux trois départements et que le Concordat y restera en vigueur.

Il importe donc de trouver tout de suite un biais légal, permettant au gouvernement de rétablir des écoles confessionnelles dans les villes de Colmar, Strasbourg, Mulhouse, Guebwiller, etc., avant que les autonomistes ne le fassent eux-mêmes après leur accession au pouvoir aux prochaines élections municipales.

Ces mesures, venant après l'augmentation des émoluments des prêtres, ôteront aux membres des clergés tout motif avouable de récriminer contre le régime français. Ceux qui persévéreraient dans une attitude antifrançaise devraient tomber sous le coup d'une loi de haute trahison. D'ailleurs pourquoi n'appliquerait-on pas les lois allemandes de répression aux autonomistes qui regrettent tant les lois de l'Alsace d'avant-guerre?

3. — *Questions scolaires.*

Le but qu'on ne doit pas cacher, est qu'à la longue, chaque Alsacien sache parler et lire couramment le français. Il faudra clairement convenir toutefois qu'on ne pourra atteindre ce but qu'après plusieurs générations ; que le devoir de l'État est de veiller qu'à tout moment chaque génération ait à sa disposition une langue écrite qui, pour les années présentes, devra être, dans bien des cas, encore l'allemand. Des commissions scolaires consultatives, organisées à l'instar de celles fonctionnant en Suisse, feront valoir les vœux des parents auprès des autorités communales et académiques. De temps en temps, l'autorité scolaire centrale de Strasbourg organisera des enquêtes lui permettant de fixer la proportion dans laquelle le français et l'allemand seront enseignés à l'école primaire, afin de se conformer au programme tracé ci-dessus.

Les directives en seront : ne rien entreprendre qui puisse donner aux Alsaciens l'impression qu'on veut étouffer leur « Volkstümlichkeit », mais tout faire pour qu'étant désormais Français, ils ne se sentent nulle part inférieurs à leurs concitoyens du point de vue linguistique et culturel.

4. — *Question des langues.*

Elle serait en partie résolue par les mesures qui viennent d'être exposées ; il suffirait de reconnaître l'allemand comme étant, actuellement, langue officielle en second rang, dans les tribunaux et dans l'administration.

5. — *Affaires économiques et financières.*

Il est urgent de rendre aux Alsaciens le sentiment qu'ils sont les propriétaires de leurs chemins de fer payés de leurs deniers. Pour cela, il serait politique de ne plus leur prendre comme un tribut annuel le bénéfice net du réseau, afin de le verser au fonds commun. Le fonds commun se justifie quand il s'agit de compagnies privées, mais il est injuste de contraindre à y participer un réseau construit aux frais d'une province. Le montant des bénéfices du réseau A. L. devrait servir à l'amortir et à l'améliorer ; on a suggéré avec

raison qu'il pourrait aussi alimenter un fonds destiné à couvrir une partie des frais des percements des Vosges projetés dans le Haut-Rhin. Ce serait un premier pas dans cette entreprise de la plus haute urgence économique et politique.

Il n'est pas moins urgent de faire cesser le scandale législatif des mines de potasse. Le devoir du gouvernement est d'annoncer tout de suite son intention de résoudre ce problème, non au profit de tel ou tel groupe financier, ni en lui donnant une solution étatiste et socialiste, comme le prévoient les projets de loi actuellement déposés au Parlement, mais en restituant ces mines à leurs vrais propriétaires qu'on tente de déposséder depuis dix ans.

Bien d'autres œuvres sont à entreprendre dans l'ordre des grands travaux publics destinés à souder physiquement l'Alsace, de façon indissoluble, à la France. Mais pour les premiers temps, les deux mesures que je viens de définir donneraient au public, si on les appliquait, la sensation nette que le gouvernement est entré dans la voie des réalisations et il reprendrait courage et patience.

Tout cela, ce sont des choses faisables et faisables tout de suite. Pour les imposer, suffit-il à un chef de gouvernement de faire comprendre aux partis qui, en démocratie, règnent sur l'État, qu'elles constituent une nécessité majeure, et qu'elles sont la juste réparation des fautes passées et le prix qu'il nous faut payer un apaisement dans les années qui vont venir?

Mais, je le répète, elles n'apporteront encore qu'un palliatif, et non une solution aux problèmes alsaciens.

Cette solution, nous savons qu'il faut la chercher à Paris, à la racine même de l'État. Mais cela, c'est une autre histoire ; elle dépasse le cadre de cette simple consultation.

A.-Eugène Kuhlmann.

L'éducation sentimentale de Gœthe

I. — Première griserie de liberté.

Dans l'automne de l'année 1765, nous voyons le jeune Wolfang Gœthe en proie à la plus sombre humeur. Il vient d'atteindre ses seize ans et a déjà connu l'amour et ses tourments. L'amour, plutôt une passion de collégien, toute sentimentale et fort limpide, pour Gretchen la douce fille du peuple. Cette aventure a eu des suites malheureuses. On a séparé les deux enfants. Le jeune Wolfgang a fait l'expérience des premières amertumes du cœur. La vie a perdu son goût, les choses leur couleur. Il voit d'un œil chargé de mélancolie les aspects du vieux Francfort qui l'ont jusqu'alors enchanté. On lui a changé « ses vieilles murailles et ses vieilles tours », les fidèles compagnes du rêve de son enfance. Il a abandonné les grandes promenades à travers le lacis pittoresque des ruelles et des carrefours de l'antique cité. Par une délicatesse puérile de sensibilité, il fuit maintenant toutes les rues qui mènent au quartier de Gretchen. « Un poids horrible est sur son cœur (1). »

Au milieu de cet automne 1765, saturé de tristesse et de pluie, un seul point lumineux : le départ prochain pour l'Université. Il voudrait aller à Göttingen, mais le con-

(1) *Mémoires.*

seiller Gœthe a décidé de l'envoyer à Leipzig. Il y a depuis longtemps divorce entre le père et le fils sur le chapitre des études. Wolfgang courtise les muses ; le *Rat* Gœthe tient pour les *Pandectes;* il voudrait faire de son enfant un jurisconsulte disert, et Leipzig est fameuse pour son école de droit. Wolfang se résigne, feint de s'y plier, mais poursuit en secret son rêve. Il ira à Leipzig et il y organisera sa vie. N'y a-t-il pas là-bas aussi de brillants professeurs de belles-lettres, la « claire lumière » de noms séducteurs comme Ernesti et Morus?

La date fixée pour le départ, pour la fuite vers la clarté de l'avenir est la Saint-Michel. Il compte les jours avec la « joie secrète du prisonnier qui a limé les barreaux de sa geôle ».

La Saint-Michel, la date impatiemment attendue, arriva enfin, écrit Gœthe en 1812. Je quittais et laissais derrière moi la respectable ville qui m'avait engendré et élevé dans le plus complet sentiment d'indifférence et comme si je ne devais jamais plus y remettre les pieds. C'est ainsi, — complète le vieillard avec sa magnifique sérénité glacée d'égoïsme — c'est ainsi qu'à certaines époques les enfants se détachent des parents, les serviteurs des maîtres, les obligés de leurs bienfaiteurs, et ce mouvement d'indépendance, cette tentative pour vivre sa propre vie est toujours, qu'elle réussisse ou non, dans les plans de la nature.

Après un long trajet semé d'incidents — l'apparition sur le bord de la route d'une espèce de caverne ou de carrière illuminée de façon fantastique dans la nuit par des myriades de feux follets, l'embourbement de la berline de poste dans les chemins en fondrières de la Thuringe, un souper burlesque avec un couple aristocratique — Wolfgang atteint Leipzig en compagnie du libraire Fleischer, un compatriote, et de sa femme. Il tombe en pleine foire et l'on sait ce qu'est la foire de Leipzig. Il retrouve là, mais plus intense, un aspect de cette vie qu'a déjà passionnément goûté l'enfant de Francfort : l'entassement bigarré et grouillant des boutiques, le visage de l'univers reflété sur les denrées des échoppes et les figures des vendeurs, l'odeur des marchés du monde ! Le jeune Gœthe s'enivre de ce parfum d'exotisme et de négoce ; il enregistre toutes ces images avec cette ardeur à percevoir et à sentir qui est son partage dès

l'enfance et qu'il gardera tout le long de sa longue carrière. A Leipzig, ce sont surtout les visages et les costumes des pays lointains qui l'attirent : les Grecs, les Polonais, les Russes, « les étranges accoutrements des habitants des pays de l'Est (1). »

Passé le tohu-bohu de la foire, tombé le masque d'agitation factice que cette période de l'année donne à la ville, il découvre le visage ordinaire de Leipzig et ce visage lui plaît. Il aime ses hautes bâtisses égales, l'aspect « imposant » et prospère de la cité saxonne. Le visage un peu neuf de cette cité, parvenue du commerce, et qui contraste avec celui de ses antiques demeures, est loin de lui déplaire. Il est à l'âge où l'on aime la diversité des décors. Ces hautes façades blanches et régulières le séduisent surtout quand il les voit au cours de longues promenades nocturnes givrées par le clair de lune.

Il se loge dans une de ces « gigantesques maisons saxonnes dont il nous a confié qu'elles étaient « tout particulièrement selon son goût » :

> Elles tournent leurs visages sur deux rues, écrit-il dans ses *Mémoires* et enferment dans leurs flancs dressés jusqu'aux nues, dans leurs cours intérieures, tout un monde bourgeois. Elles ressemblent à des châteaux forts, à des manières de villes.

Dans une de ces maisons appelée la « Boule de Feu », sise entre l'ancien et le nouveau Marché, il loue une enfilade de « gentilles chambres ». Cet étudiant ne se loge pas mal en vérité.

Les « gentilles chambrettes » donnent, à la vérité, sur une cour intérieure. Mais cette cour est un passage. Wolfgang aura tout loisir de s'accouder à la croisée et, quand les gros tomes de droit l'ennuieront trop, d'y faire le badaud en observant, et, au besoin, en déshabillant au passage, selon la leçon de son camarade Behrisch, les honnêtes bourgeois saxons. Il a une excellente vieille hôtesse qui s'occupe de son ménage de jeune homme, ainsi que de celui d'un autre étudiant, son voisin de palier. C'est un étudiant en théologie, un pauvre hère qui s'est si bien usé les yeux en voulant lire au clair de lune, pour épargner les frais d'huile d'une lampe, que le voilà presque atteint de cécité.

(1) *Mémoires.*

Pareille passion de l'étude n'est pas, pour l'instant, à redouter chez Gœthe. Il nourrit bien le vague dessein de devenir un jour professeur dans quelque Faculté. Le titre universitaire a un certain prestige à ses yeux, mais un prestige amoindri et entamé par l'ironie. Il voit d'un regard lucide et joyeux l'envers comique de la gravité professorale. A peine débarqué à l'Université, il écrit à sa sœur Cornélie, sa grande confidente, une de ces lettres où sa cervelle effervescente mêle à l'allemand le français, l'anglais ou le latin (1) et il ajoute dans un post-scriptum destiné au père :

Je ne fais plus que du latin. Vous ne pouvez vous imaginer quelle belle chose est un professeur. J'ai vu ces messieurs dans toute leur gloire et j'en reste fasciné. *Nil istis splendidius, gravius, ac honoratius. Oculorum animique acies ita mihi perstrinxit autoritas gloriaque eorum, ut nullos præter honores professuræ alios sitiam. Vale* (13 octobre 1765).

Par ailleurs il confie à un camarade quelques mots au sujet de Gottsched, ce grand pontife littéraire d'Allemagne qui a pris Leipzig comme résidence et dont la renommée commence de pâlir :

Je n'ai pas encore vu Gottsched. Il vient de se remarier encore une fois, cette fois avec la fille d'un lieutenant-colonel : elle a dix-neuf ans et lui en a soixante-cinq ; elle est maigre comme un hareng, et lui gonflé comme un sac de plumes (à Riese, 21 octobre 1765).

Il ne tardera pas au reste de faire la connaissance du « vieux bouc », ainsi qu'il écrit irrévérencieusement dans un autre billet. (A Riese, 30 octobre 1765.)

Les circonstances où se produisit la première rencontre nous ont été contées de façon savoureuse dans *Poésie et Vérité*. Le jeune Gœthe et son ami Schlosser — qui sera plus tard son beau-frère — se sont fait annoncer au premier étage de « l'Ours doré » où habite Gottsched. Le domestique les a introduits par mégarde quelques secondes trop tôt dans la pièce où les attend le grand homme, en robe de chambre de damas vert doublé de taffetas cramoisi. Belle tenue qui revêt magnifiquement l'imposante corpulence du personnage,

(1) Les passages de la *Correspondance* écrits dans une langue autre que l'allemand seront reproduits par nous dans le texte original.

mais il manque encore au pontife la pièce essentielle de sa majesté : une grande perruque de gala à boucles qu'est justement en train de lui tendre le maladroit valet pour parfaire la tenue de réception. Et nos deux jeunes gens ont eu le temps d'apercevoir « un immense crâne dégarni » et de perdre, du même coup, tout sentiment de vénération. Le grand personnage, lui, ne perd point la tête ; de sa « patte droite » il allonge une gifle monumentale au serviteur coupable, de la main gauche » il juche en une preste pirouette » l'attribut bouclé de sa dignité au sommet de son crâne d'ivoire, puis, fort grave et flegmatique, invite ses visiteurs à prendre place et entame « avec dignité un long discours ».

Il n'y a point, on le voit, chez notre étudiant de première année, excès de respect envers les grandeurs établies. Wolfgang est d'ailleurs l'étudiant amateur par excellence. L'objet officiel de son travail est le droit, mais son goût réel reste la littérature. Dans ses lettres, il parle assez abondamment des *Institutions impériales*, de l'*Historia Juris*, des *Pandectæ* (on fait grande consommation de mots latins dans les universités germaniques d'alors), mais il poursuit d'un amour obstiné et secret les belles-lettres. Il rime en cachette. Il sait que si son commerce illicite avec les Muses était rapporté au conseiller Gœthe, il y aurait grand éclat dans la demeure du « Fossé aux Cerfs ». Après quelques ouvertures à son professeur principal, le conseil aulique Böhme, n'a-t-il pas dû subir de la part de ce dernier un long « discours courroucé »? La littérature est aux yeux du vénérable Böhme la Bête de l'Apocalypse ; il parle avec un grand déchaînement de mépris — le mépris de l'homme qui enseigne les choses graves pour celui qui enseigne les choses légères — de son collègue Gellert qui s'y livre et dont le *Praktikum* n'est pas assez grand pour contenir ses élégants auditeurs. Wolfgang écoute le vieux pédant, les yeux baissés, la mine contrite. Mais rien n'est changé dans son cœur. Et les quatrains, les odes, les élégies continuent de s'échapper de sa plume, se glissent entre les feuillets de ses lettres, débordent des lourds volumes de droit, comme les roses sauvages d'un églantier jaillissent d'entre les fissures d'un vieux mur. La végétation la plus folle, la plus libre, n'est pas plus incoercible que la fantaisie qui le possède alors.

Ses cahiers de notes de cours en portent l'amusant témoignage. Tâchons de le voir par l'imagination assis sur son

banc de l'Université et qui écoute l'Histoire du droit civil germanique professé par Böhme. Son attention s'y attache un certain temps, avec une bonne volonté assez méritoire, puis peu à peu ce fatras d'érudition le lasse ; doucement, insensiblement, son esprit cède, par une pente invincible, aux images que fait surgir devant ses yeux ce vain bruit de paroles. Involontairement son crayon amusé et narquois court au bord des pages et c'est tout une illustration vivante du cours qui naît dans les marges de son cahier. Nous retrouverons dans cette flore pittoresque « les étranges perruques » des présidents de cours, des juges, de leurs assesseurs, de tous les graves personnages qui défilent dans les leçons de Böhme. Ces importants bonshommes, en passant de l'érudition du professeur sous le crayon de l'écolier, se revêtent de chair et d'os. Résurrection miraculeuse qui fait jaillir la fusée des fous rires le long des bancs où circulent ces légendes animées et y dispersent les derniers restes de bonne volonté de quelques sages auditeurs. La plaisanterie n'est pas du goût du professeur. « Il ne pouvait pas être content de moi, notent flegmatiquement les *Mémoires* avec ce soin d'atténuer l'expression où nous sentons trembler la ligne imperceptible d'un sourire ; il me trouvait insuffisamment appliqué et trop léger. »

Ce besoin d'illustration constante de la pensée, de matérialisation concrète, les lettres du jeune Gœthe viendront nous l'attester après ses cahiers de cours. Toute pensée fait surgir chez lui une forme, et, tout de suite, des dessins s'ébauchent. L'esquisse crayonnée est la paraphrase vivante du style. Elle fait courir le long des phrases une frise animée et nous trouverons dans les lettres à Cornélie, en manière de *post-scriptum*, de petites têtes de femmes vivement jetées sur le papier et dessinées de façon charmante.

Le droit germanique, avec son cortège de présidents de cours et d'assesseurs, peut bien suggérer des profils de perruques. Il n'en va plus pareillement de la philosophie. Nous sommes ici dans le domaine de l'abstraction. Aucune image ne saurait jaillir du champ de la logique, ni de la morne aridité du *Collegium philosophicum et mathematicum*. Aussi Wolfgang a-t-il pour lui la plus vive aversion :

> Je trouvais étrange, pour apprendre le bon usage des opérations de l'esprit que j'avais dès l'enfance pratiquées avec la plus extrême

facilité, de devoir les disloquer, les isoler et en quelque sorte les dissoudre. Sur l'objet, sur le monde, sur Dieu, il me semblait que j'en savais à peu près autant que le maître et, à plus d'un endroit, tous ces systèmes me paraissaient clocher fortement. Tout alla cependant à peu près jusqu'au Carnaval. Mais vers cette époque il se vendait sur le *Thomasplan*, précisément à l'heure des cours du professeur Winckler, les plus délicieux beignets sortant tout bouillants de la poêle. Ces beignets nous retardaient de telle manière que nos cahiers devenaient toujours plus minces. Vers le printemps, ceux-ci fondirent et s'évanouirent avec les dernières neiges.

Redoutable concurrence pour le *Collegium philosophicum* que des beignets brûlants ! Au vrai, c'est toute la vie qui est l'ennemie des cours et qui se rebelle contre ces stations prolongées sur des bancs. Comme il est fort, impétueux, cet appel de la vie dans les veines du jeune Wolfgang !

J'ai bien de la peine à être studieux, confie-t-il à un camarade de Francfort. Dans les réunions mondaines, au concert, au théâtre, à l'auberge, dans les dîners, les promenades, on dépense bien de l'argent, si l'on s'amuse énormément ! Ma bourse en sait quelque chose... Les « groschen » sont ici ce que chez nous dans le Reich sont les « kreutzers »... J'ai une table somptueuse. Voilà notre menu habituel : poulets, oies, dindons, canards, perdreaux, bécasses, truites, lièvres, brochets, faisans, huîtres, etc., etc. C'est là notre table quotidienne. Quant aux viandes grossières comme le bœuf, le veau, le mouton, je ne me rappelle même plus leur goût (à Riese, 21 octobre 1765).

Le mouvement de la vie est si fort en lui qu'elle crée, dans son cerveau, une espèce de vertige. Il s'assied à une table dans le ferme dessein d'écrire une longue lettre à un ami. Brusquement, l'idée d'aller à la comédie lui traverse l'esprit comme une flèche. Il se lève, puis se ravise, se rassoit, reprend sa plume, se sent de nouveau mordu par la tentation de s'évader de sa table et de son papier, ne sait plus à quelle voix intérieure obéir, ni à quel diable se donner. Une nouvelle inspiration le saisit : s'il tirait au sort, à l'aide de dés? Façon commode de remettre au hasard une décision qu'on ne peut faire surgir de soi-même. Vite ! où est le cornet aux dés? Voilà bien le malheur. Notre irrésolu n'a pas de dés sous la main ! Alors la sagesse finit par l'emporter sur l'ardeur au plaisir, il se met devant sa table ; la

plume court sur le papier et, comme dans cette imagination ailée, le rythme est le jaillissement naturel de la pensée, ce sont de jolis vers qui prennent leur vol, des vers tout frémissants d'impatience juvénile et qui nous donnent la plus juste image de la cadence de cette jeune âme :

Je vis comme un oiseau qui se balance sur une branche
Et respire la liberté dans le plus beau des bois.
Il jouit en paix de l'air tendre ;
D'un coup d'ailes, d'arbre en arbre,
De bosquet en bosquet, il s'élance en chantant.

Et l'auteur de la lettre ajoute : « Représente-toi un oisillon sur une petite branche verte ; pense à sa joie. C'est ainsi que je vis. »

* * *

Même allégresse dans une lettre à sa sœur Cornélie, vers la même date (1) »

Sois persuadée, mon ange, que je suis ici si bien pour ne souhaiter rien de mieux. Jamais je n'ai mangé tant de bonnes choses que dans le temps que je suis dans ces lieux. Des faisans, perdrix, bécasses, alouettes, poissons, Forellen (truites), en quantité, voilà le manger de la table du professeur Ludwig. Quelquefois on trouve des raisins. Le 60 des Alouettes coûte 2 rh. Je ne goûte pas la bière de Merseburg. Amère comme la mort aux pots.

Mais, en dépit de certaines fantaisies verbales, comme les lettres à sa sœur sont charmantes ! Quelle exquise intimité fraternelle où se mêlent de façon si aisée, si juste, la gaieté et le sérieux, la confidence et la direction spirituelle. Car, si Wolfgang raconte et même avoue beaucoup de sa vie à son aînée, au point que ces lettres à Cornélie sont les plus sûrs témoins de ses premières années d'étudiant, il prend fort au sérieux le rôle de mentor que lui confèrent à la fois sa qualité de frère et sa récente dignité universitaire. Il se confesse et il dirige. Il passe d'un rôle à l'autre de ce ton dégagé que donne l'insouciance, l'abandon, la spontanéité de la dix-huitième année

(1) La lettre est écrite en français. C'est à sa sœur que notre étudiant réserve généralement ses talents de *polyglotte*.

Des aveux nous aurons à parler plus tard au chapitre des amours. Dès à présent, parlons du rôle de direction. Wolfgang s'adresse à sa sœur avec la gravité d'un docteur en bonnet carré :

Sois fière, commence-t-il, petite sœur (un peu plus loin il l'appelle « petite folle ») que je te consacre une partie du temps dont j'ai si grand besoin... Nous autres savants *(wir Gelehrten)*, poursuit-il, n'avons, pour vous autres filles, pas plus d'estime ni de considération que pour des nomades.

Il est fier d'étaler son érudition philosophique d'acquisition toute fraîche, de parler à la grande sœur de « monades » et de lui dire qu'on peut partager « un atome de poussière voltigeant dans le soleil en plusieurs milliers de particules ».

Un peu plus tard, il lui écrit : « Sais-tu que la racine carrée de 16 est 4? »

Puis il lui donne des conseils de style :

Écris tes lettres sur une feuille pliée en deux. J'écrirai, moi, ma réponse et mes critiques à côté de tes lignes. Mais surtout ne te fais point aider par notre père. Sans quoi l'exercice perd toute espèce de sens. Je veux voir comment tu écris... Écris comme tu parlerais et tu composeras une bonne lettre.

Suivent des observations et des corrections d'une conscience méticuleuse dans le détail. On y sent un goût réel pour les fonctions de magister. Comme Wolfgang, dans cet amour de la pédagogie, se montre bien le fils du conseiller Gœthe, de ce père morose, tatillon, pointilleux, dont le pédantisme lui pesait pourtant si fort! La passion de la rature, de l'observation marginale, de la réprimande à l'encre rouge, le despotisme grammatical! « On ne dit pas *subsistiren*, ce n'est pas allemand... Pourquoi omets-tu les *verba auxiliaria*... », car notre professeur aime baragouiner le latin. Cela donne plus de dignité aux corrections.

Après les conseils de style, les conseils de lecture, excellents d'ailleurs.

Il faut que je t'apprenne à lire. Peut-être t'étonneras-tu de cette phrase. Mais je te connais et sais ce qui te pousse à lire. Voici comment il faut t'y prendre. Lis un passage après l'autre, en observant

la suite ; lis attentivement et même, si tu ne trouves point de goût à la chose, poursuis. Il faut te faire violence. Je le répète : si tu veux que je m'occupe de toi, il faut m'obéir et ne pas chercher uniquement ton plaisir en lisant. Quand tu as fini, ferme ton livre et écris quelques réflexions sur ce que tu viens de lire. Au début, tu éprouveras quelque peine, mais bientôt ce travail te deviendra plus aisé. Commence sans tarder. De temps à autre je choisirai certains morceaux et te demanderai ton avis motivé à leur sujet. Tu feras de la sorte plus de progrès qu'en lisant vingt romans. Je t'interdis absolument les romans, à l'exception du seul Grandison que je t'autorise à relire encore un certain nombre de fois, mais point superficiellement, à tête reposée, en méditant. Tu peux lire les deux magasins de Mme de Beaumont, mais point le troisième (magasin pour les jeunes dames)... En italien, prends le *Pastor Fido;* tu y rencontreras quelques difficultés. Prie papa de te les éclaircir. Tu peux lire aussi les *Epistole di Cicerone* qui sont dans la bibliothèque de papa. Si tu peux aborder la *Gerusaleme liberara* du Tasse, n'y manque pas. Lis aussi des passages des *studii delle donne;* des passages seulement, l'ensemble est trop long. Note en passant les particularités de la langue et des tournures. Fais un choix dans la correspondance de Cicéron. En italien tu peux lire ce que tu veux, à l'exception du *Décaméron* de Boccace. En français, prends les *Lettres de Pline.* Je te ferai de ma plume une anthologie de Molière. En voilà assez pour cette fois. Papa sera content de ce programme. Tu vois : je m'impose une besogne double ; je travaille pour toi autant que pour moi. Toutes les heures de liberté qui me restent, je te les consacre ; récompense-moi par ta docilité... Vois : j'emploie la nuit à travailler pour toi. Minuit passé ! (7 décembre 1765).

Un peu plus tard il revient sur ses conseils :

Je ne veux point entendre parler du *Décaméron* quand même le pape l'autoriserait, à moins que papa lui-même ne t'en fasse des extraits (23 décembre).

Il lui recommande avec insistance pour sa formation littéraire la lecture de Boileau :

Lis plutôt (que le Tasse) le Boileau, son *Lutrin.* Le Boileau entier, c'est un homme qui peut former notre goût, ce qu'on ne pourra jamais attendre d'un Tasse (28 mai 1766) (1).

(1) En français dans le texte.

Et le 27 septembre de la même année :

Pardonne, ma sœur, que je suis tant porté pour le Boileau. C'est à lui que je dois mon peu de savoir que j'ai de la poésie française et cet homme pourroit te servir de même de guide fidel, par toute la lecture pratique françoise (1).

La gravité du moraliste qui interdit la lecture des romans et du *Décaméron* s'affirme encore dans d'autres passages où il s'en prend à la coquetterie du beau sexe, « la plus méprisable folie qui puisse se rencontrer chez une femme ». Il condamne avec une austérité impitoyable la futilité des « dames lipsiennes ». Rien n'est plaisant comme de le voir froncer le sourcil pour flétrir le souci exclusif du corps et de la parure qui fait négliger aux jeunes beautés saxonnes les avantages de l'esprit. Il prend les accents d'un Bourdaloue pour tonner contre cette « vanité qui est presque toujours la maîtresse du cœur des jeunes filles. Elle le gâte en leur montrant, d'un jour avantageux, la fausse gloire de la parure extérieure, et d'un jour désavantageux la vraie gloire du soin pour l'esprit » (2).

Cependant notre prédicateur descend de chaire pour déployer sous nos yeux un tableau ironique et amusé de l'après-midi d'une jeune coquette de Leipzig assise devant le miroir de sa toilette. Bourdaloue cède le pas à La Bruyère.

Il faut que tout l'après-midi se perde en sa parure. Regardez cette centaine des *(sic)* boîtes, regardez ce qu'il en sortira. Des bouquets *(sic!)* des Palatins, des Barbes, des evantails, des Pierreries, et quantité de semblables colifichets. Elle choisit, elle rejette, elle batit, elle datruit, elle joint, elle dechire. A la fin on voit sa tete gothiquement paree d'un quolibet que presque on prendroit pour un tourban... Enfin elle se croit prête, parce que son miroir ne lui montre plus de fautes a son ajustement. Elle va voir la Compagnie d'un esprit si peu preparé, pour n'avoir pas meme pensé plutôt au compliment d'entree qu'en entrant dans la salle de Compagnie.

Après avoir goûté dans le silence du cabinet de toilette les plaisirs de la coquetterie, notre élégante va connaître

(1) En français dans le texte.
(2) En français dans le texte.

dans le monde brillant où elle se rend les humiliations qu'il réserve à un esprit sans ressources.

La Compagnie s'assied. On commence à babbiller *(sic)* alors il y a deux extremités où elle est en pèril de tomber. Ou elle reste collère sur sa chaise comme une statue sans parler mot, ou elle exaspere les autres d'un babil sans raison. Ces deux fautes ne tirent leur origine de rien, que du peu de soin qu'elle prend pour cultiver son esprit...

Notre censeur poursuit son impitoyable réquisitoire et va jusqu'à la racine du mal. Il trouve la raison du vide de l'esprit dans le vide des lectures :

J'ose prétendre que la lecture est chez elle une façon d'agréable passe temps qui sans produire aucun effet s'évanouit comme les heures qu'on lui a sacrifiees. On voit cela aux livres dont elle est amoureuse. Ce sont des historiettes, romans, petits traités legerement écrits (l'accentuation française du jeune Gœthe pèche par carence ou par fantaisie). Elle lit pour satisfaire à la curiositè, et si la curiositè est mere de la lecture, ce n'est pas un trop bon presage. On la satisfait, et si elle est satisfaite, on n'est pas trop empressè de chercher quelque nourriture pour le cœur et pour l'esprit. N'est-elle pas digne d'être grondee une telle fille qui malgré les dons qu'elle possede, passant ses plus beaux jours en amusements laisse son cœur et son esprit dans des ténèbres qu'elle pourroit dissiper. Qu'en pensez-vous, ma sœur?

Charmante gravité que celle de cet adolescent qui se fait docteur en morale ! Dans un si jeune visage, l'effort des lèvres pour se serrer et des sourcils pour se froncer atteste une si touchante contrainte ! A cet âge, toutefois, les masques de moralité les mieux attachés tiennent mal. Le frémissement invincible de la jeunesse possède une sûre vertu pour les faire tomber. Et brusquement, sans transition, succèdent aux foudres indignées sur la coquetterie et la coupable frivolité des jeunes élégantes de Leipzig des passages comme ceux-ci :

Je ne suis pas tout à fait mal à mon aise en me voyant au milieu d'une troupe coiffee, frisee, gallonnee, babillarde comme apparement je la trouve au concert... Ah ! ma sœur, quelles créatures sont ces filles saxonnes ! Une quantite en est folle, la plus part n'en est pas trop sage, et toutes sont coquettes (30 mars 1766).

Il confesse loyalement le pouvoir de séduction de ces jeunes personnes futiles et enjouées, de « Mesdames les Saxonnes » comme il les appelle plaisamment :

Chère sœur, il faut que vous aiez, vous autres filles, un certain charme secret dont vous nous ensorcelez quand il vous plaît (14 mars 1766).

Une autre fois, il se rappelle, par l'intermédiaire de sa sœur, aux beautés de Francfort qui lui laissent de tendres et profonds souvenirs. Dans ce cœur conciliant, il y a place pour bien des images :

« La petite Runkel », Mlle Brevillier, Mlle Sarasin, « la chère Charitas » ; « baise de ma part la petite Schmiedeï » (ailleurs dénommée Schmiedelchen) ; « dis à toutes les autres petites filles que je connus autrefois que je ne manquerai jamais à etre leur serviteur. »

Ah ! comme je vous aime, cheres creatures ! Hélas ! fussiez-vous seulement un peu meilleures. Eh bien nous ne sommes pas des anges, nous autres hommes... Tirelireli ! Chantons, chantons, l'inconstance ! Tirelireli ! »

Il n'a pas assez de bras pour étreindre tout ce qu'il aime ou plutôt — le mot est trop fort ! — tout ce qui caresse voluptueusement son cœur et ses sens. C'est bien moins — jusqu'à présent du moins, dans cette fin d'année 1765 et dans le début de 1766 — des femmes qu'il est amoureux que de l'amour lui-même, de la possibilité d'embrasser tout ce qui s'offre, tout ce qui se passe à portée de ses lèvres d'adolescent avide. Il met à peine des noms sur toutes les fraîches images auxquelles s'adresse son innombrable baiser. Chérubin a remplacé Bourdaloue. Surprenant changement dont il sera sage de ne pas trop nous étonner. Elles sont d'une certaine saison de la vie.

*
* *

Il goûte d'ailleurs tout ce qu'il y a d'élégant, de superficiel et de poli dans la capitale saxonne. Leipzig mérite son nom (bien antérieur aux vers de *Faust*) (1) de « klein Paris ». C'est la ville de la « polite Konduite ». On se pique de belles manières, on y parle couramment notre langue et cette cité de la Saxe lointaine porte un visage plus français que la

(1) *Ich lobe mir mein Leipzig. Es ist ein klein Paris und bildet seine Leute.*

française Strasbourg. Jamais Gœthe n'a été aussi près de la France par le cœur, par tout cet ardent et volontaire désir de revêtir les formes de pensée et les façons de sentir d'une race étrangère, qui est la véritable naturalisation ; jamais plus qu'à Leipzig il n'a si profondément subi le prestige de notre langue, de nos manières, de notre esprit, qu'à Leipzig. Il écrit : « Le désir de plaire... est ici très à la mode. On se croirait presque à Paris ». Il a beau blâmer la futilité des mœurs, les « soins extravagants » que les femmes prennent de leur personne, il reste néanmoins séduit et gagné. Et à côté de cette ville animée d'une fièvre charmante, Francfort lui apparaît « comme un purgatoire ».

« Mesdames les Saxonnes » exercent sur lui de l'influence, en ce qu'elles lui apprennent à s'habiller, ce qui est un soin fort important à cet âge. Wolfgang est arrivé de Francfort pourvu d'une garde-robe abondante, mais *wunderliche quipiert* (étrangement équipé). Son père, le conseiller, pour faire d'une flèche deux coups ou, comme nous le dira son fils, pour « attraper deux mouches de la même tape », a, en effet, imaginé de prendre à son service comme domestique des apprentis tailleurs, qui, en même temps qu'ils accomplissent les fonctions ordinaires de valets, confectionnent les costumes de la famille entière. Le conseiller, qui montre un souci méticuleux de la qualité des produits et des denrées, leur livre à cet effet de larges provisions du drap le plus solide qu'il choisit avec amour sur les meilleures places de textile d'Allemagne. Nos tailleurs-valets se mettent diligemment à la besogne, empoignent les ciseaux après le balai, coupent, taillent, ajustent de leur mieux. De leurs mains inexpertes sortent en abondance de singuliers vêtements, irréprochables quant à l'étoffe, assez comiques quant à la coupe. Wolfgang, dans sa malle d'étudiant, a emporté ces richesses à Leipzig. Sa garde-robe est bien remplie (n'a-t-il pas un habit brodé), et néanmoins il fait figure, au milieu du beau monde saxon, de paysan du Danube. Dans ses habits qui prêtent à rire, il a l'air « tombé de la lune ». Ses belles amies le criblent de brocards qui humilient son amour-propre. Il résiste un peu ; puis, plein de dépit, il va chez un brocanteur, et troque à vil prix sa pesante défroque de jeune provincial contre une garde-robe à la mode de l'endroit, « ce qui eut pour effet, ajoutent les *Mémoires*, de la faire fondre considérablement. »

Le voilà donc au goût du jour. Va-t-il trouver grâce auprès de ses jolies et cruelles amies? Pas encore. Elles continuent de le harceler. Sa province qu'il traîne après lui va le trahir de façon plus secrète, plus profonde que par le vêtement : par le langage. Il parle le dialecte haut-allemand (*oberdeutscher Dialekt*), rude d'accent et de vocabulaire, mais coloré, dru, vivant. Ce dialecte est un assez singulier mais savoureux mélange, où entrent les éléments les plus divers : des expressions de vieilles chroniques, beaucoup de proverbes, de constants rappels bibliques. De cette langue imagée, naïve dans sa verdeur qui est la forme même de sa pensée, il va falloir, sous la persécution des brocards de la grande ville, tout oublier pour se mettre à l'école de la langue saxonne, de ce dialecte de Meissen poli, maniéré comme les figurines de porcelaine du même nom, mais qui seul trouve grâce auprès des souriantes et ironiques arbitres du bien-dire. Laborieuse, pénible, profonde réforme que celle de la langue parlée ! Réforme qui touche au jeu même de la pensée, trouble la formation des images, atteint les sources de l'esprit. « Je me sentais au plus intime de moi-même paralysé, soupirera Gœthe dans ses *Mémoires;* j'en arrivais à ne plus savoir comment m'exprimer, même sur les objets les plus communs de la vie. »

Transformé par le vêtement et par la langue, par le dehors et par le dedans, notre Francfortois a enfin conquis droit de cité parmi les « bergers de la Pleisse ». C'est le nom qu'aimaient à se donner les jeunes gens de Leipzig, épris de belles-lettres et de suavité bucolique, par opposition avec les « farouches chasseurs » (*wilde Jäger*) qu'étaient les étudiants des bords de la Saale, de Halle ou d'Iéna, des batailleurs fiers de leurs exploits de rapière et de beuverie. Toutes les universités avaient leur figure propre. A Iéna ou à Halle, on pourfendait et on trinquait, en scandalisant et en terrorisant le bourgeois qui se faisait tout humble sous cette tumultueuse dictature de la bohème studieuse. A Leipzig, on rimait de petits vers à la Chaulieu et on soupirait : c'était plus inoffensif. L'étudiant se mêlait à la société polie de la ville et souhaitait de se confondre avec elle. L'université était sous le signe de la « galanterie » (1).

(1) *In Leipzig konnte ein Student kaum anders als galant sein. Mémoires*, liv. VI.

Wolfgang s'est mis à cette école. Il goûte la satisfaction profonde de ne plus se faire remarquer. Hélas ! on ne gagne souvent de nouveaux amis qu'en perdant les anciens. Ses camarades francfortois sont fort irrités du changement de leur compatriote qui leur apparaît comme un renégat :

Si tu le voyais, écrit le jeune Horn au jeune Moors le 12 août 1766 avec toute l'intransigeance fougueuse de son âge, ou tu deviendrais fou de rage ou tu éclaterais de rire. Comment un homme peut se transformer avec cette rapidité, voilà ce qui me dépasse ! Ses mœurs et toute son allure sont séparées par un abîme de son genre d'autrefois. Il est devenu un gandin et ses habits, tout élégants qu'ils soient, sont d'un goût ridicule *(von einem närrischen Gout)* qui le distingue au milieu de toute l'académie. Mais tout cela lui est égal. On peut lui reprocher sa folie tant qu'on veut

Amphion lui-même, capable de charmer les champs et les forêts
Serait incapable de ramener un Gœthe à la sagesse.

Dans toutes les sociétés il a fini par se rendre plus ridicule qu'agréable. Il a adopté des gestes et des « porte-mains » (en français dans le texte) qui vous obligent à éclater de rire. Il a pris une démarche d'une pose insupportable. Si tu pouvais seulement l'apercevoir !

Il marche à pas comtés *(sic)!*
Comme un Recteur suivi de quatre Facultés.

Son commerce me devient tous les jours plus insupportable. Il cherche d'ailleurs à m'éviter. Il ne me trouve pas assez distingué pour s'exposer à traverser la rue en ma compagnie... Cher ami ! Je serais ici si heureux si seulement Gœthe voulait bien redevenir ce qu'il était à Francfort ! Nous étions de si bons amis et maintenant nous pouvons à peine nous supporter un quart d'heure !

*
* *

Tâchons de nous représenter un peu le programme d'une de ses journées. Le travail, les cours tiennent une certaine place qui va toujours en diminuant. Nous savons qu'il déteste le Droit, objet officiel de ses études. Il parle de « grande haine » (*grosser Hass*) contre la science de Papinien et de Tribonien. Il aime beaucoup le théâtre et aussi le monde. Il plaît aux jeunes personnes. Il évite et méprise le commerce des professeurs. Il prend son repas de midi

à une table d'hôte présidée par un médecin quinquagénaire, le docteur Ludwig, où il ne rencontre guère que des médecins. La conversation est exclusivement anatomique et physiologique. C'est un domaine entièrement neuf pour lui. Avec sa curiosité incessante, cette avidité à percevoir qui le caractérise, il écoute sans rien laisser perdre les dialogues de carabins qui se fixent dans sa prodigieuse mémoire. Tout ce qu'il apprend là, — comme ce qu'il a appris quelques années plus tôt en courant les échoppes des artisans des petites ruelles de Francfort — filtré, assimilé, se déposera au fond de son souvenir pour y former une des couches profondes de son esprit. Précieux gisements qui affleureront dès qu'il aura besoin de les utiliser.

Ces carabins — selon la tradition — parlent de médecine et des femmes, et cela les coudes sur la table, avec le même réalisme de langage. Wolfgang passe là une bonne heure.

Il passe aussi de très longs moments, plus délicats, chez la meilleure amie qu'il possède à Leipzig dès les premiers temps de son séjour : chez Mme Böhme, la femme du professeur de droit germanique de l'Université, une tendre créature « infiniment douce et fragile », déjà d'un certain âge, et qu'une maladie cruelle, qui l'emportera bientôt, cloue à son fauteuil. Mme Böhme fait le plus vif contraste avec son époux : elle est aussi fine, intuitive, discrète et pénétrante que le Hofrat est massif et tonitruant. Le mal ne lui a pas désappris de sourire. Elle possède le don de conduire un long entretien qui est propre aux immobiles et aux résignés. Elle comprend parce qu'elle s'oublie, et, de ce qu'elle a renoncé à la vie, la vie vient à elle et jusqu'à son éternel fauteuil. Wolfgang lui apporte ce qu'un jeune homme a de plus sensible, de plus vulnérable en lui : les vers qu'il vient d'écrire. Elle les critique de façon maternelle, au cours de douces et longues soirées sous la lampe. Elle lui apprend aussi les bonnes manières, la façon de se tenir, elle l'initie aux jeux de cartes : le piquet, l'hombre ; elle le munit avec tendresse du petit bagage nécessaire à un étudiant pour faire bonne figure dans le monde. Il lui est reconnaissant de cette découverte charmante : l'indulgence des êtres qui déjà ne sont plus de ce monde pour ceux qui demandent tout à la vie. Dans les lignes qu'il lui

consacrera, près d'un demi-siècle plus tard, en ses *Mémoires*, on sentira passer une émotion dont la qualité ne trompe point et qu'on y trouve rarement.

A côté de Mme Böhme, il y a aussi à Leipzig un personnage qui pourrait exercer une certaine influence sur Wolfgang. C'est Gellert. Gellert est professeur de belles-lettres et de philosophie. Il enseigne *privatissime*, comme on dit en Germanie, mais à ce cours fermé on s'écrase, car la mode s'en mêle. Gellert enseigne la morale religieuse, mais point une morale abstraite, une morale vécue et vivante. Il représente un peu la conscience de l'Allemagne. Ce petit homme fragile, « à la bouche délicate » et sensible, aux « yeux doux et tristes, » possède le don de susciter chez son auditeur une vibration qui s'y prolonge parce qu'il a lui-même une vie intérieure. Il y a en lui une sorte de magnétisme. Sa demeure est un véritable sanctuaire, deux *famuli* y veillent en permanence, cerbères inexorables qui écartent des portes la foule des inquiets en quête d'une consultation spirituelle. Dans les rues de la ville, on voit passer cet homme doux sur un paisible cheval blanc. Une sorte de sérénité métaphysique baigne l'atmosphère où il se meut. Il corrige avec soin les travaux de philosophie de ses étudiants, en couvrant les marges d'observations à l'encre rouge de sa fine et patiente écriture. Il pourrait, il devrait prendre de l'influence sur Wolfgang qu'il reçoit avec l'indulgent sourire, la transparente candeur, l'appel profond à la confiance qui caractérisent sa manière. Malheureusement Wolfgang est à l'âge où le prestige de l'ironie est tout puissant. Et dans la ville, parmi les étudiants, court un méchant mot d'un Français libre-penseur qui, de passage à Leipzig, après s'être informé de cet enseignement si en vogue, a laissé tomber de ses lèvres ce verdict méprisant : « Laissez-le faire, il nous forme des dupes. » Le prestige de la France voltairienne est si grand en terre saxonne qu'il suffit, auprès de cette jeunesse allemande, pour lui faire prendre en ridicule les qualités d'âme qui eussent dû la gagner. Désormais ces étudiants ne verront plus le maître qui essaie de gagner leur cœur qu'avec des yeux malicieux, d'où toute la foi a disparu :

Quand il nous faisait venir, il ne manquait point, penchant sa petite tête, de nous demander de sa voix douce et pleurarde *(weiner-*

lich angenehme Stimme) si nous fréquentions assidûment l'église, qui était notre confesseur, si nous recevions la sainte communion. Nos réponses à cette sorte d'examen étaient-elles jugées insuffisantes, nous nous voyions congédiés avec des gémissements. Nous sortions plus agacés qu'édifiés sans pouvoir d'ailleurs nous empêcher d'aimer ce cher homme de tout notre cœur... Lentement, ajoute Gœthe, s'approchait le moment où toute autorité devait s'écrouler à mes yeux (1).

* * *

Où Wolfgang en était-il au point de vue religieux? Question essentielle pour qui veut connaître cette jeune vie, évaluer les ressources intérieures de son âme, au moment où la femme va l'occuper tout entier.

La religion, à l'époque qui nous occupe, n'est plus chez lui vivante et agissante. Elle ne l'est *plus*, mais elle l'a été. Le besoin de croire et d'aimer, qui a été très fort dans les années de son enfance, a été lentement atteint par la sécheresse du protestantisme, par le rigorisme formel à quoi il s'est heurté, par cette « routine sèche et sans âme » qu'il devait plus tard accuser d'avoir « paralysé » toute sa vie profonde. Les pasteurs de Francfort ne lui ont offert qu'un froid doctrinarisme. Il a connu le scrupule qui oppresse et qui étouffe de ne pas apercevoir d'issue, de ne pouvoir se délivrer dans l'aveu de la confession. Il a longtemps vécu dans cet état de sombre inquiétude, et puis, comme tant de scrupuleux, désespéré de se débattre contre des fantômes et de se déchirer en vain, il a pris un parti radical : celui de se débarrasser d'un seul coup d'une religion qui n'est bonne qu'à faire souffrir, de rejeter tout ensemble et le scrupule et Dieu. Avec un indicible soulagement, il est remonté des ténèbres intérieures au plein jour de la vie, il a chassé les spectres et tendu la main aux hommes. Fausse et trompeuse libération que celle que donne le silence ainsi imposé à la voix profonde de la conscience, mais satisfaction relative, satisfaction physique de la créature à qui s'offre soudain la liberté de jouir des choses, après l'épuisant débat mené sans trêve et sans espoir.

Dans un long passage des *Mémoires*, Gœthe nous livre

(1) *Dichtung und Wahrheit*, liv. VII.

la confession du trouble religieux de son adolescence. Rien ne vaut l'accent du patient qui raconte son mal. Mais l'intérêt de cette page déborde le cas individuel. C'est bien mieux qu'une bonne « observation » de pathologie morale ; c'est peut-être le plus pathétique réquisitoire que jamais protestant ait dressé contre sa foi. Malgré l'apparente sérénité, le calme voulu des mots, nous sentons frémir une âme qui à la fin succombe sous ce qui l'oppresse :

J'avais été jadis confié, pour l'enseignement religieux, à un excellent ecclésiastique fort âgé et débile qui depuis bien des années était le confesseur de la maison. Je savais sur le bout du doigt mon catéchisme... j'étais ferré sur toutes les preuves tirées des passages bibliques. Mais de tout cela je ne recueillais aucun fruit : en effet, quand on m'eut certifié que le brave vieillard donnait comme base à l'examen principal qu'il faisait passer un antique formulaire, je perdis d'un coup tout goût et tout amour de la chose. Les huit derniers jours, je me laissai aller à toute espèce de dissipation, et, après avoir disposé dans le fond de mon chapeau les quelques feuillets qui contenaient les formules en question et qu'un ami plus âgé m'avait prêtés après les avoir obtenus de l'ecclésiastique, je me mis à réciter mécaniquement, sans âme et sans intelligence, ce que j'eusse été, dans d'autres conditions, parfaitement capable d'exprimer avec sentiment et conviction.

Cependant, ma bonne volonté et mon désir de progresser moralement se trouvèrent encore bien davantage et plus dangereusement paralysés lorsque le moment vint pour moi de m'approcher du confessionnal... On nous avait appris que notre position, à nous autres protestants, sur le terrain de la confession, était infiniment meilleure que celle des catholiques, pour la raison que nous n'avions à faire au confessionnal aucun aveu particulier, circonstancié ! On ajoutait qu'un tel aveu, au cas même où nous en aurions éprouvé le désir, n'était même pas convenable. Ce dernier point n'était nullement de mon goût : j'étais, en effet, alors tourmenté par les plus étranges scrupules religieux que j'eusse bien volontiers éclairés en me confessant (1). Comme cela m'était interdit, j'imaginai de me confec-

(1) Cf. un peu plus haut ce que dit Gœthe des bienfaits de la confession dans la religion catholique : « Dans le trouble immense qui s'empare de l'homme au moment où entrent en conflit les exigences de la foi et celles de la nature, un refuge magnifique lui est offert ; il peut confier toutes ses actions et toutes ses fautes, ses infirmités morales et ses doutes à un personnage vénérable délégué expressément à ce rôle, qui saura le calmer, l'avertir, le fortifier, lui imposer un

tionner une confession qui, en exprimant suffisamment mes états d'âme, était destinée à donner à entendre en général à un homme comprenant à demi-mot ce qu'il m'était défendu de dire en particulier. Toutefois, quand je pénétrai dans le chœur de l'antique église des Cordeliers, quand je m'approchai des espèces d'étranges armoires grillagées dans lesquelles Messieurs les ecclésiastiques s'enfermaient pour entendre la confession, quand le bedeau m'ouvrit la porte, que je me vis emprisonné dans cet espace étroit tout contre mon grand-père spirituel qui me donnait la bienvenue de sa faible voix nasillarde, alors et tout d'un coup la nuit se fit dans mon cœur et dans ma pensée ; ma confession que j'avais si bien préparée et que je savais par cœur expira sur mes lèvres ; dans mon émoi j'ouvris au hasard le livre que je tenais dans les mains et y lus la première formule qui me tomba sous les yeux, une formule d'une telle généralité que n'importe qui eût pu la prononcer en toute sécurité. Je reçus l'absolution et m'éloignai du confessionnal dans un état de radicale tiédeur spirituelle. Le lendemain, je m'approchai, en compagnie de mes parents, de la Table sainte et me comportai pendant quelques jours selon le mode convenable après une aussi sainte action.

Par la suite se manifesta en moi le mal qui s'empare des natures portées à la méditation et qui a sa source dans notre religion compliquée par tant de dogmes et fondée sur des passages de la Bible admettant diverses interprétations. Ce mal est si profond qu'il développe de véritables états hypocondriaques qui finissent par dégénérer en idées fixes. J'ai rencontré plusieurs personnes qui, nonobstant leur vie sage et ordonnée, ne parvenaient point à se libérer de la crainte d'avoir commis le péché contre l'Esprit. Je devais connaître les mêmes tourments sur le chapitre de la communion. La parole selon laquelle l'homme qui reçoit indignement le sacrement mange et boit sa propre condamnation avait, dès mon plus jeune âge, fait

châtiment symbolique et finalement lui redonner la félicité de l'âme en effaçant complètement ses fautes et en lui rendant vierge et dûment lavée la table de son humanité. » Quel plus bel éloge des vertus de notre foi pourrions-nous attendre de la bouche d'un protestant ! Cf. d'ailleurs tout le passage : « Le culte protestant offre trop peu de plénitude et de suite logique pour pouvoir maintenir la communauté des fidèles sous sa dépendance ; c'est ainsi que nous assistons si souvent à la séparation des membres qui forment entre eux de petites paroisses ou bien vivent tout simplement bourgeoisement et tranquillement l'un à côté de l'autre sans aucun trait d'union cultuel. C'est là la raison d'un phénomène dont on commençait à se plaindre depuis quelque temps déjà : à savoir la diminution d'année en année du nombre de fidèles fréquentant assidûment l'église et, dans la même proportion, du nombre de fidèles demandant à communier. »

sur moi une extraordinaire impression. Tous les terribles récits que j'avais lus dans les chroniques du moyen âge sur les jugements de Dieu, sur l'épreuve du fer ardent, du feu, de l'eau bouillonnante ; ce que j'avais lu dans la Bible sur la source dont l'eau désaltère l'innocent mais gonfle et fait éclater les entrailles du pécheur, tout cela se représentait devant mon imagination et composait les plus effroyables tableaux. Tous les forfaits, hypocrisie, parjure, blasphème, paraissaient s'assembler sur la tête du coupable dans l'instant même de la consommation du mystère le plus sacré. Et ce crime apparaissait d'autant plus terrifiant qu'il n'appartenait à personne de se déclarer digne, le pardon des fautes qui aplanissait tout se trouvant lié à tant de conditions qu'on n'était jamais sûr de l'avoir librement gagné.

Ce sombre scrupule me tortura si fort, le refuge qu'on offrait à mon angoisse m'apparaissait si sec et si pauvre, que l'épouvantail dont j'étais la proie n'en devint que plus menaçant avec le temps. Aussi, dès que j'eus atteint Leipzig, je fis tous mes efforts pour me libérer de toute dépendance à l'égard de l'Église... Dans mes heures de clarté et de gaieté j'avais moi-même d'ailleurs honte des étranges questions qui me tourmentaient. A la fin, je pris mon parti d'envoyer promener tout ensemble mes scrupules, l'Église et l'autel.

ROBERT D'HARCOURT.

(A suivre.)

Caprice

Passez la Seine, Acaste, et venez à Passy;
Vous y verrez mon ermitage.
Je demeure au premier étage,
Entre ma joie et mon souci.
Un jardin est en face où s'effeuille un vieil arbre;
Autobus et taxis ronflent sur le pavé;
A mon seuil en deux bonds vous êtes arrivé.
Ne vous attardez pas à l'escalier de marbre,
Paros que l'architecte a soumis à sa loi...
Je ne ris point : il est en marbre. Est-il à moi?
Non certe. En ce palais, Derème est locataire;
On le voit fort exact à payer son loyer;
Mais il s'étonne à voir briller
Les vingt marches de l'escalier
Quand il descend de son premier,
A l'aurore, pour toucher terre.

Terre! Que dis-je! Est-il de la terre à Paris?
La terre, c'est de l'herbe et des buissons fleuris,
Un pigeon qui roucoule aux branches d'un platane.
Il n'est pas d'herbe ici pour faire paître un âne;

Nabuchodonosor y périrait de faim.
Ce n'est que pierre et fer, ciment, brique et bitume!
Acaste, mon ami, pensez-vous qu'à la fin
A ce triste décor mon âme s'accoutume?

Pourtant j'ai ce vieil arbre; il peut me consoler.
Il rêve à des coteaux qui brillent de rosée;
A l'aube, je lui dis bonjour par la croisée
Et je vois un moineau dans l'ombre s'envoler.
Le moineau, l'arbre et moi, c'est une académie;
Nous dormons tous les trois au même carrefour,
Et nous avons le même amour
Pour un ciel qui s'éveille à la lumière amie,
Pour un ciel de province où glissent des ramiers
Tandis que l'air murmure aux feuilles des pommiers.

Hélas! nous sommes loin de cette aurore verte!
Montez; je vous attends; la porte est entr'ouverte;
Et voici mon logis avec mon encrier,
L'urne à tabac, le cendrier,
La cire à cacheter, la colle, la bougie,
Et la table où parfois je rime une élégie,
Lorsque je suis trop triste et que j'écris des vers
Pour régler une fois son compte à l'univers.
Je vous demande un peu si l'univers m'écoute!
Mais les poètes sont ainsi,
Et dès qu'ils ont quelque souci
Il leur faut crier sur la route
A pleine voix, afin que nul n'ignore leur
Douleur.
Ce n'est aux seuls mortels que leur chanson s'adresse,
Mais au Destin : elle le presse
De disposer le monde afin qu'ils soient heureux.
Ils voudraient qu'on changeât les étoiles de place;
Et pour que le bonheur se répandît sur eux,
Ils mettraient l'Équateur dans un tube de glace,

Et parmi des lilas fleuris
Feraient au pôle Nord voler des colibris.
Et pourquoi, s'il vous plaît? Parce que leur Clymène
Ne leur a point écrit depuis une semaine.
Voilà bien de quoi faire abymer l'univers!
Mais le ressentiment déjà gonfle leurs vers :
Les hommes sont mauvais et l'azur est funèbre;
Le plus beau des printemps est amère saison;
Le soleil n'est qu'une ténèbre;
Et la mélancolie habite leur maison.

O pigeons voyageurs, venez à tire d'ailes!
Albatros, goélands, colombes, hirondelles,
Atterrissant au carrefour,
Apportez dans le bec une lettre d'amour,
Et que ces malheureux de trois lignes soient ivres.

Lettres d'amour, autant en emporte le vent,
Mais qui bercent un cœur fervent,
Lettres d'amour... Acaste, admirez ces beaux livres.
Il en est sur la chaise et, ma foi, sous le lit.
Sur chaque table, ils font d'énormes pyramides.
Mon antique servante à leur aspect pâlit,
Et l'indignation creuse encore ses rides.
Ils grimpent sur les murs, encombrent les rayons,
Et j'aurais peur, si nous dansions,
Ou si vous proférïez de rudes épithètes,
Que leur immense amas ne tombât sur nos têtes.

Dans ce logis sans doute on a peine à marcher
Tant il est de bouquins entassés au plancher.
C'est ici que le soir je dorlote ma peine.
Un dessin de Zuloaga,
Un flacon de vieux Malaga
Et les pantoufles de Clymène

Sont tout l'enchantement de ce pauvre décor.
C'est ici que mon rêve, industrieuse abeille,
Qui dans la nuit bourdonne encor,
Fait avec sa tristesse une cire vermeille.

Ici j'évoque la saison
Dont les guirlandes sont fanées.
Las! où sont les jeunes années
Qui se cabraient sur l'horizon,
A l'instant que les destinées
Fleurissaient jusqu'au toit les murs de ma maison!

Tristan Derème.

Le maréchal de Saint-Arnaud

et

la préparation du Coup d'État[1]

Au début de l'année 1850, le général de Saint-Arnaud, brigadier depuis deux ans, attendait avec impatience à Alger sa nomination au commandement de la province de Constantine. Il ne connaissait encore rien du prince Louis-Napoléon, président de la République et ne pouvait prévoir le rôle qu'il serait appelé à jouer auprès de lui quelques mois plus tard. Dès avant ce jour, pourtant, il manifestait son ardent désir de voir le parti des *rouges* dominé par un gouvernement fort.

En janvier, l'abandon de l'Algérie était réclamé par quelques députés soucieux d'alléger le budget. Il n'en fallut pas davantage pour que le général de Saint-Arnaud, indigné, se demandât si l'Afrique, « rabaissée, oubliée », méritait qu'il y restât ; cette pensée lui venait à la suite des propos de M. Rancé, député de l'Algérie, qui criait « avec d'autres canailles de son espèce » qu'on devait abandonner la colonie. « Cette défaveur, des plus injustes, déteint sur tous ceux qui persistent à y rester encore. » Aussi, « cela ne peut me convenir. Je veux me rapprocher du soleil et des événements qui se préparent. Car la folie de nos gouvernants prend un essor effrayant et qui promet à la France encore des luttes et des malheurs. Je veux essayer ma fortune au milieu de

(1) Copyright 1928 by Librairie Plon.

ces hasards. Il n'y a plus rien à faire en Afrique par le temps qui court, et surtout avec les Charon, les d'Hautpoul et tous les gouverneurs dont on nous menace ». Était-ce pressentiment, était-ce une lettre de Fleury qui, à ce moment (13 janvier 1850), le rendait désireux de se « rapprocher du soleil » de l'Élysée?... On ne sait ; mais son frère, toujours pondéré, appela son attention sur « les bonnes et mauvaises chances d'un commandement précaire à Paris, sous un gouvernement peu solide, et avec un président moins solide encore et fort aventureux ». Mme de Saint-Arnaud, douée d'une « excellente petite tête masculine » et toujours consultée par son mari, pensait comme son beau-frère. Saint-Arnaud s'expliqua :

Je ne suis pas assez bête et assez niais pour aller dépenser mon énergie et mon courage et mon expérience de la guerre au profit d'une cause sans base et sans avenir. Je sais très bien que le président, toujours à la veille d'un coup de main désespéré, — sa seule ressource, son *ultima ratio*, — ne serait pas fâché d'avoir sous la main et à sa dévotion des hommes bien trempés et vigoureux, et je n'en connais pas beaucoup, sans fatuité aucune, qui le soient plus que moi... Mais... mais... » Il décida donc d'attendre les événements, tout en se lamentant sur le sort de l'Afrique. « Cela fait de la peine quand on pense à toutes les ressources qu'on pourrait en tirer. Si on l'abandonnait, ce serait une honte éternelle pour la France » (20 janvier 1850).

Et le président ! Qu'est-ce qu'il veut? Un 18 Brumaire? Il n'est pas de taille à le faire. Il ne fera que du Boulogne et du Strasbourg. Il compromettra beaucoup de fous et de gens de cœur sans tête, et il perdra la France qui, infailliblement, tombera dans les mains des rouges parce qu'il n'y aura pas une épée, ni une tête assez vigoureuse pour cogner à droite et à gauche et réédifier un trône avec Henri V ou un d'Orléans. Cela seul pourrait nous sauver (25 janvier).

Il fut tiré de ses incertitudes par la décision ministérielle du 21 janvier qui le nomma au commandement supérieur de Constantine. Le commandant Fleury lui en donna la nouvelle en ajoutant : « Si vous vous ennuyez à Constantine, vous viendrez quand vous voudrez à Paris. »

Saint-Arnaud observa :

C'est une idée fixe, mais je n'irai à Paris qu'à bon escient et avec

les trois étoiles, parce que, alors seulement, je serai maître de ma position et de ma volonté... Je ne peux pas, je ne peux pas m'engager en rien avec un parti qui n'a pas mes sympathies. Je veux rester libre d'agir. Je n'aime pas plus l'armée du président que l'armée du Parlement. Cependant je me rallierais à celle qui ne voudrait pas de la République, parce que j'exècre la République, ses forcenés et surtout ses hommes. La France n'est pas mûre pour la République. Elle lui est nauséabonde, elle la repousse. Après nos désordres, nos folies, il nous faut une main de fer pour nous gouverner. Un passage par le régime despotique et absolu pourra seul nous ramener au gouvernement constitutionnel et sage dont nous jouissions il y a deux ans, et que nous avons eu la sottise et la lâcheté de laisser escamoter par un tas de sauteurs et de canailles que je cherche aujourd'hui dans la boue où ils se cachent. Ce sera une honte éternelle pour la France ; elle l'a payée déjà de sa ruine ; elle le paiera peut-être du plus pur de son sang. Laissez faire les rouges...

Le printemps de 1850 se passa en expédition dans le sud-est de la province, Aurès et Biskra. Le général résuma ses opérations en écrivant au commandant Fleury, aide de camp et confident du prince-président, et cette lettre semble avoir renoué leurs relations épistolaires, car elle commence en ces termes :

« Il y a un siècle que je n'ai eu de vos nouvelles directement et que je ne vous ai écrit moi-même »...

Abordant la question politique, Saint-Arnaud manifesta au commandant son plaisir de voir « le gouvernement du prince se consolider positivement et attirer à lui beaucoup de suffrages... Je crois qu'il sauvera la France... »

La correspondance s'établit sérieusement à partir de ce moment. Plus d'une fois, et par cette voie, le général sollicita l'intervention du chef de l'État pour réparer des omissions ou des injustices dans le corps des officiers.

Puis, vint la soumission de Bou-Akkas, cheik influent du Ferdjouah (Kabylie), et cet heureux événement donna prétexte au commandant Fleury de faire écrire par son secrétaire au général de Saint-Arnaud une lettre très sympathique. Le général pensa :

Une lettre de l'Élysée, écrite certainement pour me *tâter*, me parle de l'état inquiet de la France, des esprits montés, exaltés, du peu de confiance qu'inspirent les généraux d'Afrique, surtout La Mori-

cière, puis enfin de grands compliments. On me dit : « Venez, on a confiance en vous, on a « besoin de vous... » Merci. Cette lettre est du commandant Maréchal, secrétaire particulier de Fleury... J'ai répondu : « Je suis plus que jamais homme d'Afrique, j'appartiens « à l'Afrique, je hais la guerre civile. Laissez-moi en Afrique... » Si tu rencontres Fleury ou Canrobert, parle dans le même sens. On me ferait général de division et on me donnerait la 1re division militaire — Paris — que j'hésiterais. L'Afrique est plus sûre et j'y suis bien connu. J'y continuerai mon chemin jusqu'au bout...

Quelques jours plus tard, après avoir lu *l'Ère des Césars*, de Romieu, ouvrage qu'il trouvait « spirituel, érudit, bien écrit, audacieux et ayant du vrai », il confirma une fois de plus sa manière de voir en politique, avec une nuance cependant, disant qu'il ne changerait d'avis que pour suivre un chef qui voudrait balayer les agitateurs.

« Il est certain que moi, homme loyal, homme de cœur, je ne me laisserai jamais *mécaniser* par la canaille. Je me mettrai chef de bande et, de là à devenir César, il n'y a qu'un pas, avec de la chance. » Était-il donc si loin des projets du président? Non, assurément ; mais à ce moment il n'avait aucune donnée sur la pensée intime du futur Napoléon III ; il croyait le prince désireux de sauver la France, mais sans être capable d'assez d'énergie pour le tenter.

A son scepticisme s'ajouta beaucoup de mélancolie lorsqu'il apprit, à la fin d'octobre, la mort de la reine Louise de Belgique, fille de Louis-Philippe. Sa pensée attristée alla vers la reine Amélie que les deuils successifs avaient accablée :

« Encore une noble femme de partie, encore une douleur poignante pour cette pauvre reine Amélie. Le ciel n'a pas pitié de cette famille si noble et si intéressante. Les détails de cette mort nous ont très attristés. »

Avant de connaître la mort de Louis-Philippe, le général de Saint-Arnaud avait écrit au duc d'Aumale pour lui faire connaître les résultats de l'expédition de l'Aurès, la triste mort de son ami Barral et la soumission de Bou-Akkas. Il en reçut cette réponse datée de Claremont, 30 octobre 1850 :

Il y a longtemps, mon cher général, que je voulais répondre à votre bonne lettre du 7 août. Mais la Providence nous a si cruellement éprouvés depuis le jour où je l'ai reçue, que vous excuserez ce long retard. Nous avons perdu, presque coup sur coup, le meilleur des pères et ma sœur qui était pour nous tous comme une seconde

mère ; dans une famille unie comme la nôtre, de semblables vides ne se remplissent jamais. Au reste, si quelque chose peut alléger notre douleur, c'est de la voir partagée par tous les gens de bien, c'est la sympathie qui nous est venue de ce bon pays de France que nous aimons de plus en plus comme on se sent, en quelque sorte, plus d'affection pour un ami malade.

J'avais lu avec bien de l'intérêt tous les détails que vous me donniez sur cette chère province de Constantine et sur votre bonne et belle expédition. Je vois par les journaux que, malgré quelques désordres de ces incorrigibles tribus du sud-est, les affaires continuent d'y aller au gré de vos désirs. Vous avez reçu à Constantine la visite de Bou-Akkas, c'est un résultat important. Vous ne doutez pas de tous les regrets que j'ai donnés à l'excellent Barral ; du reste il est bien mort !

Je ne vous parlerai pas de politique, mon cher général, je ne saurais la juger avec sang-froid. Je me borne à faire des vœux pour que l'armée se conserve et pour que la France se relève. Puisse Dieu me donner de la servir encore ! Puissé-je aussi vous rencontrer quelque jour, vous remercier de vive voix de l'affection que vous me continuez et vous redire que je suis et reste

Votre affectionné,

H. d'Orléans.

En novembre 1850, le général d'Hautpoul fut appelé à remplacer le général Charon au gouvernement général de l'Algérie. Il venait de quitter le ministère de la Guerre à la suite d'incidents sérieux avec le général Changarnier qui commandait tout à la fois la garde nationale de Paris et les troupes de la 1re division militaire. Avec son caractère entier et difficile, Changarnier ne voulut pas plier devant le ministre, son chef hiérarchique immédiat. Les revues de Saint-Maur et de Satory où les troupes, spontanément, acclamèrent le prince président en criant : *Vive le Président*, *Vive Napoléon* et même *Vive l'Empereur*, donnèrent lieu à un premier débat pénible, Changarnier prétendant de son ton le plus hautain que ces incidents ne s'étaient produits que sur la volonté du général d'Hautpoul. En d'autres circonstances, Changarnier ne cacha pas qu'il entendait rester indépendant du ministre, situation impossible pour ce dernier qui demanda au président la révocation de Changarnier. Le prince sentit bien que ce conflit n'était que le prélude d'un autre plus grave avec certains partis de l'Assemblée encou-

ragés par l'attitude de Changarnier ; il aurait voulu, dès ce moment, le frapper, mais jugea prudent d'attendre une occasion plus favorable. Dans ces conditions, il ne restait plus au général d'Hautpoul qu'à se démettre. Pour bien marquer qu'il ne tombait pas en disgrâce, le président le nomma, le jour même — 22 octobre 1850 — gouverneur général de l'Algérie.

Saint-Arnaud ignorait ces détails ; il allait les connaître de la bouche du nouveau gouverneur général et comprendre ainsi la précipitation avec laquelle on avait remplacé le général Charon.

Lorsqu'il se présenta à Alger, le 19 novembre, le général d'Hautpoul lui ouvrit les bras en le complimentant sur son expédition de l'Aurès et la reddition de Bou-Akkas. Puis ils parlèrent de ses projets. Le gouverneur agréa sa politique, ses plans de campagne pour la Kabylie au printemps, et lui donna carte blanche. Et Saint-Arnaud, enchanté, écrivait : « Il me laissera tout faire *seul* et avec la plus grande latitude.

« Du reste, dans sa bonté, le général d'Hautpoul me désigne comme un de ses successeurs... Nous verrons. Rien de tout cela ne m'éblouit...

« Le général m'a conté toute son histoire de Paris et de l'Élysée avec le président, dont il fait un grand éloge, et Changarnier qu'il hait. Il m'a annoncé que le président m'avait voulu pour aide de camp et que lui, ministre, s'y était opposé dans mon intérêt. Je l'en ai remercié. »

*
* *

A Paris, la guerre ouverte continuait entre l'Élysée et le général Changarnier soutenu par la Commission de permanence de l'Assemblée nationale. La retraite du ministre d'Hautpoul n'avait pas calmé l'irritation. Le déplacement du général Neumayer, dont la division d'infanterie était seule restée silencieuse à la revue du 10 octobre où le prince avait été acclamé, raviva les discussions entre Changarnier et le nouveau ministre Schramm.

Le président ne cherchait qu'une occasion de rompre. La Commission de permanence de l'Assemblée, dont les pouvoirs semblaient imposants, était dénuée d'autorité et impuissante à engager la lutte. Au lendemain d'un voyage du prince Louis-Napoléon dans les départements, le pays avait

si bien marqué qu'il était avec lui que la Commission craignait qu'une lutte n'augmentât son prestige.

Le message présidentiel du 12 novembre, d'allure ferme, fut approuvé par le pays et acheva de dérouter les adversaires du prince. Saint-Arnaud était le 20 novembre à Alger, chez le gouverneur, quand il en eut connaissance ; apprenant que ce document avait été entièrement rédigé de la main du prince, il s'écria : « Mais alors, c'est un homme ! C'est plein de cœur et d'esprit ; cela le relèvera à bien des yeux. »

Des nouvelles assez étranges vinrent de Paris : on disait le général de Saint-Arnaud nommé divisionnaire et rappelé en France. Ce bruit émanait certainement d'indiscrétions provenant de l'entourage présidentiel ; il se rapportait à des décisions qui étaient dans l'air et que le prince président avait pu envisager avec son confident Fleury. L'intéressé en ignorait tout, car, pour lui, sa troisième étoile ne pouvait venir qu'après l'expédition de Kabylie. Le 7 février, il confia à son frère :

Ta lettre n'est pas la seule qui m'annonce cette tuile. Daumas, Courson, quatre ou cinq autres me disent, les uns : « Vous êtes nommé, » les autres : « Il n'est bruit que de... », etc... Mais toujours avec rappel à Paris. C'est ce qui m'arrange le moins et ferme la porte à toute voie. Louise se désespère. Jamais je ne puis avoir un commandement plus beau, plus important, plus intéressant, plus selon mes goûts que celui que j'ai actuellement. Je passerais volontiers un bail pour rester encore deux ans avec deux étoiles.

Ce que je désire par-dessus tout, c'est faire l'expédition de Djidjelli que j'ai préparée avec amour et qui me posera haut — car elle réussira — et comme militaire et comme administrateur. Ce à quoi je dois viser, c'est à une belle réputation militaire pure de politique et qui peut, qui doit me mener loin. Je ne suis ni usé, ni coulé comme beaucoup de mes camarades et collègues d'Afrique, et je ne veux pas perdre sottement cette rare et précieuse virginité. Avec l'expédition de Djidjelli je me place donc et je gagne ma troisième étoile. Alors je regretterais moins de rentrer en France parce qu'il faudra toujours bien finir par là pour revenir plus tard, car c'est là mon but. Voilà donc bien clairement et mes pensées et mes désirs, mais tout cela ne fait rien contre la volonté du destin. Je suis militaire, je dois suivre ma destinée, j'obéirai et je tâcherai de faire bien partout.

Dans un moment d'embarras on a voulu s'entourer d'hommes nouveaux débarrassés des changarniéristes, et on a pensé à moi pour

me mettre à leur place, c'est tout simple... Mais les embarras terminés, la crise passée, on me laissera ici et on m'oubliera... ce que je souhaite du fond du cœur.

Si on persiste et qu'on m'appelle à Paris, mon thème est fait, ma ligne de conduite est tracée et je n'en sortirai pas. J'irai voir le prince et lui dirai avec franchise que je ne suis que militaire avant tout, et que je ne veux devenir homme politique qu'à mon aise, à ma guise et sur mon terrain. Ainsi, pas d'Empire, pas de coup d'État, la loi, la constitution, pas de manifestations, de cris sous les armes, etc... Le droit chemin, obéissance aux lois à l'intérieur, dévouement entier à la France à l'extérieur. Voilà mon programme. Si on ne le trouve pas bon, *je rends ma canne*, je prends ma disponibilité et, avec huit mille francs par an, je vais vivre avec Louisette dans un coin d'Ittre.

Il n'est pas douteux que cette tirade venait à la suite d'un « coup de sonde » du commandant Fleury, non point pour lui offrir déjà le poste de ministre de la Guerre, mais pour savoir si, le cas échéant, on pourrait compter sur son dévouement.

« Je sens mon amour s'accroître pour l'Afrique, écrivit-il au même moment au général Daumas. Aussi vous me faites trembler avec *les espérances prochaines et brillantes de Fleury*. On m'écrit, il est vrai, qu'il est question de me donner un grade et un commandement à Paris. Hélas ! je ne le désire pas... »

On voit donc que le général se refusait à quitter l'Algérie ; il devait être sincère, sinon comment, un mois plus tard, le 7 mars, aurait-il écrit à son frère Forcade, qui se rendait en Angleterre pour recueillir la succession de son beau-père : « Si tu fais le voyage de Londres, tu ferais bien de pousser jusqu'à Claremont. J'irai certainement quand je serai en France. » A ce moment, d'ailleurs, le général continuait à correspondre régulièrement avec le duc d'Aumale.

Le ministère décida, le 12 mars, une opération militaire dans la petite Kabylie en adoptant les propositions du général de Saint-Arnaud, au grand mécontentement du gouverneur général qui préconisait une opération dans la grande Kabylie. « Je m'en moque, écrivait Saint-Arnaud. Il me jouera tous les tours possibles, je m'en moque encore. » Et, confidentiellement :

Fleury m'écrit que le président m'a en grande estime, qu'il sera

fait comme je désire, que je resterai à Constantine jusqu'au moment où on pourra me nommer général de division.

Voici, en outre, quelque chose de plus sérieux : Charon, membre du Comité consultatif de l'Algérie, Charon, très bien à l'Élysée, consulté, estimé, considéré, a eu, à mon sujet, une longue conversation avec le président. Soufflé par moi, connaissant mes intentions, il a insisté et pesé sur les services que je rendais en Algérie et que j'étais appelé à y rendre encore. Le président a répondu : « Oui, je le sais, mais il rendra aussi de bons services en France où la situation est tendue ; il y viendra, je l'ai décidé. » Alors Charon a insisté pour que mon successeur fût un homme capable... Je ne suppose pas qu'on me rappelle avant trois mois.

En tout cas, j'arriverai avec la détermination bien arrêtée de n'être l'homme de personne. Je serai mon homme à moi et je ne suivrai que les inspirations de mon devoir, de mon cœur et de ma conscience. Je serai général de division et personne ne pourra m'ôter ni cette position, ni ma réputation ; l'avenir m'appartient et je ne veux ni le gâter, ni même le compromettre. Je travaillerai pour moi, pour les miens, pour nous, mais toujours dans la droite ligne. Advienne que pourra...

Des bruits continuaient cependant à se répandre. M. de Romans se faisait l'écho d'une lettre que le ministre Fould avait écrite à son neveu, M. Laurent, officier de marine, attaché au gouverneur général d'Hautpoul. Fould aurait affirmé que le Conseil des ministres venait de décider le prochain rappel du gouverneur général. Pour son successeur, les voix se seraient portées sur le général Rostolan et sur le général de Saint-Arnaud. « Ce dernier, préalablement nommé divisionnaire, aurait des chances particulières. »

Il n'appartenait pas au Conseil des ministres de prendre une décision de ce genre quand le prince président avait d'autres vues. Toutefois il n'était pas impossible que ce dernier laissât à dessein courir de tels bruits pour donner de la popularité à Saint-Arnaud et accentuer sa réputation militaire. Le général ne pouvait être que flatté en apprenant de tels propos ; il le fut surtout lorsque le lieutenant-colonel Espinasse, en congé pour quelques semaines, lui écrivit que le président et le ministre de la Guerre avaient dit sur son compte « une foule de gracieusetés ». Par contre, il ne se préoccupa nullement d'un avis émanant du commandant Fleury, et qui cependant était le prélude de graves événe-

ments. « Ce dernier m'écrit, disait-il, qu'il a une envie du diable de venir faire l'expédition de Djidjelli avec moi. Je lui réponds qu'il sera le bienvenu. Je lui ferai entendre une musique qui vaut mieux que celle des concerts de Paris. Cela lui refera l'oreille et lui donnera l'épaulette de lieutenant-colonel. »

Après quoi il ne pensa plus qu'à son expédition.

Tout en envoyant Fleury à Saint-Arnaud dans le but bien déterminé de vaincre ses résistances et de l'amener bientôt à Paris pour appuyer militairement sa politique, le prince président désigna d'autres officiers pour suivre l'expédition, et surtout pour en souligner l'importance aux yeux du public : c'étaient le colonel de Waubert de Genlis, représentant le ministre de la Guerre ; trois officiers belges : MM. Vandersmissen, Hannoteau et Hermel, ces deux derniers de l'artillerie ; un officier néerlandais, M. Boorns, et un major piémontais, M. Cardena. Le départ de la colonne, qui allait se rassembler à Mila, fut fixé au 8 mai.

Fleury arriva à Constantine après avoir vu Pélissier à Alger. Par lui on connut dans ses détails la situation politique intérieure et la lutte engagée entre le prince président et les divers partis représentés à l'Assemblée nationale. Légitimistes, orléanistes, républicains, révolutionnaires, bonapartistes s'entre-déchiraient ; si, par hasard, ils s'unissaient à quatre, c'était pour dévorer le cinquième. On sentait la France menacée d'anarchie et ne pouvant se rétablir que par un gouvernement solide, appuyé au besoin sur des baïonnettes. Mais quel homme était capable de devenir le chef d'un tel gouvernement?

Fleury faisait ressortir qu'en présence de toutes les difficultés, le prince président, soutenu par l'immense majorité du pays, était seul qualifié pour rétablir l'ordre, même au prix d'un coup de force.

En abordant avec le général de Saint-Arnaud le sujet qui l'amenait près de lui, le commandant Fleury ne se dissimulait pas que l'influence de Mme de Saint-Arnaud et ses opinions royalistes pouvaient lui faire échec. Il fut agréablement surpris, dit-il, de constater que « dévouée à son mari qu'elle admirait, désireuse de le voir jouer un rôle dont elle partagerait les honneurs, Mme de Saint-Arnaud allât d'elle-

même au-devant d'une explication, et devînt une fidèle alliée ».

Présentée ainsi, l'attitude de Mme de Saint-Arnaud ne l'est pas sous son vrai jour. Très désireuse de voir son mari arriver à de hautes fonctions, elle ambitionnait pour lui soit le gouvernement général de l'Algérie, soit un poste en vue à Paris ; mais elle ne l'aurait certainement pas poussé à devenir le bras droit du président pour coopérer à un coup d'État. Très légitimiste, elle ne se serait peut-être pas non plus ralliée à la politique du prince Louis-Napoléon quoiqu'un très grand nombre de légitimistes — nous ne disons pas : orléanistes — y adhérassent franchement.

Elle ne marqua pas d'hostilité au prince et, après l'avoir approché, elle fut conquise par sa bonté et lui fut loyalement dévouée. Le lendemain de cette explication, continue d'assurer le général Fleury, Saint-Arnaud vint serrer la main de l'envoyé présidentiel en lui disant :

« Mon cher ami, assurez le prince, dès aujourd'hui, qu'il peut compter sur moi ; qu'il me fasse général de division le plus vite possible, et je réponds du reste. Nous causerons de tout cela pendant la campagne. »

Les *Souvenirs* du général Fleury *résument* certainement ce qui s'est passé en anticipant sur les événements ; mais il ne faut pas croire que le général de Saint-Arnaud sur l'heure reçut et accepta l'offre d'être le principal instrument du coup d'État.

Fleury, de retour à Paris, rendit compte au prince de sa mission. Peut-être n'insista-t-il pas trop sur les hésitations, sur les réserves et les objections de Saint-Arnaud et surtout le désir qu'il manifestait d'obtenir finalement le gouvernement général de l'Algérie. L'essentiel était que le général eût accepté de recevoir un commandement à Paris aussitôt après sa nomination au grade de divisionnaire ; en fait, il n'y avait que cela qui comptait. On ne pouvait douter qu'en voyant, à Paris, la désorganisation du pays, Saint-Arnaud, en haine de l'anarchie et, disons-le aussi, conquis par le prince dont l'ascendant était indéniable, accepterait toutes les tâches et surtout les plus difficiles.

Au surplus, il marqua sa réserve dans une lettre adressée au président « pour lui parler des officiers de la colonne et les lui recommander...

« ... J'ai été inspiré, disait-il, ma lettre est convenable et

ne m'engage pas. Je suis prêt, j'attends, je me pose... Si l'on me donne, comme on le dit, la garde nationale, c'est une lourde tâche. J'aimerais mieux de vrais soldats. »

Le 11 juin, arriva une lettre de huit pages de Fleury : « Il (Fleury) prétend que les affaires de son prince gagnent tous les jours. Je le veux bien et je crois que cela serait avantageux pour la France. Il n'avait pas reçu de lettre de l'Élysée et ne pouvait rien me dire, mais il sera à Paris vers le 16... Tous les journaux ont chanté mes louanges et vanté nos succès, excepté *le National* qui a entassé les mensonges et les calomnies et prétend que j'ai eu 1 331 blessés et 400 morts (1).

« Quelle canaille !... J'espère bien qu'on fera saisir ce numéro. Fleury me dit qu'il le fera en arrivant... Quels gueux que tous ces journalistes ! »

La campagne de Kabylie se termina par une marche sur Collo où les colonnes françaises arrivèrent le 15 juillet. Entre temps, le général de Saint-Arnaud reçut, par les soins du commandant Fleury, une lettre autographe du prince président, « lettre fort bien tournée et fort convenable qui devra valoir quelque chose dans le commerce en 1951... Avec force compliments et un gracieux souvenir pour Mme de Saint-Arnaud », elle lui annonçait sa nomination au grade de divisionnaire. C'était la première lettre qu'il recevait de Louis-Napoléon.

Élysée National, le 30 juin 1851.

Mon cher général,

Les hommes de cœur se devinent, s'estiment réciproquement et s'aiment sans cependant s'être jamais vus. C'est ce qui m'arrive vis-à-vis de vous, car il y a longtemps que je suis avec intérêt votre brillante carrière et que j'éprouve pour vous les sentiments les plus amicaux ; aussi suis-je heureux de pouvoir vous annoncer votre nomination comme général de division que le ministre de la Guerre vous expédiera dans huit ou dix jours.

Il me tarde aussi de récompenser votre brave corps d'armée qui a montré tant de courage et de persévérance ; je ne pourrai malheureusement admettre toutes vos propositions, faute de places vacantes, mais croyez, général, que je ferai tout mon possible pour prouver à

(1) Les chiffres à ce moment, étaient, en tués : 9 officiers et 76 hommes ; et en blessés : 10 officiers et 224 hommes.

vos généreux soldats et à leur digne chef combien j'apprécie leur conduite qui jette un nouveau lustre sur nos armes.

Recevez, mon cher général, l'assurance de mes sentiments de haute estime.

LOUIS-NAPOLÉON B...

Je vous prie de remercier Mme de Saint-Arnaud de la belle peau de lion qu'elle a bien voulu m'envoyer. Le fusil que Fleury m'a remis de votre part m'a fait grand plaisir.

Cette lettre nécessitait une réponse. Vis-à-vis de Mme de Saint-Arnaud, le général crut devoir prendre l'attitude d'un homme peu pressé.

« Je répondrai de Collo, disait-il, mais sans *m'engager*. »

C'est qu'en effet, Mme de Saint-Arnaud tenait à ce qu'il fût prudent ; elle le lui recommanda de nouveau. « Sois tranquille, répondit-il ; ma lettre au prince sera aussi pondérée, aussi modérée que convenable. » Et de peur que cette promesse ne calmât pas toutes ses appréhensions, il renforça sa pensée dès le lendemain :

« Je laisse aller la destinée. Je n'écris rien ni à Fleury, ni à *personne*. Dieu fait bien ce qu'il fait. Le président tâte la destinée et les hommes. C'est son affaire ; la mienne est de marcher droit et de ne pas me compromettre. Maintenant ma réputation est faite, il faut compter avec moi. »

Malgré ces dires, Fleury reçut une lettre de remerciement dont on trouve la trace dans les lignes que le général adressa à son fils le 23 juillet. Mais ceci laisse supposer que Mme de Saint-Arnaud n'était pas complètement au courant des derniers entretiens de son mari avec le commandant, entretiens dont elle n'eut connaissance qu'après le retour de l'expédition.

Quant à se trouver engagé vis-à-vis du prince, il ne devait l'être que sous des conditions assez expresses. On verra comment, étant à Paris, il subordonna son concours à la modification des plans primitivement arrêtés.

Une dépêche télégraphique en date du 23 avisa le général de sa nomination au commandement d'une division active à Paris, avec ordre de rejoindre son poste immédiatement. On ne lui donnait aucune indication précise sur sa division : « Place Vendôme, École militaire ou Hôtel de Ville? »

Je ne te fais part d'aucune de mes réflexions sur la position qu'on me fait, écrivit-il à son frère le 31 juillet. C'est ma destinée, je la suis, j'obéis. Nous serons trois pour nous tracer une bonne ligne de conduite politique.

... Me voilà lancé dans les honneurs et la politique... Dieu seul sait ce qui en adviendra. En attendant, j'espère ne pas me couler comme les ridicules Africains, mes collègues, qui siègent à l'Assemblée !

Le général, accompagné de Mme de Saint-Arnaud, prit ses dispositions de départ. S'embarquant le 8 août à Philippeville, il comptait arriver à Marseille le 10, en repartir le 11 ou le 12 pour Lyon, et se trouver à Paris vers le 15.

Il écrivit le 1er août à sa mère : « Me voilà rapproché de vous tous. Sera-ce un bien? Sera-ce un mal? L'avenir le dira. Je regrette l'Afrique où j'ai grandi, mais je ne peux pas ne pas obéir à un ordre et refuser un poste qui n'est pas sans danger... Je serai bien heureux de te voir, bonne mère, de causer avec toi et de t'embrasser. Que de choses nous aurons à nous dire ! »

« Adieu, je suis accablé de besogne. Embrasse bien ma petite fille chérie. Ma femme vous embrasse toutes deux. »

Lorsque, le 11 août 1851, le général de Saint-Arnaud quitta la terre africaine, son cœur se serra. Avec l'image de Bugeaud, tous les souvenirs de sa carrière se présentèrent à son esprit. Il revécut les heures brillantes de gloire militaire payées de mille épreuves qui avaient compromis définitivement sa santé. Parvenu au grade suprême, sa vie ordonnée, ses dettes réglées, il aurait pu s'abandonner au bonheur tranquille près d'une femme qu'il chérissait ; il n'eut pas cette douceur en raison de l'avenir incertain qui s'ouvrait devant lui. On sent, à la lecture, de ses lettres, combien vif est son regret d'abandonner l'Afrique à laquelle il doit tant et où il s'est donné l'illusion, jusqu'au dernier moment, de pouvoir rester.

A ce regret s'ajouta certainement une autre pensée pour les princes de la famille royale qui l'avaient estimé, encouragé et, par là, aidé à réussir. Le duc d'Aumale, surtout, lui rappelait les jours heureux de sa carrière, alors qu'ils combattaient ensemble. Depuis la révolution de 1848, le prince correspondait fréquemment avec lui. Aussi, quand il reçut du duc, le 17 juillet, une lettre de félicitations pour les

résultats de sa campagne, il s'attacha, dans sa réponse, à montrer ses sentiments d'affectueuse reconnaissance :

Monseigneur,

Ni les chances heureuses d'une belle expédition, ni les résultats obtenus, ni le grade dont on a récompensé mes services, rien, en un mot, ne m'a fait autant de plaisir que la gracieuse lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Vous êtes un noble cœur, Monseigneur, un cœur vraiment français, et je suis bien fier de l'affection dont vous voulez bien m'honorer.

... Voilà une longue et rude expédition : 80 jours ; 26 combats sérieux, un homme tombé sur 7 ; 12 officiers tués, 42 blessés ; 176 hommes tués, 741 blessés. Nous avons eu de petites batailles. demain nous reprenons la route de Constantine...

Maintenant, on veut faire de moi un homme politique ; le président de la République me veut à Paris, avec un commandement. J'obéis parce qu'il y a danger à Paris, mais j'obéis à regret. J'ai grandi en Afrique, j'aime l'Afrique, c'est là que sont mes plus doux souvenirs. Je n'aimerai jamais la République, mais je verserai mon sang pour empêcher que la France ne devienne la proie des affreuses canailles qui voudraient la dévorer. Il faut que les honnêtes gens se groupent pour sauver la société et lui faire un rempart de leur poitrine.

Quant à mes sympathies, Monseigneur, vous savez où elles sont. Je n'aime qu'un seul homme auquel je suis dévoué ; votre cœur vous le nommera. Et si cet homme-là apprend que j'accepte une position à Paris, qu'il me plaigne, mais qu'il n'ait pas d'arrière-pensée.

Veuillez agréer, Monseigneur, l'assurance de mes sentiments de profond respect et d'entier dévouement.

Le général de Saint-Arnaud.

On a prétendu que Saint-Arnaud, avant de participer au coup d'État, avait offert son épée à la famille d'Orléans (1), pour asseoir sur le trône de France le comte de Paris. Rien, dans la correspondance très complète du maréchal, ne permet une telle supposition que la lettre adressée au duc d'Aumale, reproduite ici, infirmerait plutôt.

Sans doute, le général avait eu, en 1848, comme beaucoup d'autres, le sentiment que le roi avait abandonné trop vite

(1) D'autres ont dit : au comte de Chambord.

son trône, qu'un peu d'énergie aurait calmé des effervescences et des colères dont Louis-Philippe n'était pas uniquement l'objet, et qu'enfin le duc d'Aumale et le prince de Joinville, fermement appuyés par l'armée et la marine, au lieu de s'embarquer à Alger pour l'Angleterre, auraient été mieux inspirés en faisant voile pour la France.

Saint-Arnaud avait vu là des actes d'une faiblesse coupable. S'il avait reçu un appel du duc d'Aumale, en faveur de son neveu, analogue à celui que le commandant Fleury lui avait transmis de la part du prince Louis-Napoléon, il est probable qu'il y aurait répondu ; encore doutait-il de la popularité des d'Orléans et, avec son esprit positif, aurait-il voulu, avant d'accepter, avoir tous apaisements sur les chances de succès d'une telle entreprise, de même qu'il devait demander ces apaisements, avant le 2 décembre 1851, au prince Louis-Napoléon.

Mais les d'Orléans paraissaient hors d'état d'opérer leur restauration, alors que les menaces d'anarchie s'accentuaient chaque jour. C'est pourquoi, malgré son attachement à cette famille et son profond dévouement au duc d'Aumale, Saint-Arnaud quitta en août 1851 la terre d'Afrique pour aller à un prince qu'il ne connaissait pas, qu'il n'avait encore aucune raison d'aimer, et à la fortune duquel il allait lier la sienne en haine de la révolution.

*
* *

Le général de Saint-Arnaud trouva en France une situation profondément troublée et un état social beaucoup plus grave encore qu'il n'avait pu le supposer.

L'Assemblée nationale comprenait des partis sans nombre, très divisés d'opinions et, la plupart du temps, incapables de s'accorder ; c'était le désordre, l'anarchie parlementaire. Chacun d'eux, impressionné par le chiffre imposant des voix qui avaient élevé Louis-Napoléon à la présidence, eût été désireux de l'attirer ; beaucoup lui avaient fait des offres plus ou moins directes. Le prince, sentant qu'aucun n'avait de popularité et que, seul, il en avait dans le pays, déjoua ces combinaisons. Dès lors ces groupes, qui se détestaient, oublièrent leurs querelles chaque fois que l'occasion se présenta de se coaliser contre le président

D'après lord Malmesbury et Odilon Barrot, Louis-Napo-

léon constatait : « J'ai essayé de concilier les partis, mais je n'ai pu en venir à bout. Il y a, en ce moment, un complot, à la tête duquel sont Thiers et Changarnier, pour m'enlever et me mettre à Vincennes. »

La situation était rendue particulièrement grave par l'approche du mois de mai 1852. Les pouvoirs du président expiraient à ce moment, et la Constitution voulait que ce fût l'Assemblée nationale qui procédât à sa réélection ou à la nomination de son successeur, après quoi les pouvoirs de l'Assemblée tombaient également. Comment pouvait-on espérer qu'avec le chaos parlementaire existant, on se mettrait d'accord sur un nom? La solution ne pouvait donc être qu'extra-légale.

Dès son arrivée à Paris, le général trouva que la ville était « un gouffre. Le temps vous y dévore et s'envole avec la rapidité de l'éclair. On tourne, on court, on parle, on écrit, on est harassé et rien ne se fait, rien ne marche, rien n'avance »..... « La maison est triste et vide, écrit-il à sa femme le 6 septembre, je n'ai rien. Je vais acheter aujourd'hui avec Adolphe un service, des verres et une batterie de cuisine... J'espère, en travaillant beaucoup, que j'arriverai à être prêt à te recevoir convenablement quand tu viendras. »

Est-ce par de tels propos où perce le découragement, est-ce en allant soi-même acheter sa batterie de cuisine, qu'on se prépare à devenir ministre de la Guerre? Assurément non. Cette attitude demande une explication.

Le général avait eu, dès son arrivée d'Algérie, des entretiens avec le prince président qui, sans doute, satisfait de trouver en Saint-Arnaud l'homme énergique prêt à le seconder que Fleury lui avait annoncé, lui donna des encouragements et lui fit part de sa décision d'exécuter le coup d'État le 17 septembre. Cette décision, disait-il, s'imposait par deux raisons : menace d'une conspiration dont le premier acte serait de l'incarcérer ; nécessité de profiter du moment où l'Assemblée nationale étant en vacances, les députés, disséminés en province, ne pourraient faire obstacle à un coup d'État.

Saint-Arnaud quitta le prince sur cet entretien qui devait être repris à son retour de congé. Il y réfléchit longuement et, une fois à Malromé, pensa qu'il ferait bien de réunir, en toute confidence, un conseil de famille pour examiner la

situation avec sa mère, sa femme, son frère Forcade et la femme de ce dernier. Dans la discussion, Mme de Saint-Arnaud fit preuve de bon sens. Elle protesta contre l'idée d'un coup d'État en l'absence du Parlement ; le Parlement réuni permettrait au contraire de s'assurer, au moment voulu, des députés capables d'entraîner un mouvement populaire. Le général se rallia à cette thèse et y ajouta un autre argument : l'armée de Paris était composée d'éléments excellents, mais il convenait de les renforcer en troupes dévouées venant d'Afrique.

Tel était son état d'esprit lorsqu'il rentra, le 5 septembre, dans la capitale, à vrai dire assez embarrassé vis-à-vis du prince qui, douze jours auparavant, lui avait en quelque sorte dicté les conditions d'une aventure où il aurait à jouer un des principaux rôles. Il avait bien dit qu'il réfléchirait, mais cela ne pouvait laisser croire qu'il irait jusqu'à discuter autre chose que des points de détails. Or, l'objection qui venait de se présenter à ses yeux était capitale.

Sans doute eût-il mieux fait de se rendre aussitôt à l'Élysée pour s'expliquer ; mais il connaissait peu le prince et craignit, dans un entretien délicat, d'avoir la main forcée ou bien encore de rompre trop sèchement. Il s'arrêta à la formule « d'une lettre laconique dans laquelle il le priait de lui rendre sa parole et de ne pas compter sur lui ».

Ce billet « produisit chez le prince une irritation très vive. Morny, Persigny étaient exaspérés ». Morny devait même écrire que, du coup, Saint-Arnaud apparaissait au prince président comme un véritable « sauteur ». Quant à Fleury, garant du général, il fut douloureusement affecté : « Je voyais s'écrouler l'édifice que j'avais bâti de mes mains et je comprenais que la conduite incompréhensible de Saint-Arnaud nous livrait désormais aux hasards les plus périlleux »

Le général Magnan, commandant les troupes de Paris, et le préfet de police Carlier déclarèrent que, dans ces conditions, ils ne désiraient pas conserver leurs postes. De son côté, la Commission de permanence de l'Assemblée, dominée par Changarnier, pouvait d'un moment à l'autre être avertie et l'on aurait à redouter l'arrestation du prince. « Pour détourner l'attention, celui-ci, le soir de ce grave incident, se rendit au Théâtre-Français, » accompagné de Persigny et de Fleury qui raconta que, pour la première et la seule

fois devant lui, « le président épancha sa colère contre Saint-Arnaud dans les termes les plus vifs. Les mots de trahison n'étaient pas ménagés. »

Il fut alors question de faire venir Baraguey d'Hilliers pour lui offrir le ministère, et d'appeler le général de Castellane, qui commandait à Lyon, pour le nommer à la place de Magnan. Le premier, « véritable roseau peint en fer, cependant doué de réelles qualités militaires, manquait de courage civil et s'excusa. » Le second répondit qu'il n'était pas populaire dans l'armée, ayant toujours réclamé du soldat une discipline rigide. Sa place était à Lyon en cas de mouvement dans la région, car il était l'effroi des révolutionnaires ; sa présence à Paris, où son autorité pouvait être discutée, ne serait d'aucun profit. Dans ces conditions, le prince résolut de partir pour Saint-Cloud en n'affichant aucune contrariété.

Le commandant Fleury, après réflexion, se décida à aborder de nouveau le prince ; il lui dit, en présence de Rouher :

« Monseigneur, je viens vous soumettre une idée que je vous supplie de vouloir bien accueillir. Voilà huit jours que nous faisons fausse route avec le général de Saint-Arnaud. Quels que soient ses torts réels ou apparents, il me semble qu'il est dangereux et impolitique de le condamner sans l'entendre. S'il n'est pas venu à l'Élysée, après l'envoi de son billet, pour justifier sa résolution subite, c'est qu'il n'y a pas été invité ; mais mon instinct, ma vieille affection pour le général me disent qu'il y a en tout cela un malentendu qu'il importe au plus tôt de faire cesser... Cette espèce de quarantaine dans laquelle on le tient peut l'irriter et vous exposer non seulement à perdre à tout jamais son concours, mais à l'avoir franchement pour ennemi. En résumé, Monseigneur, je viens vous demander l'autorisation de me rendre de votre part chez le général pour recevoir ses explications. »

Rouher resta silencieux. Le prince répondit sans hésitation : « Vous avez raison, allez voir le général et venez me raconter ce qui se sera passé. »

Et voici le dialogue entre Saint-Arnaud et Fleury :

— Eh bien, vous m'en voulez donc beaucoup, à l'Élysée? Vous ne m'avez rien fait dire, et vous croyez sans doute que j'ai déserté la cause du prince. Il n'en est rien ; j'ai

demandé au président de me rendre ma parole, parce que je ne crois pas le moment favorable pour agir. L'Assemblée est dispersée. Il existe un calme relatif dans les esprits. Faire un appel au peuple dans ces conditions, c'est se lancer dans une aventure, c'est courir le risque d'avoir contre soi autant de foyers de résistance qu'il y a de départements. C'est organiser une Gironde sur toute la surface du pays.

— Mais la situation du prince est bien engagée, pour ne pas dire compromise. Des bruits de coup d'État sont dans l'air, la commission de permanence nous guette, et ne craignez-vous pas, au contraire, que ce retard dans l'exécution d'un acte que tout le monde appelait de ses vœux, il y a quelques jours encore, ne le rende impossible lorsque la Chambre sera réunie?

— Ce n'est pas mon opinion, répondit le général avec véhémence. Je suis persuadé que la réunion de la Chambre est une condition *sine qua non* du succès. A ce moment, au premier signe, je me charge de la fermer. L'armée tout entière me suivra, quand je lui donnerai des ordres, et la province acceptera les yeux fermés ce que nous aurons fait à Paris. Tenez, ajouta-t-il, c'est le cas de répéter le mot de Talleyrand : Où est la femme? Eh bien, oui, c'est Mme de Saint-Arnaud, je ne le cache pas, qui m'a convaincu, et c'est sur son conseil, qu'en arrivant à Bordeaux, j'ai écrit au prince. Répétez tout cela au président, mon cher Fleury, et dites-lui bien qu'après la rentrée il peut absolument compter sur moi. Mes sentiments pour lui n'ont pas changé un seul instant. Je diffère sur l'opportunité, voilà tout. Que diable! lorsqu'on dit à quelqu'un de se jeter du haut d'un toit, on peut bien lui laisser la liberté de choisir son moment!

« Embrassez-moi et dites au prince que je suis tout prêt à venir à l'Élysée pour le convaincre, et lui renouveler l'assurance de tout mon dévouement. »

Ravi d'avoir retrouvé fidèle celui qu'il avait accusé de défaillance, Fleury, qui ne partageait cependant pas cette idée de temporisation — justifiée depuis — alla rendre au prince l'épée qu'on avait crue perdue et sans laquelle, trois mois plus tard, le coup d'État n'aurait pu s'accomplir.

Une heure après cet entretien, dit Fleury, « Saint-Arnaud était mandé à l'Élysée. L'entrevue fut très affectueuse. Le président eut le bon esprit de paraître convaincu de la nécessité de surseoir à l'exécution de ses projets, et le général

reçut — dit Fleury — la promesse d'être ministre de la Guerre dans le courant d'octobre. Les relations les plus suivies et les plus intimes se rétablirent et, le 15, le prince alla s'installer à Saint-Cloud. »

Cette relation, contée par Fleury dans ses *Souvenirs*, appelle quelques réserves au sujet de la rapidité avec laquelle le prince président et Saint-Arnaud se seraient mis d'accord (1).

En reprenant la correspondance du général de Saint-Arnaud, on voit comment les choses traînèrent.

Le général écrivit le 9 septembre à Mme de Saint-Arnaud :

De tous côtés on me parle de ma nomination au ministère de la Guerre. Ces bruits sont fondés et un officier général vivant dans la pensée du prince m'a félicité.

Ce soir même, en rentrant chez moi, j'ai trouvé une invitation à dîner à l'Élysée pour aujourd'hui, en bourgeois. J'irai, et peut-être le prince m'en parlera-t-il? Plus les circonstances deviennent graves, plus je m'effraie, non par peur, non par fausse modestie, j'ai confiance en moi ; mais il me semble que je ne suis pas assez mûr pour le ministère. Du reste, et c'est l'avis de mon frère, si je dois être ministre, il vaut mieux que je le sois de suite. J'aurai un mois pour me préparer, prendre de l'aplomb et étudier les questions.

Ce dîner à l'Élysée, suivi d'une soirée passée au théâtre du Gymnase, rétablit le contact avec le prince. Le général Magnan, la maison militaire et quelques intimes étaient au

(1) On doit aussi la compléter par cette indication fournie par les *Mémoires* de Maupas : Saint-Arnaud aurait trouvé insuffisant le plan d'action soumis par le préfet de police Carlier au prince Louis-Napoléon. Ce plan reposait sur le principe d'opérer par des voies légales avec le concours de la Chambre. A cet effet, il préconisait les moyens suivants : « Réveiller la France endormie par un exposé des périls qui la menacent. Réorganiser la garde nationale en vue des périls qui approchent, et le dire très haut. Former un ministère avec un programme et un but. Ouvrir l'Assemblée par un manifeste du président et demander l'état de siège pour Paris au moment des élections, etc. » Ce n'était qu'accessoirement, en cas de résistance du Parlement, que Carlier faisait intervenir la force publique, l'armée, etc.

Après cet exposé, les *Mémoires* de Maupas ajoutent :

« On renonça à cette téméraire entreprise. Ce fut le général de Saint-Arnaud qui détermina l'avortement de ce premier projet ; il devait jouer le rôle principal ; il vit le péril et déclara nettement que, prêt à donner son concours à un acte sagement et prudemment conçu, il se refusait à s'engager dans une aussi déraisonnable tentative. Quel service ne rendit-il pas ainsi au pays et au prince !... »

nombre des convives. Le président combla d'attentions Saint-Arnaud ; craignant qu'il ne s'enrhumât, il alla jusqu'à lui prêter un paletot lorsqu'ils se rendirent au spectacle.

Il m'a dit de revenir causer demain, écrivit le général le lendemain, 10 septembre. Il y a évidemment quelque chose sous jeu, et Fleury dit que j'ai bien des chances. J'attends et je suis d'une grande réserve.

Le président m'a beaucoup demandé de tes nouvelles et de celles de ma mère. Il est vraiment bien. A la sortie du spectacle, nous avons été accueillis par les cris de *Vive Napoléon*, *Vive le président*, et quelques cris de *Vive la République*. Tout le monde se découvrait, ce qui vaut mieux que des cris.

Le 11, à l'Élysée, deuxième conversation avec le prince, puis le 12, troisième entretien à Saint-Cloud sous prétexte de chasse. On en trouve la trace dans un billet de Saint-Arnaud à son frère.

Le 12, avant ou après cette visite, Saint-Arnaud écrivit à sa femme :

On a des vues sur moi, c'est sûr. Lesquelles? Je l'ignore. Ministre, commandant de l'armée de Paris, je ne sais quoi. Dans tous les cas, je me tiens sur la réserve et j'attends, préparé à tout. Ils finiront bien par se déboutonner ; alors nous causerons.

A sa mère, le même jour :

Je crains qu'il ne se prépare quelque grave événement. Dieu aidant, nous en sortirons bien, et en agissant dans l'intérêt de la France, bien entendu.

Cette situation un peu indécise se prolongea pendant tout le mois de septembre. Le prince persistait sans doute à croire qu'on pouvait agir vite ; Saint-Arnaud observait que toutes les troupes qu'il convenait d'avoir à Paris n'étaient pas encore arrivées, et rappelait avec insistance qu'une des conditions de réussite était d'attendre la reprise des séances de l'Assemblée nationale.

Le 16 septembre, il n'existait encore aucun arrangement définitif entre le prince et Saint-Arnaud. Granier de Cassagnac, qui se rendit à Saint-Cloud *ce jour-là*, reçut du président de la République la confidence suivante :

« Saint-Arnaud prétend qu'il vaut mieux attendre le

retour de l'Assemblée parce que nous aurons alors toutes les résistances sous la main, tandis qu'en ce moment les députés dispersés pourraient créer de divers côtés des foyers de résistance. Cette opinion a peut-être du vrai, mais la véritable cause du refus d'agir n'est pas celle-là ; les deux généraux — Saint-Arnaud et Magnan — auront bavardé chez eux, et leurs femmes les auront détournés. Je suis bien sûr qu'ils me reviendront. »

On voit que le prince restait irréductible sur ce point capital et il est fort possible que son seul motif fût la difficulté de trouver un ministre de l'Intérieur assez hardi pour opérer un coup d'État en présence de la Chambre. Morny, cependant, s'était galamment offert, mais le prince, en le remerciant, lui avait répondu qu'il ne voulait pas le laisser s'exposer pour lui.

A ce moment, Saint-Arnaud écrivit :

La situation politique s'embrouille chaque minute davantage. Il y a du grabuge dans l'air ; nous aurons une crise, tout le monde la sent, mais je ne pense pas qu'il y ait des coups de fusil. Il y a tant de combinaisons, tant de projets, que l'on ne sait auquel s'arrêter. *Je suis toujours en jeu;* nous verrons ce que l'on fera de moi.

La résistance du président sembla fléchir au début d'octobre, sur une nouvelle démarche de Morny. Voyant bien que la principale cause de l'embarras provenait de la difficulté de mettre au ministère de l'Intérieur un homme qui oserait affronter l'Assemblée en session et ferait mettre la main sur les députés récalcitrants, Morny réitéra son offre d'accepter le poste. Dès lors, il semble que la suggestion de Saint-Arnaud dût être suivie. Une imprudence du préfet de police Carlier acheva de déterminer le prince.

Le député Pontalba apprenait, le 9 octobre, dans une conversation avec Carlier, que le coup d'État, depuis longtemps médité par le prince, était à la veille de s'exécuter. Singulière confidence faite à ce député, ami et aide de camp de Changarnier qu'il informa le jour même !

A cette nouvelle, Changarnier resta sur la réserve, sceptique et superbe, convaincu qu'aucune troupe ne marcherait dans une action qu'il ne commanderait pas, lui, Changarnier, et, mieux encore, dans une action dirigée contre lui-même. Cependant, après un entretien avec divers députés hostiles au prince président, on alla trouver le président de

la Chambre Dupin, qui, prudemment, temporisa, puis le général Bedeau, vice-président de l'Assemblée. Bedeau, hostile à Changarnier, promit faiblement de lui confier la défense de la Chambre, mais l'on répandit le bruit de son acquiescement formel.

Il en résulta une certaine confusion. L'Élysée, au courant de ces événements, crut prudent d'ajourner le coup d'État qui risquait de trouver devant soi une organisation de défense. Il fallait apaiser les esprits. Ce n'était donc pas le moment de porter Saint-Arnaud au ministère de la Guerre. Cette nomination eût paru significative car on n'avait pas oublié dans les cercles politiques un propos récemment tenu par La Moricière chez le duc de Luynes : « Le coup d'État ne se fera que quand le président aura trouvé l'homme pour cela. Ce ne sera ni Magnan, ni Randon. Le premier est trop timide, le second trop honnête. Son homme est en Algérie ; celui-là ne reculera devant rien. Quand vous verrez Saint-Arnaud ministre de la Guerre, dites : voilà le coup d'État. »

La date du coup d'État, primitivement fixée au 17 septembre, s'était trouvée reculée en octobre, puis après la rentrée de l'Assemblée législative. On la reporta au 14, au 20, au 25 novembre, pour finalement s'arrêter au 2 décembre, jour anniversaire de la bataille d'Austerlitz.

Quinze jours s'étaient écoulés depuis l'incident Pontalba-Changarnier lorsque le prince président jugea les esprits suffisamment apaisés pour mettre l'Assemblée en présence d'un nouveau ministère. Le 26 octobre, il forma donc un cabinet dont le portefeuille de la Guerre fut confié à Saint-Arnaud. Morny ne figurait pas parmi les membres de ce cabinet ; on était convenu qu'il n'apparaîtrait qu'en dernière heure.

Enfin Maupas, qui venait de la préfecture de Toulouse, remplaça Carlier à la préfecture de police.

En prenant possession de son ministère, le général de Saint-Arnaud adressa à l'armée l'ordre suivant :

27 octobre 1851.

« Soldats, le président de la République m'appelle à votre tête ; l'honneur est grand, la tâche facile si vous restez ce que

vous êtes : unis sous la loi du devoir, forts par votre discipline.

« Partout où l'ordre faiblit, partout où la paix publique est menacée, les gens de bien tournent les yeux vers vous et vous cherchent.

« Jamais plus sainte cause ne fut confiée à des hommes plus dignes de la défendre.

« N'oubliez pas que, dans les temps difficiles, l'armée prévient par la seule énergie de son attitude les désordres qu'elle réprimerait toujours par l'emploi de la force.

« Esprit de corps, culte du drapeau, solidarité de gloire, que ces nobles traditions nous inspirent et nous soutiennent. Portons si haut l'honneur militaire qu'au milieu des éléments de dissolution qui fermentent autour de nous, il apparaisse comme moyen de salut à la société menacée. »

La circulaire aux généraux, accompagnant cet ordre, dit notamment : « Plus que jamais, dans les temps où nous sommes, le véritable esprit militaire peut assurer le salut de la société. Mais cette confiance que l'armée inspire elle la doit à sa discipline ; et nous le savons tous, général, point de discipline dans une armée où le dogme de l'obéissance passive ferait place au droit d'examen.

« Un ordre discuté amène l'hésitation ; l'hésitation, la défaite.

« Sous les armes, le règlement militaire est l'unique loi.

« La responsabilité, qui fait sa force, ne se partage pas ; elle s'arrête au chef de qui l'ordre émane ; elle couvre à tous les degrés l'obéissance et l'exécution... »

La phrase finale ne dissimulait guère le but poursuivi :

« ...Soyons donc prêts à tout et, soit qu'il faille un jour, au nom de la patrie, soutenir au dehors l'honneur des armes, soit qu'au dedans, la société en péril cherche en nous son plus ferme appui, que ces sentiments qui m'animent et qui sont aussi les vôtres, entretenus dans les rangs de l'armée la maintiennent à la hauteur de sa double mission. »

La nomination de Saint-Arnaud, significative entre toutes, inspira confiance aux partisans de l'ordre. Mis ainsi en relief et mieux connu, le nouveau ministre attira la sympathie. Maupas, qui l'approchait pour la première fois, avait été conquis par ses qualités : « Charme, finesse, intelligence, tout en lui, disait-il, sentait la supériorité. Son âme, pleine

de grandeur, voyait toujours le côté élevé des choses !... En peu de temps, il avait l'armée de Paris dans la main... »

Un de ses premiers soins fut d'appeler les chefs de corps et officiers généraux capables de commander selon ses vues. Presque tous étaient ses anciens compagnons d'armes d'Algérie.

Depuis plusieurs mois, d'ailleurs, on avait pris des dispositions pour que les officiers de l'armée de Paris se rendissent compte du chaos parlementaire. D'après Charles Bocher, le prince président eut l'idée de mettre à la disposition de ces officiers deux grandes loges dans la salle du Palais-Bourbon ; ils l'occupaient par roulement, et là ils n'entendaient « que cris, vociférations, interpellations, au détriment des solutions urgentes que le pays attendait ».

Louis-Napoléon, depuis de très longs mois, ne négligeait aucune occasion de se faire présenter des officiers de tous grades, de s'intéresser à leur vie militaire et, ainsi, les attirait à lui. Pour Canrobert, il allait jusqu'à se rendre en personne au Champ-de-Mars, lorsqu'il faisait manœuvrer ses troupes.

Le message présidentiel qui devait être lu à l'ouverture de la Chambre, le 5 novembre, était attendu avec anxiété. Morny assurait l'avoir inspiré, tout au moins dans la partie visant la révision de la Constitution. C'était, d'après lui, un moyen de diversion pour éviter qu'à la séance d'ouverture de l'Assemblée, on en vînt à discuter du coup de force du président que tout le monde sentait menaçant. Il exposa au prince qu'en prenant l'initiative de la révision, il déconcertait ses adversaires : « Le parti conservateur va être fort exaspéré et va se livrer à quelque imprudence. Le parti de la gauche va être très embarrassé car il vous déteste encore bien plus que la loi du 31 mai. Personne ne peut prévoir l'effet que produira cet abus éclatant au milieu de l'Assemblée ; elle ira peut-être trop loin, et alors vous la mettrez à la porte, aux applaudissements de la France entière... »

Le message fut lancé le 4 novembre 1851, avec un retentissement considérable. Le prince président disait notamment : « Si vous ne votez pas la révision, le peuple, en 1852 (lors du renouvellement des pouvoirs du président de la République), manifestera solennellement l'expression de sa volonté nouvelle. Mais, quelles que puissent être les solutions de

l'avenir, entendons-nous afin que ce ne soit jamais la passion, la surprise ou la violence qui décident du sort d'une grande nation...

« Ce qui me préoccupe surtout, soyez-en persuadés, ce n'est pas de savoir qui gouvernera la France en 1852, c'est d'employer le temps dont je dispose de manière que la transition, quelle qu'elle soit, se fasse sans agitation et sans trouble. »

Les partis monarchiques s'opposaient formellement à cette révision de la loi électorale, convaincus que le mode d'élection en vigueur leur laissait plus de chances de succès. Pour enlever le vote d'une telle loi il fallait, d'après la Constitution, une majorité des deux tiers. La partie était belle pour les opposants. La discussion amena dans l'Assemblée le tumulte qu'avait prévu et désiré Morny. Les chefs de la majorité, Berryer en tête, perdant toute mesure, allèrent jusqu'à menacer le président et le ministère ; on parla de mise en accusation et d'emprisonnement. Le général Fleury rappelle, dans ses *Souvenirs*, que la violence fut telle qu'à tout événement il avait fait seller les chevaux du prince et commandé une escorte.

La proposition d'abrogation de la loi du 31 mai fut repoussée aussi bien par les orléanistes qui y voyaient un obstacle à leurs combinaisons, que par certains républicains partisans de la révision et mécontents, toutefois, de voir le président les devancer dans des mesures favorables au suffrage universel.

Enhardie par ce succès, la majorité voulut, le 17 novembre, gagner encore du terrain sur le pouvoir exécutif, en faisant voter la mise à l'ordre du jour de l'armée et le nouvel affichage, dans les casernes, de l'article 6 du décret du 11 mai 1848. Cet article donnait au président de l'Assemblée tous pouvoirs pour requérir la force armée ainsi que les autorités dont il jugerait le concours nécessaire pour veiller à la sûreté intérieure et extérieure de l'Assemblée. Si cette motion était approuvée, le président de l'Assemblée aurait pu lancer immédiatement les décrets dont les projets, préparés depuis longtemps, dormaient à la questure de la Chambre.

On conçoit l'émotion causée par cette proposition dite « des questeurs », du fait qu'elle était signée des trois questeurs Le Flô, Baze et de Panat. Le jour même du dépôt de

cette proposition, le prince avait appelé le général de Saint Arnaud et le préfet de police Maupas pour conférer sur les mesures à prendre en prévision de troubles. Voici les dispositions arrêtées :

Au cas où la proposition serait votée, la moitié de la garnison de Paris serait mise immédiatement sur pied et le Palais-Bourbon entouré. On laisserait sortir les représentants sans leur permettre d'y rentrer ; ceux qui y resteraient seraient comme prisonniers volontaires et sans communication avec l'extérieur. En même temps, les points stratégiques importants de Paris seraient occupés et les rues sillonnées par des patrouilles de cavalerie ; ordre serait donné de ne laisser se former aucun groupe et de dissiper par la force tout rassemblement. A l'issue de la séance, mais seulement en rentrant à leur domicile, les chefs les plus agissants de la majorité devaient être arrêtés. Aussitôt après le vote, le décret de dissolution de l'Assemblée, les proclamations du prince, son appel au peuple, son appel à l'armée devaient être affichés.

Il avait été également décidé que le général Magnan et le préfet Maupas assisteraient à la séance de la Chambre et que, sur un signe convenu de Saint-Arnaud, ils quitteraient leurs places pour se rendre aux Tuileries dans le cabinet du général Magnan où le ministre de la Guerre les rejoindrait. Là ils attendraient le résultat du vote et, selon ce qu'il serait, agirait ou non.

Le général de Saint-Arnaud avait déjà pris contact avec la Chambre au cours des séances des 12 et 13 novembre à propos de questions d'ordre secondaire, purement militaires. Cette fois, le sujet était grave ; il appartenait au ministre de la Guerre de combattre la proposition des questeurs. Il affronta la tribune sans embarras et soutint la thèse suivante :

Le décret du 11 mai 1848 qu'on veut faire revivre a été rendu peu de jours avant l'insurrection de juin ; à ce moment, l'Assemblée était une Constituante jouissant de pouvoirs souverains. En 1851, la situation est différente puisque l'Assemblée partage les pouvoirs avec le président de la République ; on doit donc se demander ce qu'il adviendrait en cas d'insurrection, et à qui obéirait l'armée devant des ordres peut-être contradictoires.

« La proposition demande pour le président de l'Assem-

blée un droit de réquisition directe, illimitée, absolue, sur l'armée tout entière, au lieu d'un droit limité à une force militaire déterminée d'avance », et ce droit s'étendrait à tout officier de l'armée quel qu'il fût !

C'est, disait le ministre, un moyen de dépouiller le président de la République des attributions que lui confèrent les articles 19, 50 et 64, dérivant « d'un principe fondamental, condition première des gouvernements libres, la séparation des pouvoirs ».

C'est enfin faire « passer dans la main du président de l'Assemblée le pouvoir exécutif tout entier ».

Au cours de la discussion, un amendement fut présenté : « Attendu que les articles 32 et 68 de la Constitution confèrent à l'Assemblée tous les droits et tous les pouvoirs nécessaires à sa sûreté, l'Assemblée ne prend pas en considération la proposition. »

C'est une équivoque, cria-t-on à gauche, quand on vit pêle-mêle les noms des signataires d'un tel amendement où voisinaient de Broglie, Daru, le général d'Hautpoul, de Goulard, Beugnot, Flavigny, Chassaigne, H. Passy, Ségur d'Aguesseau, de Mouchy, général Oudinot, Suchet d'Albuféra, de Grouchy, général Regnaud de Saint-Jean d'Angély, Janvier, etc.

Crémieux intervint et, en opposition avec la majorité de droite, s'écria :

— Eh quoi ! Vous auriez peur que l'Élysée vînt vous enlever des bancs que vous occupez ! Voyons, de quelle manière?...

— On vous le fera voir, riposta M. de Laboulie.

Crémieux s'obstina à proclamer qu'il ne craignait rien parce qu'il avait pour lui « l'appui du peuple »...

Thiers parla à son tour en demandant pourquoi on n'exigeait pas tout à la fois du soldat le respect aux lois et la discipline militaire. Le ministre de la Guerre répondit avec chaleur :

« Étranger à la politique, aux partis, je n'ai considéré que le principe de l'obéissance passive dans les rangs. Ce principe, je l'ai appris à l'école de l'illustre maréchal Bugeaud. Ce principe est fondamental. La discipline, c'est la vie de l'armée, et le jour où vous n'aurez plus d'armée, l'ordre public aura perdu son plus sûr, son plus fidèle appui.

« On me reproche de ne pas avoir rappelé à l'armée le

respect dû aux lois et à la Constitution. Ce ne sont plus mes paroles que l'on accuse, c'est mon silence. Le soldat n'est pas juge de la loi. Je n'ai trouvé ni utile, ni digne de recommander à des chefs le premier de tous les devoirs. En rappelant l'armée à la discipline, en lui faisant sentir la nécessité de resserrer les rangs, je n'ai pas songé, je l'avoue, à faire descendre la loi des hauteurs où elle réside. »

Au moment du vote, le général Bedeau posa la question suivante au gouvernement :

« Est-il vrai que le décret du 11 mai, approuvé dans sa signification légale par l'honorable chef du cabinet d'alors, M. Odilon Barrot, affiché dans les casernes par le ministre de la Guerre d'alors, M. le général Rulhière, qui l'était encore il y a quelques jours, est-il vrai que, par ordre du pouvoir exécutif, il ait été retiré? »

Le ministre de la Guerre répondit de sa place :

« Ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, le décret du 11 mai 1848, tombé en désuétude, jamais exécuté, n'était plus affiché que dans un très petit nombre de casernes. Je n'ai pas voulu laisser aux soldats un prétexte de doute et d'hésitation ; je l'ai fait enlever là où il existait encore. »

Alors l'Assemblée prit tout à coup l'aspect des grandes séances révolutionnaires : interpellations, injures, cris, tumulte, demandes de mise en accusation... Le général Changarnier s'approcha du commissaire de police de l'Assemblée et lui parla à voix basse. On devina qu'il donnait l'ordre de fermer les portes extérieures du palais. On poussait des cris contre les ministres : « Arrêtons-les tous à leurs bancs. » Pendant ce temps, on dépouillait le vote. Prudemment, Morny sortit. Saint-Arnaud se penchant à l'oreille de son collègue Thorigny, lui dit :

— Si je sortais, à tout événement?

— Oui, répondit le ministre de l'Intérieur, sortez ; nous resterons ici jusqu'à la fin.

Le général sortit lentement après avoir adressé un coup d'œil significatif au général Magnan qui se trouvait avec Maupas dans une tribune. En arrivant à la porte, le ministre de la Guerre répondit en riant à un collègue qui s'étonnait de le voir partir :

— On fait trop de bruit dans cette maison ; je vais chercher la garde...

Et il y allait comme il le disait, car il voulait être prêt, sur l'heure, à toutes les éventualités.

Pendant ce temps, un officier du 49e de ligne entrait dans la tribune où se tenaient le général Magnan et Maupas et leur disait :

— Sortez bien vite ; l'ordre vient d'être donné de vous arrêter !

Tous deux retrouvèrent le général de Saint-Arnaud aux Tuileries et, avec lui, se rendirent à l'Élysée pour y arrêter les mesures suprêmes que pouvaient imposer un vote défavorable de la Chambre.

Or, il se produisit un mouvement curieux dans le parti républicain de l'Assemblée.

Imitant la confiance que Crémieux mettait dans « l'appui du peuple », Jules Favre et Michel de Bourges entraînèrent la presque totalité des républicains dans le choix qu'ils faisaient eux-mêmes entre le péril de l'Élysée et le péril monarchique incarné par Changarnier. Ils votèrent donc avec les bonapartistes *contre* la proposition des questeurs. Seuls parmi eux, Dufaure, Cavaignac, Charras, Bixio, Grévy et quelques autres votèrent *pour*. Dans le parti monarchique, des députés comme Montalembert, Buffet, Léon Faucher votèrent avec les amis du président. Tous les représentants du parti républicain appartenant à l'armée avaient voté pour. Le vote réunit 408 voix contre la proposition des questeurs et 300 voix pour.

Quand Rouher en apporta la nouvelle à l'Élysée, le prince qui s'attendait à un échec dit :

— Cela vaut peut-être mieux.

Et son visage reprit sa sérénité habituelle. Saint-Arnaud s'écria au contraire :

— Nous nous en serions bien passés.

Morny accentuait cette opinion en insistant pour laisser aller les choses, puisqu'on était prêt.

— Non, répondit le prince, la Chambre m'a donné raison ; je ne veux pas me donner tort envers elle, en ne tenant pas compte de son vote.

Et le prince aurait pu ajouter qu'un coup d'État opéré dans ces conditions eût été inhabile parce que dirigé contre les partis d'ordre qui avaient voté pour la proposition des questeurs.

La Chambre était alors divisée en 280 membres de la

droite composés tout à la fois de légitimistes, d'orléanistes, de fusionnistes, etc., 200 républicains de toutes nuances et 230 bonapartistes ou républicains, partisans de l'Élysée ou faisant confiance au président. Aucune majorité stable ne pouvait se former sur des questions importantes ; on le constata de nouveau après la lutte très âpre engagée le 17 novembre, lorsque les différents partis cessèrent de se chercher et de se grouper.

Ils se laissèrent même engourdir en croyant que le prince, n'ayant gagné à sa cause aucun général influent de l'Assemblée, était incapable de mener à bien un coup d'État. Bien plus, « le souvenir du dénouement des précédentes entreprises de Louis-Napoléon à Strasbourg et à Boulogne hantait à nouveau les esprits, et on s'attendait naïvement à voir survenir tout à coup quelque officier supérieur qui rappelât les troupes à l'obéissance au pouvoir de l'Assemblée nationale. »

Toute crainte sembla donc disparaître à l'égard du prince mais le chaos parlementaire devint plus profond que jamais. Il aurait fallu, d'après le président, que l'Assemblée prît un parti décisif : « Ou bien qu'elle essayât de gouverner elle-même, ou bien qu'elle le laissât gouverner paisiblement ; qu'elle renonçât à ses desseins menaçants contre le président de la République, ou qu'elle les accomplît virilement, en prenant pour elle seule la responsabilité du présent et de l'avenir. La seule chose que je ne saurais accepter, disait le chef de l'État, et que je ne tolérerai jamais, c'est de voir mon autorité tenue en échec et ma responsabilité engagée malgré moi. »

L'opinion dans tous les partis était qu'il fallait en finir.

Dans ces conditions, Louis-Napoléon résolut de ne pas tarder davantage.

En dehors de Fleury, le confident de tous les instants, et de Mocquard, le secrétaire particulier que la reine Hortense avait placé auprès de son fils en raison de son dévouement éclairé, six ou sept personnages seulement furent mis au courant de l'heure choisie. C'étaient Morny, et Flahaut naturellement, Saint-Arnaud, Persigny, Maupas, puis Magnan et Rouher, sans compter quelques femmes dont la discrétion fut complète.

Au dernier moment, avant la nuit historique, deux autres personnes reçurent le grave secret : d'abord Espinasse,

colonel du 42e d'infanterie caserné à l'École militaire, que Saint-Arnaud avait fait venir au ministère le 29 novembre pour lui demander s'il voulait concourir au salut du pays en se chargeant d'empêcher les réunions de l'Assemblée et de faire prisonniers ceux de ses membres qui se rendraient au Palais-Bourbon. Espinasse avait répondu : « Ayant risqué si souvent ma vie pour des affaires beaucoup moins importantes, je suis tout disposé à la risquer une fois de plus pour une si bonne cause. » En trois jours il étudia le terrain, visita tous les locaux, les issues, les tenants et les aboutissants du palais. Il conta, quelques jours après le coup d'État, comment ce fut le général Le Flô lui-même, sous lequel il avait longtemps servi en Afrique, qui l'avait promené dans tout le palais, lui en expliquant la topographie.

Enfin Vieyra, colonel de la garde nationale, fut également prévenu (1). Le soir du 1er décembre, le prince reçut à l'Élysée très ouvertement, comme tous les lundis et sans marquer aucune nervosité. A un moment donné, adossé à la cheminée, il fit signe à Vieyra d'approcher et lui dit assez bas pour n'être entendu que de lui :

— Colonel, êtes-vous assez fort pour ne rien laisser voir d'une vive émotion sur votre visage?

— Prince, je le crois.

— Eh bien! c'est pour cette nuit!... Pouvez-vous m'affirmer que, demain, on ne battra pas le rappel?

— Oui, prince, si j'ai assez de monde pour porter mes ordres!

— Voyez Saint-Arnaud...

Le prince s'éloigna, et le colonel alla saluer des personnes de sa connaissance sans qu'on pût se douter qu'il venait de recevoir une si grave confidence.

Vieyra devait tenir parole. On ne battit pas le rappel pour l'excellente raison que, d'accord avec le général de Lawœstine, il avait fait crever les tambours de la garde nationale. On prétendit aussi que les cordes des cloches avaient été coupées dans les églises pour qu'on ne pût sonner le tocsin.

On connaît l'attitude de Morny pendant la soirée du

(1) La garde nationale avait à sa tête le général marquis de Lawœstine qui devait mourir, sous le Second Empire, gouverneur des Invalides après avoir été, dans sa jeunesse, voltigeur de la garde impériale.

1er décembre qu'il passa à l'Opéra-Comique, et sa réponse à la belle Mme Liadières sur l'éventualité d'un coup de balai du président. Avant la fin de la pièce, Morny partit faire un tour au Jockey-Club afin d'y montrer son flegme impassible. Après avoir offert à un ami des cartes d'entrée pour la séance de la Chambre du lendemain, il gagna l'Élysée. De leur côté, Saint-Arnaud et Maupas étaient sortis ostensiblement du palais à dix heures pour y rentrer par une autre porte.

Tous trois, entourant le président assisté de Mocquard, réglèrent les derniers préparatifs. Le lieutenant-colonel de Béville, officier d'ordonnance du prince, fut appelé quelques instants plus tard.

Le prince président sortit d'un tiroir secret une enveloppe de carton sur laquelle le mot « Rubicon » avait été inscrit de la main de Mocquard. C'étaient les pièces relatives au coup d'État, pièces à signer et à remettre à chacun : décret de dissolution de l'Assemblée nationale et de la mise en état du siège du département de la Seine ; proclamation du ministre de la Guerre à l'armée ; proclamation du préfet de police à la population parisienne ; nomination de Morny au ministère de l'Intérieur, en remplacement de Thorigny.

Au bas des actes, la contre-signature d'un ministre civil et responsable était nécessaire. Morny signa.

Les derniers détails arrêtés, les dernières instructions reçues, le lieutenant-colonel de Béville emporta à l'Imprimerie nationale les feuilles à faire composer, et l'on sait les précautions qu'il prit pour éviter toute indiscrétion ; à cet effet le personnel ne put sortir avant qu'il ne fît grand jour. La troupe armée gardait les abords de l'imprimerie.

Enfin, le prince président, prenant une dernière fois la parole pour marquer sa confiance, montra à tous une bague qu'il portait toujours au doigt, qui lui venait de sa mère et sur laquelle était gravée la devise : « Espère. »

Chacun se sépara. Maupas convoqua d'urgence à la préfecture les commissaires de police chargés des arrestations de parlementaires. Morny, revenu chez lui, se reposa tranquillement jusqu'à l'heure du matin à laquelle il avait ordre d'aller aviser M. de Thorigny qu'il n'était plus ministre de l'Intérieur et que lui-même le remplaçait.

Saint-Arnaud se rendit rue Saint-Dominique. A peine y était-il arrivé que Mocquard survenait pour lui remettre un

pli oublié. Le général était en robe de chambre dans son cabinet.

— Comment, vous n'êtes pas en costume de guerre? dit Mocquard étonné.

— Se reposer la nuit, c'est le moyen d'être en bonne disposition le lendemain matin.

Se promenant ensemble en long et en large pendant une demi-heure, tous deux sourirent de la figure que feraient quelques heures plus tard les deux députés de la plus petite taille, Baze et Thiers, réveillés en sursaut, dans le simple appareil.

Saint-Arnaud n'avait, quoiqu'il l'eût dit à Mocquard, aucune envie de passer la nuit au repos. Il devait donner ses ordres, notamment à Espinasse et à Magnan, commandant les troupes de Paris.

Ce dernier était mandé au ministère vers quatre heures du matin, pour recevoir un pli écrit de la main du ministre.

Comme le général Magnan tardait à venir, il se prit à songer à sa mère qui, vaguement informée, ignorait que le grand événement allait se réaliser. Malgré ses préoccupations, il ne sut résister au désir d'écrire à celle qu'il n'avait cessé de vénérer tendrement, voulant en ce grave instant relier sa pensée à la sienne.

Bonne chère mère,

Je t'écris dans un moment solennel. Encore deux heures et nous allons assister à une révolution qui, je l'espère, sauvera le pays. Cette Assemblée folle, aveugle, factieuse, sera dissoute et un appel au peuple décidera du sort d'une nation fatiguée d'être ballottée par les inquiétudes et les soucis.

Nous aurons un gouvernement stable et j'ai la confiance que tout ira bien. La République reste avec le président nommé pour dix ans. Je n'ai pas le temps de t'écrire tous les détails. Paris se réveillera ce matin, la révolution faite!... Une centaine d'arrestations et la porte de l'Assemblée fermée, et tout est dit. Aujourd'hui je n'aurai pas le temps de t'écrire. Mes frères le feront sans doute. J'attends le commandant en chef de l'armée de Paris pour lui donner des ordres. Tout est prêt, réglé et le ministère changé. Je fais toujours partie du nouveau. C'est sur moi que repose toute l'action, toute la force.

QUATRELLES L'ÉPINE.

(A suivre.)

Le Récif aux étoiles[1]

CHAPITRE IV

La carte.

Sydney, à tout prendre, est une des cités les plus délicieuses de la terre. Elle respire le grand air du Pacifique, et la poésie s'y mêle aux roulements et grondements du commerce. Nulle autre ville maritime ne peut se vanter d'une rade comparable à la sienne, et peu de cités au monde jouissent d'un ciel pareil au sien : un ciel que Cadmus aurait aimé.

Ici par-dessus tout réside l'esprit de jeunesse. L'audace et la grande aventure imprègnent le vent du Pacifique et remplissent les poumons d'hommes qui poursuivent leur négoce jusqu'aux confins du globe.

Dans cette cité de jeunesse, nos trois aventuriers n'étaient pas en peine pour trouver des divertissements durant les heures qui les séparaient de leur rendez-vous avec Screed.

Tillman s'étant procuré quelque argent, les invita à déjeuner au restaurant, après quoi ils s'en allèrent à Farm Cove, où Tillman avait des amis parmi les marins. Il y emprunta un canot, des lignes et des appâts, et ils allèrent à la pêche.

— On est mieux ici qu'à moisir dans les restaurants et cafés, dit l'ingénu Tillman. On n'y trouve pas à boire, mais on y trouve le

(1) Copyright by Louis Postif, 1928. — Reproduction interdite. — Voir *la Revue universelle* du 15 janvier 1929.

grand air et du poisson... quelquefois. En outre, on y pense mieux qu'à terre.

Vautré sur les caissons de l'arrière, un pied sur le plat-bord et son vieux chapeau rabattu sur les yeux, Macquart dodelinait de la tête. Il n'avait rien fait, ni ramé, ni aidé à poser les lignes. Il semblait la paresse même. C'était la même chose chaque fois qu'il était question d'un travail manuel : l'amant de la fortune se repliait sur lui-même ; et l'on pouvait remarquer maintenant que les deux jeunes hommes, loin de se froisser le moins du monde de cette indolence du thaumaturge, l'acceptaient sans même en plaisanter.

Il représentait en ce moment pour eux la chose la plus intéressante dans la vie. Outre qu'il tenait tous les fils dont ils espéraient tisser leur fortune, l'homme lui-même exerçait sur leurs imaginations une fascination puissante. La pêche fut bonne, mais la joie même de hisser le poisson à bord ne put faire oublier ce symbole de la fortune étendu à l'arrière du canot, ni le charme qu'ils éprouvaient à imaginer jusqu'où Macquart pourrait les conduire.

A cinq heures ils relevèrent leurs lignes. En retour du prêt du canot, Tillman offrit leur pêche à son propriétaire, puis ils prirent le thé dans une hôtellerie, et, à huit heures exactes, firent leur apparition dans Bury Street.

Cette rue, située dans les faubourgs de la ville, rappelle certains coins de France. De jolies petites villas entourées de coquets jardinets y alternent avec des résidences mitoyennes. Une de ses extrémités est bordée de maisonnettes ouvrières, et, rejetant carrément les prétentions à la haute respectabilité, elle aboutit à une blanchisserie à vapeur. La maison de Screed était au bout de la rue, et lui-même travaillait dans son jardin à leur arrivée.

Il avait la passion du jardinage. C'était un de ces individus renfermés dont il est difficile de déterminer la valeur, la morale ou la chance. Issu de rien, il possédait la réputation d'un homme extrêmement à l'aise. En dépit de cette réputation, il ne donnait jamais un sou et ne faisait aucune ostentation de sa richesse. Il ne payait pas de mine, était presque laid et s'habillait fort mal.

Tous ces faits le mettaient en bonne posture dans les affaires et lui valaient une renommée solide. Poussiéreux comme un papillon de nuit, il corrigeait le faste de Curlewis et avait conscience de son rôle. Doué d'un des plus brillants esprits pratiques de Sydney, il était condamné s'effacer derrière la firme et à laisser toujours la parole à Curlewis.

Il aurait pu échapper à cette servitude en fondant une maison à lui seul, et cependant il n'en faisait rien. Un défaut subsistait dans

sa nature, une sorte de timidité à entreprendre lui-même quelque chose, une impossibilité de diriger seul sa barque ; il le savait, et n'en détestait que davantage Curlewis.

Sa haine n'avait rien de mélodramatique. Pour rien au monde il n'eût voulu blesser son associé dans sa personne ou dans ses affaires. Il s'agissait plutôt d'une antipathie matérielle, née du dépit que lui causaient ses propres imperfections.

Or, ce matin, tandis que Macquart racontait son histoire dans le bureau, l'intuition infaillible de Screed en matière d'argent l'avait averti que cet homme disait la vérité. Il avait quelques doutes qu'une expédition pût réussir à rapporter cet or enfoui depuis tant d'années, cependant la chose lui paraissait très possible.

Il voyait en Macquart un aventurier d'un type nouveau, dont il devinait l'âme. Avec son profond instinct des caractères humains, il n'était pas dérouté par le nouveau spécimen qui se présentait devant lui.

En entendant Curlewis jeter de l'eau froide sur l'homme, il avait pris la résolution de se renseigner lui-même sur son affaire, et, s'il y voyait une chance de succès, d'aller jusqu'au bout. L'entreprise pouvait échouer, mais si elle réussissait, les bénéfices mêmes lui tiendraient moins à cœur que le triomphe remporté sur Curlewis. Screed était un homme dont l'imagination avait des aspirations vers l'aventure, mais qui ne possédait pas assez d'estomac pour entreprendre. En outre, il recélait un instinct de joueur, renforcé par une longue répression.

Il souhaita le bonsoir à ses visiteurs, rangea son tuyau d'arrosage et les mena dans la maison.

Houghton, en entrant, jeta les yeux autour de lui. Depuis bien longtemps il n'avait pas senti l'atmosphère d'un intérieur confortable. Condamné aux garnis, aux hôtels bon marché ou aux cabines de seconde sur les bateaux, il n'en était que plus sensible à tout ce qui concourt au bien-être et au plaisir de vivre.

Dans le vestibule les lampes étaient allumées, et sur les murs s'étalaient des pagaies et des javelots maoris, avec de place en place une eau-forte ou une gravure rare ; et la pièce où Screed les introduisit, moitié bibliothèque et moitié salon, témoignait du goût sûr et tranquille de son possesseur.

Sur une console il y avait du whisky, un siphon d'eau de Seltz et des cigares. Screed, après avoir servi et fait asseoir ses invités, entra carrément en matière.

Debout devant la cheminée, les mains dans les poches, il fit subir à Macquart un contre-interrogatoire sur tous les points de son récit,

et le narrateur répondit sans hésiter ni tergiverser, évidemment satisfait des façons pratiques de son interlocuteur.

— Et maintenant, dit Screed quand ce fut fini, montrez-moi cette carte dont vous avez parlé.

Macquart se leva, alla chercher son chapeau qu'il avait posé sur une chaise près de la porte et tira de dessous la doublure une feuille de papier pliée et jaune comme un parchemin. Il l'étala sur la table devant Screed : les autres s'approchèrent et regardèrent par-dessus l'épaule du courtier assis devant le document, ses lunettes sur le nez.

C'était une carte grossière de la côte sud de la Nouvelle-Guinée, qui donnait peu de détails, sauf dans une certaine section au nord-ouest du cap York sur la rive australienne. Là le dessin, beaucoup plus serré, représentait plusieurs cours d'eau, et l'embouchure de l'un d'eux était marquée d'une croix.

— Voilà le fleuve en question, dit Macquart. A cet endroit tout le rivage est couvert de palétuviers, et un gros rocher se dresse sur la côte à l'est de l'embouchure : on l'appelle le Rocher de la Chaire. De la mer il ressemble à un phare, et on l'aperçoit de très loin. Voici le Récif aux étoiles, coupé par l'entrée du fleuve où l'eau douce a rongé le corail. Il n'y a absolument aucun obstacle à la navigation, bien que de la mer la barre paraisse assez dangereuse.

Screed se leva pour aller prendre une serviette sur le bord d'un classeur, en sortit quelques cartes.

— Je les ai empruntées aujourd'hui, dit-il. Voyons si elles concordent.

Il déploya une carte représentant la mer depuis la limite nord du grand quadrilatère du golfe de Carpentarie jusqu'à la côte de la Nouvelle-Guinée, y compris le détroit de Torrès, et, à côté, une autre carte indiquant la partie nord de ce détroit et la côte de la Nouvelle-Guinée.

Celle-ci était la plus importante, car elle donnait en détail les sondages du récif et des rivières.

— Ah ! voilà ce qu'il nous faut, dit Macquart. Maintenant nous allons voir si ma carte est exacte ou non. Voyez, voici le fleuve, voici le récif et voici le passage du fleuve. Regardez les sondages de la passe, dix pieds d'eau et sept pieds jusqu'à l'embouchure, où la profondeur s'élève à douze. Vous voyez, pas de bancs de sable pour envaser l'embouchure : ce fleuve entraîne d'ailleurs très peu de matières. Il diffère des autres fleuves de la Nouvelle-Guinée, dont la plupart débouchent parmi des bancs de boue et des palétuviers. Il est clair comme du gin dans cette longue étendue et va en ligne droite jusqu'à la mer. Je le crois si vieux qu'il a dû ronger son lit jusqu'à

la roche. Voyez-vous, la plus grande partie de son débit provient de grands lacs et non d'un tas de petits cours d'eau boueux.

Screed ne répondit rien tout d'abord ; son intention était encore occupée par les sondages et la comparaison de cette carte avec celle, plus rudimentaire, de Macquart.

— Eh bien, déclara-t-il enfin, je crois que nous pouvons conclure à l'exactitude de votre carte. Maintenant, parlons affaires. Je suis disposé à me joindre à votre entreprise, à certaines conditions.

Tillman poussa un profond soupir et Houghton, jusqu'alors en suspens dans une attente anxieuse, le regarda. Ils reprirent leurs sièges autour de la table tandis que Macquart, les yeux brillants, attirait une chaise pour s'asseoir près de Screed. La réunion s'était soudain transformée en conférence, et les papiers épars sur la table renforçaient cette impression.

— Cette affaire, continua Screed, est la plus grosse partie de jeu qui ait jamais été risquée sur le marché de Sydney. Mon associé, M. Curlewis, vous a donné ce matin ses idées sur le jeu, et je l'approuve ; mais il n'a pas mis le doigt sur le point sensible. Le jeu n'est dangereux et absurde au point de vue des affaires qu'autant qu'on s'y livre sans limites. Si par exemple je consacrais un millier de livres à spéculer ou jouer aux courses pour gagner de l'argent, le danger serait non pas de perdre mes mille livres, mais de les perdre et de vouloir les rattraper. Les hommes ne sont jamais ruinés par leurs premières pertes de jeu : *ils se ruinent toujours en essayant de rattraper ces pertes.*

« Or, si je mets un millier de livres dans cette entreprise, et si elle échoue, je perdrai mes mille livres, mais je me garderai bien de risquer d'autre argent pour récupérer celui-là. J'espère que je ne vous ennuie pas, mais j'aime toujours à expliquer ce que j'ai dans l'esprit.

— Vous ne nous ennuyez pas du tout... pas du tout ! s'écrièrent Tillman et Houghton.

Macquart ne dit rien : il se frottait les mains sous la table. Il se contenta de faire un signe d'approbation.

— J'ai donc résolu de risquer mille livres, poursuivit Screed, et de les perdre.

Macquart éclata de rire.

— Voilà un caractère que j'aime, dit-il. Voilà ce qui mène au succès.

— Mes conditions, les voici, acheva Screed d'un ton un peu froid — une moitié des bénéfices.

Macquart ne souffla mot.

— Nous sommes trois... débuta Houghton, puis il s'arrêta et re-

garda les autres comme pour découvrir ce qu'ils avaient derrière la tête, mais ils ne lui en fournirent aucun indice.

Screed, tirant de sa poche un papier et un crayon, continua :

— Si l'argent est là et si la somme se monte au chiffre annoncé, une part d'un tiers, déduction faite de la mienne, représentera une fortune très rondelette pour chacun de vous.

— Je ne vois pas d'inconvénient à ce que M. Screed prenne la moitié des bénéfices, dit Macquart. Il équipe l'expédition et nous ne pouvons rien faire sans lui. Un millier de livres qui lui rapporteront 25 000 pour 100, c'est un fameux placement... mais il y a le risque à courir.

— Oh ! je ne fais pas d'objection, fit Houghton. Mais nous sommes trois, vous, Tillman et moi. Comment nous arranger entre nous trois pour le partage?

— C'est là le point délicat, interposa Tillman.

Screed eut un mouvement d'inquiétude, et Macquart, comme s'il craignait que la moindre friction n'amenât le courtier en laines à se dédire, trancha :

— Nous n'irons pas nous chicaner à ce sujet. D'ores et déjà, je résouds net la question. Nous sommes trois associés actifs, et nos parts seront égales. Quatre-vingt mille livres me suffisent. Je ne suis pas un pingre pour m'user les ongles à gratter le dernier sou. Je désire juste de quoi être à l'aise pour le restant de mes jours... Qu'en dites-vous?

Ce magnifique accès de générosité faillit compromettre toute l'affaire.

Un instant, Screed s'effraya, et tandis que Tillman serrait la main du prodigue, il s'en fallut de l'épaisseur d'un cheveu que le courtier en laines envoyât tout promener.

Son instinct lui disait que Macquart et la générosité formaient un alliage bien suspect, et que cet individu mettrait sûrement ses associés dedans s'il en trouvait la moindre occasion.

Puis un raisonnement le rassura. L'or serait inutile à Macquart sans un homme capable d'en disposer pour lui et de l'en débarrasser, et lui-même, Screed, était le seul homme en état de le faire. Ceci était une affaire, non pas précisément louche, mais, pour ainsi dire, extra-gouvernementale.

Macquart, s'il essayait de disposer du trésor par ses propres moyens, soulèverait une enquête, et dès lors toutes sortes de réclamations s'abattraient sur l'argent ; le trésor serait mis sous séquestre et les chercheurs de trésor pourraient s'estimer heureux s'ils en recevaient

un dixième après des années de tracas. Screed possédait les moyens d'éviter tout cela.

En outre, il se pouvait sans doute que Macquart tentât de flouer ses compagnons, mais Tillman et Houghton n'étaient pas des enfants : c'étaient des individus bien éveillés et parfaitement à même de veiller sur leurs propres intérêts en même temps que sur ceux de Screed.

Aussi, au lieu de se désister, Screed déplia le papier qu'il avait pris dans sa poche et le posa sur la table entre les cartes.

— J'ai rédigé ici quelques lignes au sujet de cette affaire, dit-il. Ce n'est pas précisément un contrat, car entre vous et moi un contrat formel ne servirait pas à grand'chose, vu qu'aucun de nous ne pourra invoquer la loi qui, si elle fourrait le nez dans nos transactions, mettrait certainement la main sur l'argent. C'est une simple lettre de promesse, pour ainsi dire, signée par vous trois, et déclarant qu'en considération du fait que j'équipe l'expédition, vous consentez à partager de moitié avec moi toutes les sommes qui pourront en provenir.

« Ainsi, continua Screed avec une sorte d'hilarité à froid, dans le cas peu probable de la mort de l'un ou de l'autre d'entre vous, et dans le cas encore moins probable où vous essaieriez de me filouter, — ne protestez pas, monsieur Tillman, ceci est une simple plaisanterie légale, — je pourrais vous poursuivre et faire intervenir la loi, non pas pour avoir mon argent, mais pour vous empêcher de jouir du vôtre ; et remarquez que ce document, conclut Screed, ne fait aucune mention du trésor : de sorte que si je me voyais forcé de vous poursuivre légalement, je ferais telle déclaration qui me plairait concernant l'objet de notre entreprise : je dirais par exemple qu'il s'agissait d'une pêcherie de perles, laissant à mon homme de loi la faculté de vous poser en plein tribunal toutes les questions possibles au sujet du trésor. »

Macquart ne dit rien : il paraissait déconcerté par la soudaine révélation de cet esprit tortueux, prudent et comme semé de trappes.

Tillman rougit et Houghton, une étincelle dans les yeux, regarda bien en face le courtier en laines.

— Nous n'avons pas l'intention de vous dépecer, dit-il. Vous avez affaire à des gentilshommes, il me semble.

— Monsieur Houghton, répondit Screed, il n'existe pas de gentilshommes en affaires : il n'y a que des hommes tout court. En affaires, il faut compter non pas sur l'amitié, mais sur un calcul de profits et pertes. En affaires, on doit assurer la sécurité de ses propres intérêts par tous les moyens possibles ; et en m'engageant dans une entre-

prise si extravagante, je tiens à vous enchaîner tous à mes intérêts par tous les liens possibles. Voilà la question posée très clairement. Maintenant, voulez-vous signer ce document, je vous prie... si vous tenez à avoir mes mille livres?

Macquart signa le premier, puis Tillman, et enfin Houghton.

Screed mit le papier dans un tiroir et alluma un cigare, pour la première fois de la soirée.

— Maintenant, fit-il, l'affaire est réglée et nous pouvons nous mettre à l'œuvre. J'ai sous la main le bateau qu'il vous faut. C'est un *yawl* (1) de cinquante pieds construit voilà six ans seulement par Bowers pour la pêche aux huîtres perlières et remis en état l'an dernier. J'ai quelques intérêts dans les constructions navales et la semaine dernière M. Cullock m'a mené voir ce bateau espérant que je l'achèterais. Je lui ai téléphoné tantôt et, apprenant qu'il n'était pas encore vendu, je l'ai prié de me réserver une option. Vous êtes bon marin de goélette, vous, Tillman : que diriez-vous d'un yawl?

— J'aime mieux manœuvrer un yawl qu'une goélette, déclara Tillman ; c'est le meilleur gréement du monde lorsqu'on ne dispose que d'un équipage restreint.

— Je m'y connais en yawls, dit Houghton. Rien d'étonnant à cela : j'en ai possédé un pendant un an et j'y ai vécu. Mais il ne mesurait que trente pieds.

— Je ne me suis pas servi de yawls, mais j'ai essayé tous les autres gréements depuis une barque-goélette jusqu'à un *catimaron* (2), dit Macquart. La manœuvre des voiles est en grande partie une affaire d'instinct, je crois ; en outre, je peux faire de la navigation. Sans être un navigateur de premier ordre, je possède les connaissances essentielles. Donnez-moi un chronomètre bien réglé, avec un sextant convenable et des cartes, et je m'en tirerai. Tenez, j'ai navigué dans les parages des îles Soulou avec un Hollandais ; il avait un bateau pour la pêche aux huîtres perlières, mais la plupart du temps il était fou à force de boire du rhum. Ses principes de navigation devaient remonter au déluge. Il se servait d'une de ces cartes Amstel faites à Amsterdam, où l'on voyait des dauphins et des sirènes, et comme sextant il se contentait d'un des premiers sextants qui aient jamais été employés. Son rafiau aurait pu passer pour le vaisseau-fantôme ou Hollandais-volant, sauf qu'il ne volait pas. Mais de façon ou d'autre nous nous sommes débrouillés.

(1) *Yawl :* petit navire gréé comme un cotre et possédant en plus, à l'arrière, un petit mât dénommé mât de tapecul.

(2) Radeau de pêche indien.

— Je puis faire moi aussi un peu de navigation, remarqua Tillman, et notre ami Houghton m'a dit qu'il en connaissait les rudiments.

— Les rudiments et rien de plus, ajouta Houghton.

— Tout est donc pour le mieux, répondit Screed en ramassant les cartes. C'était la principale question que j'avais dans l'esprit. Je me demandais si nous devrions recourir à un officier navigateur, et cette idée ne me souriait guère. Nous n'avons pas besoin de plus de personnel que le strict nécessaire, mais vous pourriez prendre un nègre pour vous aider.

Macquart se leva.

— Eh bien, dit-il, c'est entendu. Quand pourrons-nous voir le rafiau et quand comptez-vous faire embarquer les provisions?

— Nous arrangerons tout cela demain, dit Screed. Je désire vous voir ici tous les trois à six heures du matin, six heures juste : il faut que je sois au bureau à neuf heures. Le yawl se trouve près de Farm Cove, et je voudrais vous mener le voir. Maintenant, autre chose. Cette expédition est un secret : je ne tiens pas à ce que mon associé en ait connaissance, pas plus que mes amis ni les autorités. Vous partez pêcher les perles : voilà l'explication à fournir à quiconque voudrait mettre le nez dans nos affaires. Si la vérité venait à transpirer, j'enverrais tout promener.

— Nous serons muets comme des carpes, vous pouvez en être certain, affirma Tillman. Et maintenant parlons de notre argent de poche. J'en ai suffisamment moi-même, mais notre ami Houghton est moins favorisé ; à vrai dire, il est à sec. Quant à M. Macquart...

— Oh ! je me contenterai de cent dollars, dit Macquart, ou même de moins. Je ne m'inquiète guère d'argent liquide : je ne pense qu'à l'expédition.

— Dix livres feront mon affaire, déclara Houghton. Je dois deux livres à ma logeuse, et six me suffiront jusqu'au départ.

Screed prit dix souverains dans un tiroir et les partagea entre Macquart et Houghton.

— Voilà en attendant, dit-il. Et n'oubliez pas, demain matin à six heures sonnantes.

— A propos, dit Tillman au moment de partir, quel est le nom de ce yawl?

— Le *Barracouda* (1), répondit Screed.

(1) Nom indigène d'un énorme brochet des Antilles, aussi dangereux qu'un requin.

CHAPITRE V

Le capitaine Hull.

San-Francisco aurait pu posséder la plus grande rade du monde : l'occasion a été perdue faute d'un homme de génie qui eût réuni sous le terme général de rade toutes les surfaces d'eau actuellement connues sous le nom de baie de San-Francisco, baie de San-Pablo et baie de Suisun.

Sydney s'est montrée plus avisée. La grande baie dont l'a dotée la nature est en réalité une nichée de ports ; toutes sortes de petites baies ou anses y fournissent quayage et ancrage à toutes sortes de navires.

Farm Cove est l'ancrage de la flotte, et plus loin, dans la direction des Pointes, se trouve une baie étroite servant surtout aux bateaux de pêche et aux yachts de faible tonnage.

C'est là qu'était ancré le *Barracouda*, et c'est là que le lendemain matin à sept heures Screed et ses compagnons vinrent examiner le yawl. Ils louèrent un canot et Tillman les y mena à la rame. Il n'y avait pas de gardien à bord, de sorte que tout en faisant leur inspection ils pouvaient causer sans contrainte.

Tillman fut séduit à première vue par le bateau. C'était un marin de naissance, et toutes les années passées à Sydney n'avaient pu obscurcir le coup d'œil instinctif qui de prime abord lui révéla la valeur du *Barracouda* comme navire de haute mer.

C'était, comme l'avait dit Screed, un bateau de cinquante pieds, ponté d'un bout à l'autre, avec une cabine à l'arrière où cinq personnes pouvaient coucher à la rigueur, un tout petit gaillard d'avant et une cuisine où l'on avait à peine la place de se retourner, mais qui suffisait à leurs besoins. Il possédait deux embarcations, un canot pliant et une allège à quatre rames bordée à clin, avec mâtereau et voile de fortune. Il était peint en blanc et les cuivres récemment astiqués étincelaient à la lumière matinale. Les manœuvres courantes ou dormantes étaient en parfait état, ainsi que la mâture, y compris les bouts-dehors et mâtereaux de rechange serrés sur le pont ; les poulies fonctionnaient parfaitement ; le plancher étroit et blanc du pont était si bien poncé et frotté que l'on distinguait tous les goujons en bois de teck ; pas la moindre guenille, pas le moindre seau de toile, pas le moindre bout de corde ne traînaient.

— C'est un amour de bateau, déclara Tillman.

Il descendit le premier dans la cabine.

Bien que les petits sabords fussent fermés, ainsi que le châssis vitré, il n'y avait pas trace de moisissures, ni cancrelats, ni cette odeur de moisi qui règne dans les vieux bateaux ou les navires mal tenus. La literie était en bon état.

Tillman, qui avait pris le commandement de la tournée d'inspection, fourrait le nez partout : dans le minucule buffet contenant tout le nécessaire comme vaisselle, dans la cambuse et dans les armoires. Il ouvrit les sabords, regarda la boussole renversée au plafond, puis remontant sur le pont, visita le gaillard d'avant, s'assura que dans la cuisine tous les ustensiles étaient en ordre, le fourneau Rippingible presque neuf et tous les pots et casseroles soigneusement astiqués.

Alors il se tourna vers Screed.

— Ma foi, déclara-t-il, tout ce que je puis dire c'est qu'il est prêt à partir, et je lèverais l'ancre tantôt si les provisions et l'eau étaient à bord.

— Rien ne manque, dit Macquart, que les cartes, les chronomètres et les dernières instructions.

— Je vois avec plaisir que vous êtes de mon avis, dit Screed. Moi-même, sans être un marin à proprement parler, comme je vous l'ai déjà dit, je possède quelques notions de navigation, et j'étais sûr que ce bateau répondrait à nos besoins. Il est facile à manœuvrer : je tiens cela de Mackenzie, son dernier patron.

— Il manœuvrerait tout seul, dit Tillman. Je ne craindrais pas de lui faire faire le tour du monde, rien qu'avec Houghton comme aide. On pourrait le mettre en panne pour se reposer chaque fois qu'on voudrait : il dormirait en panne. Eh bien, je m'engage à bord sans plus tarder, et inutile de demander à Macquart ou à Houghton s'ils ont des objections à formuler parce que les serviettes de table n'ont pas de franges roses. Combien de temps vous faut-il pour faire mettre à bord les provisions et tout le reste?

— Une semaine suffira, dit Screed.

— Alors fixons la date, dit Macquart. C'est aujourd'hui mercredi. Nous partirons aujourd'hui en huit, si le temps le permet, c'est-à-dire à moins qu'il ne souffle un ouragan.

— D'aujourd'hui en huit, approuva Screed. Et maintenant il faut que je retourne au bureau. Je ne suis pas libre comme vous autres : je suis esclave de l'heure. J'établirai la liste des provisions dans la journée et je la mettrai entre les mains de Macdermott. Il se chargera de tout, des cartes aussi bien que des provisions.

Ils regagnèrent le rivage en canot, et Screed partit en toute hâte pour son bureau, laissant les autres rentrer en ville à loisir.

— Screed a honte de se faire voir en notre compagnie, dit Tillman. Ce n'est point que nous ayons mauvaise mine, mais c'est un type terriblement à l'ancienne mode, ou il prétend l'être, et je suppose que j'ai une réputation de franc luron et bon vivant. Ma foi, peu importe, pourvu qu'il aboule la galette. Suivez-moi, vous autres, je vais déjeuner.

Tous trois remontèrent des quais vers la ville. La matinée était superbe, sous un ciel bleu éclatant, avec assez de vent pour tempérer la chaleur. Par instants les mouettes blanches occupées à pêcher en rade se laissaient entraîner jusqu'au-dessus de leurs têtes, et leurs cris rauques se mêlaient au roulement des voitures et au tumulte des quais.

Les esprits du matin, de l'été, de la jeunesse et de l'aventure étaient en liberté, et Houghton recommençait à prendre goût à la vie.

Macquart se trouvait d'excellente humeur. Ce mystérieux personnage ne riait jamais ; sa gaieté s'exprimait seulement par une vivacité contenue de mouvements et de manières à laquelle on ne pouvait se tromper quand on le connaissait.

Ce matin, tandis qu'il marchait côte à côte avec Tillman et l'autre, cette particularité était très apparente : Macquart se sentait bien dispos. Tout marchait à souhait pour lui, ses plans réussissaient à merveille, le trésor fantastique qu'il traînait dans le monde depuis quinze ans, le trésor fantôme qui avait failli le ruiner était sur le point de se matérialiser ; bientôt il toucherait de l'or, de l'or rouge, chaud, tintant.

Macquart, en marchant, n'écoutait guère le bavardage de ses compagnons. Il voyait jaune ; son passé était oublié ; il sentait à peine le présent, et l'avenir absorbait entièrement ses pensées, quand, au tournant d'une rue, un marin lui frappa sur l'épaule et une voix cria :

— Nom de nom !... Par tous les diables de l'enfer !...

Tillman, se retournant au son de cette voix, aperçut l'interlocuteur, la main encore posée sur l'épaule de Macquart. C'était un personnage corpulent, évidemment un loup de mer, d'aspect rude et mal habillé, mais qui cependant ne donnait pas l'impression d'un simple matelot.

Macquart paraissait aplati du coup. Le sang s'était retiré de son visage, le laissant d'une teinte jaunâtre. Il semblait privé de souffle et à court de mots : mais cela ne dura qu'un instant.

— Tiens, c'est le capitaine Hull, dit-il.

Puis se tournant vivement vers Tillman :

— Je vous rejoindrai ce soir, à l'endroit que vous savez. Je voudrais causer avec mon ami, le capitaine Hull : voilà des années que je ne l'avais vu.

Il lança un coup d'œil à Tillman comme pour lui faire comprendre que cette rencontre signifiait plus de choses qu'il ne pouvait en expliquer sur-le-champ ; puis faisant demi-tour, il s'en alla avec le capitaine, laissant Tillman et Houghton continuer leur route, intrigués et un peu inquiets de ce nouvel incident.

Hull parcourut une vingtaine de mètres sans prononcer un mot. Il ricanait pour lui-même comme s'il venait d'entendre une bonne plaisanterie. Puis il demanda :

— Qui sont ces deux types-là?

— Oh ! deux hommes que j'ai rencontrés, dit Macquart, des gens de Sydney... Et toi... que fais-tu ici?

— Des gens de Sydney, hein? fit Hull, apparemment sourd à la dernière question. Des poires, pour sûr... de malheureuses poires.

Il se frappa la cuisse en marchant, comme s'il se complaisait au souvenir de quelque vieille blague ; ses dernières paroles n'étaient guère flatteuses pour Macquart, mais ce gentleman ne semblait pas en prendre ombrage.

De fait. Macquart n'était pas du tout en état de regimber contre ce qu'il plaisait au capitaine Hull de lui dire. En ce moment, marchant à côté de son compagnon, il ressemblait à un oiseau de proie dompté et mené par celui qui l'avait capturé.

Le capitaine Hull, après quelques moments de réflexion intime, rompit brusquement le silence. Il se mit à parler soudain comme si lui et Macquart venaient seulement de se rencontrer. Jusqu'ici, il n'avait fait que dévorer sa proie des yeux ; maintenant, tout à coup, il la frappait du bec.

— Eh bien, dit-il, en voilà une surprise, on peut le dire ! Et penser qu'il y a quatre ans et plus que nous nous sommes séparés : quatre ans et plus depuis que tu m'as laissé ivre-mort chez ce mastroquet de Lorenzo et tu t'es trotté avec mon argent !

— Je proteste ! fit Macquart. C'était un accident. J'étais aussi saoul que toi. Un racoleur m'a mis le grappin dessus.

— Tiens, tiens ! Un racoleur t'a mis le grappin dessus? répéta Hull, comme tout disposé à se laisser convaincre. Et l'on t'a poussé de force dans un bateau, hein?

— Parfaitement.

— Et pourtant quatre jours après tu coupais les cartes chez

Sam-le-Noir sur la côte de Barbarie, et le soir même tu étais fourré au violon pour ivresse manifeste et voies de fait, et le lendemain tu payais ton amende avec l'argent que tu avais filouté à bibi. Comment expliques-tu cela?

— Ce n'est pas vrai. Je ne sais pas qui t'a fait avaler de pareilles blagues. Ce n'est pas vrai... c'est tout ce que je puis te dire, et je m'en tiens là.

— Et... es-tu toujours sur la vieille piste du trésor? demanda tendrement le capitaine Hull sans prêter la moindre attention aux dénégations de l'autre, — ou bien était-ce un mensonge comme tous les autres que tu m'as contés?

— Ce n'était pas un mensonge, fit Macquart, rougissant subitement et se cramponnant à cet unique fragment de vérité comme un homme nu saisirait une guenille pour s'en couvrir. Ce n'était pas un mensonge ; le trésor était là, il y est encore et attend seulement qu'on vienne le prendre.

— Je te crois, dit le capitaine Hull. J'ai toujours remarqué que les plus gros menteurs sont dénués de mémoire et vous donnent une version différente chaque fois qu'ils débitent leur boniment ; mais tu es toujours resté d'accord avec toi-même en racontant cette histoire-là, et c'est peut-être ce qui m'a fait mettre mes deux cents dollars pour une demi-part dans l'entreprise. Entrons ici.

Il s'arrêta à la porte d'un restaurant.

— Pourquoi veux-tu entrer là dedans? demanda Macquart.

— Tu le verras sans tarder. Suis-moi, car c'est toi qui paieras l'addition.

Le capitaine Hull entra et prit un siège à une table près de la porte. Macquart s'assit également.

— As-tu de l'argent? demanda Macquart.

— De l'argent? répondit le capitaine en prenant le menu. Qu'est-ce que tu me chantes là? De l'argent... voyons un peu : Ah! oui, de l'argent, je me rappelle maintenant ce que c'est : une chose ronde, en métal, si mes souvenirs sont exacts. Eh bien, non, je n'ai pas d'argent, et je n'en ai pas vu la couleur depuis je ne sais combien de temps. Voilà quatre ans que j'ai vu mon argent pour la dernière fois, et c'est toi qui me l'as volé. Garçon, par ici!

Le garçon s'approcha, et, de son énorme doigt, Hull lui indiqua sur le menu les mets qu'il désirait.

— Un filet de bœuf, ensuite deux rognons sautés au lard, des œufs pochés, du pain grillé et du café, et pressez-vous!... pour deux, oui, pour deux, et c'est monsieur qui paie.

Macquart semblait résigné. Il ne souffla mot pendant qu'on appor-

tait les plats, et, quand ils furent sur la table, il s'y attaqua avec autant d'ardeur que l'autre.

Durant le déjeuner les deux hommes se comportèrent en parfaits amis. Pareils à deux chacals qui ont découvert une carcasse, ils se mirent à l'œuvre, laissant toute querelle de côté jusqu'à la fin du repas.

Lorsqu'ils eurent consommé pour près d'un souverain de nourriture, Macquart paya et les deux compères, quittant le restaurant, se dirigèrent vers Market Street.

Le capitaine, bien repu, se montrait un tantinet plus aimable dans ses façons envers Macquart. Il avait un long, un très long compte à régler avec lui : les quelques mots qu'il avait proférés à propos de l'affaire de San-Lorenzo pouvaient donner une idée de la longueur de ce compte, mais une idée seulement ; et il avait à sa disposition, si bon lui semblait, les moyens de le régler entièrement. En d'autres termes, s'il lui plaisait de parler, même ici à Sydney, il pouvait faire en sorte que la main de la loi s'appesantît sur l'épaule de Macquart.

Le capitaine Hull possédait une intelligence assez vive. Il avait rencontré Macquart se promenant entre deux « gens de Sydney ». Macquart avait exhibé son argent au café. Macquart était évidemment engagé dans quelque affaire ici à Sydney, et Hull décida en lui-même de s'attacher à lui comme une sangsue.

Il flairait la galette.

Hull, pour le décrire plus minutieusement, était un gros blond aux yeux bleus, fort secoué par la mer, par le monde et par lui-même. Les enfants l'aimaient. Il y avait de terribles aventures dans sa vie : il s'était battu, il avait bu, fait le coquin et vagabondé sous toutes les latitudes depuis l'âge de raison. De San-Francisco jusqu'aux docks de Londres, pas un armateur n'aurait voulu l'employer, à moins qu'il ne s'agît de couler un navire, et cette sorte d'opération ne se pratique plus guère. Il avait été expulsé de Nouvelle-Irlande, avait flairé l'île Norfolk, s'était fait une mauvaise réputation à Callao, et, malgré tout, les gosses raffolaient de lui.

C'était tout de même un particulier compromettant, doué d'une seule vertu rédemptrice : selon sa propre expression, il ne s'était jamais retourné contre un camarade.

Les rues étaient bondées, et, tout en marchant, le capitaine examinait les devantures, et faisait des remarques sur les objets en montre.

On eût pris ces deux personnages pour d'excellents camarades en promenade matinale dans la ville ; mais on aurait pu remar-

quer que le capitaine faisait presque tous les frais de la conversation.

Après avoir passé en revue un magasin de confection pour dames, une bijouterie et des poteries, ce gentleman s'arrêta devant un bureau de tabac, et saisi du désir de fumer, entra, acheta deux cigares, sans cesser de tenir l'œil ouvert sur Macquart par la vitrine : il les paya, en alluma un, sortit... et constata la disparition de son compagnon.

La chose semblait matériellement impossible. Pas un instant il n'avait perdu de vue cet évanescent personnage, sauf pendant la seconde nécessaire pour ramasser sa monnaie et allumer son cigare. Néanmoins Macquart s'était évanoui, sans laisser la moindre trace dans cette rue active et fréquentée.

— Floué ! dit le capitaine en promenant ses regards à droite et à gauche.

Sa vue portait très loin, et la foule n'était pas assez dense pour l'empêcher de remarquer Macquart s'il eût été visible. Mais celui-ci s'était évaporé comme le lapin qu'un prestidigitateur met dans un mouchoir, et de façon tout aussi surprenante.

Le capitaine Hull aurait pu se demander si toute l'affaire n'était pas une illusion de ses sens abusés ; mais il n'était guère homme à se poser des questions.

— Eh bien, par tous les... cochons d'enfer ! s'écria-t-il en recouvrant à la fois le souffle et la capacité de jurer. Il m'a brûlé la politesse, hein? Il s'est retourné comme un gant pendant que j'allumais mon cigare ! Le diable m'emporte si ce n'est pas une réédition de l'affaire de San-Lorenzo et s'il ne m'a rejoué exactement le même tour, l'animal ! Bah, nous verrons bien !

Il se dirigea vers la Maison de Paris, la dépassa et entra dans un bar.

Accoudé au comptoir devant un verre de whisky, il se mit à réfléchir.

Perdre Macquart, c'était comme s'il eût perdu sa bourse. Le capitaine était terriblement gêné, en faillite au monde, comme il disait..., et Macquart semblait en fonds.

Mais la question d'argent lui paraissait peu de chose en comparaison de sa mortification d'avoir été « refait ». Et pendant qu'il ruminait ces pensées et ressentait sa défaite, une idée neuve lui vint. Macquart était engagé dans une affaire fructueuse : le fait qu'il possédait de l'argent et qu'il était si pressé de se débarrasser de lui confirmait cette hypothèse.

Hull avait donc perdu non seulement les quelques livres qu'il

aurait pu faire suer à Macquart, mais encore l'occasion de s'introduire en bonne place dans quelque combinaison discrète.

Cette réflexion le mit en colère à tel point qu'il avala d'un trait son verre de whisky et se mit en route vers de nouveaux terrains de pâture.

Il entra au hasard chez Lampert, et la première personne qu'il y aperçut fut Tillman debout devant le comptoir en compagnie de Houghton et causant avec plusieurs étrangers de mines joviales.

Tillman était en excellente forme. De façon ou d'autre, et probablement de sa propre bouche, la nouvelle avait transpiré qu'il allait quitter Sydney pour une expédition aventureuse. Avant de mener Houghton et Macquart chez Curlewis, il avait parlé avec mystère de quelque chose qu'il tenait dans sa manche, une chose qui rapporterait gros si elle se réalisait. On peut se le représenter, le chapeau de paille en arrière et la cigarette aux doigts, confiant ses projets à quelque blanc-bec :

— Peu importe où : un endroit nouveau et une chose nouvelle qui rapportera des quantités d'argent, des sacs d'écus...

Curlewis aussi avait bavardé.

— Eh bien, il faut que je m'en aille, disait Tillman. Je ne puis gaspiller plus de temps avec vous, Billy. J'ai des affaires dont il faut que je m'occupe.

Il prit Houghton par le bras et l'emmena.

Aucun des deux compères ne remarqua le capitaine Hull : ils l'auraient certainement reconnu pour l'homme qui avait emmené Macquart dans la matinée. La porte s'était à peine refermée sur eux que des critiques se firent entendre autour du comptoir.

— Le ciel ait pitié de l'affaire dont s'occupe Bobby, dit Billy, un jeune coiffeur vêtu d'un tissu à carreaux, avec une cigarette au coin de la bouche. Et je crois bien savoir ce que c'est : une nouvelle serveuse au « Paris House ».

— Non, ce n'est pas cela, dit un quidam à figure chevaline avec une épingle de cravate en fer à cheval ornée de diamants. Bobby est sur une piste assez sérieuse. Il a essayé de mettre Curlewis dans l'affaire. J'ai entendu un type dire que Curlewis lui avait tout raconté : il s'agit d'une mine d'or cachée quelque part dans le Nord. Bobby s'exhibait ces jours derniers en compagnie d'un pantin à l'air toqué qui connaît l'emplacement de la mine en question, un type dont les cheveux passent à travers son chapeau et les doigts de pied à travers ses souliers.

— Je l'ai vu, dit Billy. Ils étaient ici en train de boire hier matin : ils avaient un Anglais avec eux, et ils sont partis comme

des gens pressés ; ils sont tous revenus ici à l'heure du lunch, et ils causaient comme nous faisons quand cette espèce de poupée en caoutchouc, Screed, l'associé de Curlewis, est entré ; il a bavardé avec Bobby, puis est reparti.

— Je ne crois pas que Curlewis mette de l'argent dans une recherche de mines, dit le monsieur à l'épingle de cravate en fer à cheval ; le courtage des laines est pour lui une mine suffisante.

Le capitaine Hull, à qui l'on avait servi un whisky, attendait, verre en main, d'en entendre davantage. Mais la conversation passa de Tillman aux chevaux de course.

Le capitaine, ayant vidé son verre, se dirigea vers la cabine téléphonique dans le coin, et se mit à feuilleter l'annuaire jusqu'à ce qu'il eût trouvé ce qu'il cherchait. Puis s'étant mis dans la tête l'adresse de Curlewis et Screed, il sortit.

Certain que le « pantin à l'air toqué » dont avait parlé l'habitué des courses était Macquart, plus que jamais il était convaincu qu'il se tramait quelque chose, et résolu à en être ou à tout gâcher.

Ayant trouvé le bureau de Curlewis, il monta, donna son nom au garçon, et au bout de quelques minutes fut introduit dans le bureau intérieur, dans le sanctuaire où Curlewis se tenait adossé à la cheminée, les mains dans ses poches, causant avec Screed assis à sa table.

Hull, son chapeau à la main, fit un salut embarrassé, se retourna à demi pour voir si la porte était fermée, puis demanda :

— Lequel de vous, messieurs, est M. Curlewis? J'ai quelque chose à dire à M. Curlewis, quelque chose qui ne peut être répété devant personne autre.

— Je m'appelle Curlewis, dit le chef de la firme, et vous pouvez parler ici librement. M. Screed, que voilà, est mon associé.. Asseyez-vous.

— Eh bien. alors, fit le capitaine, prenant le siège indiqué et posant son chapeau par terre, n'auriez-vous pas, par hasard, depuis un jour ou deux, rencontré un type du nom de Macquart? Je ne vous demande pas cela par simple curiosité. J'ai d'autres raisons.

— Je vous comprends, dit Curlewis, et je puis vous donner une réponse nette. J'ai en effet rencontré depuis un jour ou deux un type nommé Macquart. Qu'avez-vous à dire de lui?

— Ah ! c'est là la difficulté. Je ne vous demande rien par curiosité, je vous le répète, mais est-ce que cet individu-là vous a proposé une affaire d'argent, de mines ou de quelque chose de ce genre?

— Je vous crois qu'il m'en a fait une proposition, et une de taille. Quoi encore?

Le capitaine garda un instant le silence, puis déclara :

— Eh bien, c'est tout ce que je voulais savoir. Je pense que vous allez marcher avec lui dans cette affaire, et tout ce que j'ai à ajouter est ceci : Où il ira, j'irai.

— Je ne saisis pas très bien, dit Curlewis.

— Je m'explique : si je ne suis pas de moitié avec Macquart dans l'affaire, je vends la mèche en ce qui le concerne et démolis toute la combine.

Screed, qui écrivait ou faisait semblant, s'agita, mal à l'aise.

Curlewis dit en souriant :

— Parfait, mon cher monsieur, allez vendre la mèche en ce qui concerne cet individu, et vendez-la tant qu'il vous plaira, cela ne me regarde nullement et je n'ai rien à voir. J'ai refusé son plan d'aller chercher de l'or en Nouvelle-Guinée, et tout est dit.

— En Nouvelle-Guinée? répéta Hull. Ainsi il est toujours sur la vieille piste. J'aurais dû le deviner, le salaud ! Eh bien, je regrette de vous avoir dérangé, mais voulez-vous m'indiquer son adresse actuelle ou me dire où je pourrais le dénicher?

— Je crois très probable que si vous attendiez assez longtemps vous pourriez le trouver en prison, répondit Curlewis. Non, je ne puis vous donner l'adresse de ce gentleman, il n'a pas laissé sa carte de visite.

Le capitaine ramassa son chapeau, se leva et hésita un moment. Au même instant Screed se leva sans précipitation, se coiffa et prit quelques lettres comme pour les porter à la poste.

— Ma foi, messieurs, je vous souhaite le bonjour, dit enfin Hull. J'ai perdu mon temps et vous ai fait perdre le vôtre, et il n'y a plus rien à ajouter. Mais si jamais je mets le grappin sur le bonhomme. nom de nom, je le traiterai comme il faut !

Il sortit et, dédaignant l'ascenseur, dégringola l'escalier dans un bruit de tonnerre.

Dans la rue il ôta son couvre-chef et s'épongea le front de sa manche.

C'était une consolation de songer que Macquart n'avait pu jeter l'amarre sur Curlewis, mais une assez triste consolation, vu que le capitaine en était à sa dernière demi-couronne. Il descendit la rue en retournant ce fait dans son esprit.

Le gaillard d'avant, voilà tout ce qui lui restait à envisager, le gaillard d'avant, dernière ressource de l'arrière-garde des gens de mer, et suprême menace du destin !

Hull, jadis maître-marinier d'assez bonne réputation, avait été réduit plusieurs fois par la suite à s'engager comme simple matelot.

Il lui était arrivé, dans les dernières années, de dormir dans le poste d'équipage, et voici que la même perspective se représentait à lui.

Au coin de la rue, il s'était arrêté les mains dans les poches, maudissant alternativement sa propre déveine et Macquart, lorsque quelqu'un l'interpella.

— Capitaine Hull, dit Screed, j'ai un mot à vous dire.

— Comment ! fit Hull, le reconnaissant, mais c'est monsieur...

— Screed, oui, c'est mon nom. Je voudrais causer avec vous une minute ; descendez la rue avec moi, nous pourrons converser en chemin. Je puis vous être utile. Maintenant, dites-moi, qu'est-ce que toute cette histoire au sujet du dénommé Macquart? Que savez-vous sur son compte?

— Ce que je sais sur son compte? rugit le capitaine, c'est que jamais pire coquin n'a marché sur deux pattes !

— Je le sais, dit Screed, ou du moins je sais que c'est un chenapan de premier ordre. Voici de quoi il s'agit : il est venu faire à l'un de mes amis une proposition au sujet d'un trésor enterré en Nouvelle-Guinée. Maintenant, dégagez votre esprit de toute opinion préconçue : connaissez-vous quelque chose à alléguer contre cette proposition? Je veux dire, est-elle absurde ou sincère?

Le capitaine garda un moment le silence, puis déclara :

— Oh ! je la crois assez bonne. Je pense que l'or existe et que le type essaie d'y arriver depuis des années, mais il est si extraordinairement pervers qu'il ne peut réussir à mettre la chose en train. Il m'a filouté avec cette histoire, et à San-Francisco nous avions presque trouvé un bonhomme disposé à financer l'expédition quand le Macquart jugea à propos d'escroquer un ami du bailleur de fonds, pour une somme insignifiante, et la combinaison tomba dans le lac. Il finit par rafler toute ma galette et me laisser ivre-mort dans un bar de San-Lorenzo, voilà quatre ans. Or je ne suis pas riche, mais je suis loyal en affaires. J'ai fait passer des armes en contrebande et pratiqué un tas de combines pas très correctes, mais je ne suis pas un déclassé, au ban de la société. Macquart en est un, et voilà pourquoi je veux lui mettre le grappin dessus. Je veux lui cogner la tête, j'en grille, j'en...

— Ne parlez pas de cogner des têtes, conseilla Screed. C'est une mauvaise solution et vous perdrez votre temps. Macquart a organisé son expédition par l'intermédiaire d'un de mes amis, et doit partir avec deux autres hommes pour ramasser cet or ; la seule chose qui me tracasse est qu'avec un fieffé coquin de cette espèce, il pourrait bien se faire que...

— Je vous comprends, interrompit le capitaine. Il pourrait bien

se faire qu'il mît les deux autres dedans. Il le fera certainement.

— Les autres sont de braves gens, continua Screed ; je les ai avertis de se tenir sur leurs gardes et je les avertirai de nouveau, mais il faut prendre toutes les précautions, et c'est là où vous pouvez jouer un rôle. Vous êtes leur aîné, et vous connaissez ce gaillard-là plus intimement qu'eux. Eh bien, capitaine, j'ai un emploi pour vous. Sortez de Sydney aujourd'hui de façon à n'avoir aucune occasion de rencontrer Macquart, et venez me voir demain matin à huit heures. Voici ma carte avec mon adresse.

Le capitaine Hull prit la carte entre un doigt et un pouce énormes.

— Je viendrai, dit-il, mais je dois vous avouer sincèrement que je suis dans la panade, absolument fauché. Une demi-couronne, voilà tout ce qui me reste, et Dieu sait où je trouverai un sou de plus !

— Voici un souverain, fit Screed. Ménagez-le. Surtout ne buvez pas, car cela gâterait tout, et Sydney est plein de tentations. Allez-vous-en dans quelque localité sur la rade, mangez tant que vous voudrez, mais de grâce ne buvez pas, et surtout gardez votre langue. Ne mentionnez à personne cette affaire ni mon nom ; autrement je me retire et vous pourrez courir après Macquart.

Écoutez, capitaine, vous avez une chance de faire fortune dans la combinaison. Rappelez-vous cela et ne perdez pas la plus belle occasion de votre vie. Je passe pour un veinard, et toutes les affaires que j'entreprends réussissent. Neuf cent quatre-vingt-dix-neuf hommes sur mille se retireraient de cette entreprise sachant ce que je sais sur le compte de ce Macquart. Eh bien, cela ne me rebute pas. Je n'attache pas plus de valeur à la nature d'un individu qu'à celle d'un jeton, tant que son plan est bon, et que, connaissant cette nature, je puis prendre mes précautions contre cet homme.

— Je crois qu'avec Macquart il vous faudra prendre beaucoup de précautions, dit Hull.

— C'est précisément la conclusion à laquelle je suis arrivé, riposta Screed.

CHAPITRE VI

L'équipement.

Tillman et Houghton ignorant tout de l'incident Hull, et Macquart ne sachant rien de l'entrevue de Screed avec le capitaine, l'approvisionnement du *Barracouda* et sa préparation pour la mer se poursuivirent sans encombre.

Une chose que remarqua Tillman, c'est que Macquart établissait sa résidence à bord et ne voulait plus quitter le yawl.

Un jour, Tillman ayant besoin d'envoyer un message en ville au sujet d'articles d'armement qui n'étaient pas arrivés, demanda à Macquart d'y aller, et celui-ci refusa en alléguant qu'il avait mal au pied.

Macquart dormait à bord et faisait sa propre cuisine. Tenu par une terreur mortelle de Hull, il se montrait à peine sur le pont, et dès qu'un canot débordait du rivage, il examinait par un sabord avant de venir le recevoir.

— Je ne puis m'imaginer ce que peut bien avoir Macquart, dit Tillman à Houghton. Il me fait l'effet d'un homme qui se cache.

— C'est en effet un drôle de particulier, répondit Houghton. Je soupçonne qu'il doit de l'argent à terre. Quoi qu'il en soit, cela ne nous regarde pas.

En vérité ils avaient assez à faire sans s'inquiéter de Macquart.

Bien que le *Barracouda* fût considéré comme prêt à prendre la mer, il restait toutes sortes de choses à remettre en place et auxquelles il fallait penser, étant donné que l'expédition pouvait durer six mois ou plus. Ainsi on avait oublié les outils et matériaux de calfatage. Screed n'étant pas marin, ils devaient tout inspecter et revoir par eux-mêmes. En outre Screed, bien qu'ayant déclaré mettre un millier de livres sterling dans l'affaire, regardait terriblement à la dépense ; ils devaient lui démontrer la nécessité du moindre article et fréquemment batailler pour obtenir ce qu'ils voulaient.

— Si j'avais connu Screed pour un pareil grippe-sou, je ne me serais pas engagé dans l'affaire, disait un jour Tillman avec dégoût. J'ai dû lui faire une scène à propos des provisions. Je veux des vivres pour neuf mois, il n'en a prévu que pour six. Je lui ai dit catégoriquement que cela ne pouvait pas marcher ainsi. Il semblait croire que nous pouvions nous ravitailler là-bas sur la côte de Guinée : cela lui est bien égal que nous nous trouvions à court ! Toutefois j'ai eu le dessus sur ce point. Je lui ai déclaré que nous ne trouverions rien là-bas que de la bêche-de-mer (1) et des noix de coco. Bien entendu je parlais sans savoir. Il se peut qu'il y ait là des magasins bien achalandés, mais c'est peu probable ; enfin il a cédé. Et puis il y avait les armes : trois fusils Winchester et trois pistolets Colt, automatiques, tel a été mon ultimatum, avec deux cents cartouches pour chacun. Mille tonnerres, ce qu'il a glapi ! Mais j'ai obtenu ce que je voulais.

(1) La bêche-de-mer est un poisson comestible qui se rencontre dans les eaux du Pacifique. Il s'en fait, dans les îles océaniennes, un commerce important.

— Il fait bien des embarras au sujet de son millier de livres, répondit Houghton. Je ne crois pas que cet équipement lui en coûte plus de trois cents. Le *Barracouda* ne représente pas de l'argent à fonds perdus, il pourra le vendre quand nous reviendrons.

— Si nous revenons, vous voulez dire, rectifia Tillman. Nous allons courir un terrible risque, ne vous y trompez pas.

— Je ne crains pas le risque.

— Qui parle de le craindre? Le risque constitue tout le plaisir de l'aventure. Je vous jure que j'en ai plein le dos de rester ici à Sydney et de savoir chaque jour ce qui va m'arriver. Je veux partir et vivre ma vie!

— Je suis dans les mêmes dispositions, affirma Houghton.

Un examen minutieux montra que la toile du canot pliant était pourrie par endroits. Screed suggérait un raccommodage, mais Tillman tint bon pour un youyou ou un canot de toile neuf, et fit prévaloir son point de vue.

De même on s'aperçut à l'essai que la grand'voile de rechange aurait été déchiquetée par la moindre bourrasque ; la toile ne dure pas longtemps sous les tropiques, même quand on s'en sert rarement.

Enfin Screed dut consentir, bien que de mauvaise grâce, à l'achat d'une ancre du large brevetée.

Screed présentait cette particularité que, tout en discutant pied à pied pour le moindre liard et la moindre vétille, il se montrait prodigue pour les choses qu'il considérait comme essentielles. Ainsi, encore qu'il gémît et grognât pour quelques mètres supplémentaires de toile à voile, les cartes, boussoles, sextants (dont un de réserve) et le chronomètre achetés par lui étaient tout ce qu'on pouvait trouver de meilleur.

L'équipement de l'expédition dura quinze jours au lieu d'une semaine. La veille du départ, au soir, Tillman, après un dernier coup d'œil pour voir si tout marchait bien, s'assit sur le pont entre Houghton et Macquart, près de l'écoutille du salon.

— Eh bien, dit-il, c'est fini. Tout est à bord, même le tabac . vingt-cinq livres de « Navy Plug » nous dureront un bon moment, d'autant plus que j'ai décidé les armateurs à y ajouter cinq boîtes de cigares de Bornéo par-dessus le marché. Il n'y a pas de boissons, à part six bouteilles de whisky en guise de médecine et un flacon de chlorodyne.

— Vous avez oublié une chose, déclara Hougton. Supposons qu'il nous arrive un accident?

— Eh bien, alors? demanda Tillman.

— Où sont vos instruments et accessoires de chirurgie?

Tillman renâcla.

— A quoi nous serviraient-ils sans chirurgien? Il ne faut pas qu'il nous arrive d'accidents. Nous ne pouvons pas nous payer ce luxe-là. Croyez-vous donc que nous allons faire une croisière en yacht?

— Je sais un peu remettre les fractures, dit Macquart, et je connais le moyen d'arrêter le saignement d'une artère, ou du moins, je le connaissais jadis.

A ce moment, une forme sombre émergea de l'écoutille du gaillard d'avant, se redressa, puis marcha vers le bordage et s'y appuya, regardant la rive.

C'était Jacky, le nègre engagé par Streed comme cuisinier et aide-matelot de pont.

Jacky était habitué à la mer. Il savait gouverner et était remarquable comme rameur. On avait pensé prendre d'abord deux indigènes, mais à la réflexion Screed n'en avait choisi qu'un et avait bien fait : dans une expédition de ce genre il vaut toujours mieux réduire au minimum l'élément indigène. Les noirs ne pensent guère qu'autant qu'ils peuvent causer entre eux.

Tillman, ayant vu hisser le fanal d'avant, fuma une autre pipe ; puis les trois aventuriers descendirent se coucher, sans se douter de la surprise que Screed leur réservait pour le lendemain matin.

CHAPITRE VII

Le « Barracouda » met à la voile.

Tillman était sur le pont un instant avant le lever du soleil, quand l'astre se montra sur les collines. Macquart et Houghton le rejoignirent en bâillant et se frottant les yeux. Jacky sortait de la cuisine et y rentrait comme un diable, préparant le déjeuner, et l'air était rempli du grésillement et de l'odeur du lard frit.

La matinée était délicieuse. Les mouettes blanches pêchaient dans les fronces bleues des vagues et un vent tiède et régulier soufflait vers les passes.

Jacky, abandonnant un instant la cuisine, descendit dans la cabine pour mettre le couvert, tandis que les autres musaient sur le pont ou conversaient appuyés au bordage, guettant le canot qui devait amener Screed et le pilote.

— Du diable si ce nègre ne me rappelle pas un kangourou qui saute ! dit Tillman ; et il semble avoir douze paires de mains ; regardez-le faire la cuisine et mettre le couvert en même temps ; et pour

monter les provisions à bord il était plus actif qu'une demi-douzaine d'agiles maîtres d'hôtel.

— Regardez ! dit Houghton. Voici le canot !

Un bateau peint en blanc s'éloignait du quai, avec deux rameurs et deux hommes à l'arrière.

— Ce canot n'est pas celui du pilote, dit Tillman. Je distingue bien Screed ; mais qui est le personnage à côté de lui?

Macquart, debout, s'abritait les yeux d'une main et observait l'embarcation qui approchait. Puis il tourna le dos et descendit.

Quand le canot aborda, Tillman abaissa l'échelle et Screed monta sur le pont suivi de son compagnon ; celui-ci était le capitaine Hull.

— Ainsi, vous voilà prêts à partir, dit Screed. Eh bien, je vous amène un camarade, un de mes amis, le capitaine Hull, qui est aussi un vieil ami de Macquart. Il vous accompagnera en qualité de subrécargue. Il connaît le métier à fond, et comme vous êtes un peu à court de personnel, vous le trouverez utile. Mais où est donc Macquart?

— En bas, répondit Tillman, stupéfait de cette nouveauté dans le programme. Mais ceci, je l'avoue, est une surprise. Puis-je vous dire deux mots?

Il mena Screed à l'avant.

— Pourquoi diantre nous amenez-vous ce type-là? demanda-t-il. Je me souviens de lui : un matin il a rencontré Macquart dans la rue et ils sont partis ensemble. Qu'est-ce que cela signifie? Quelle est au juste la situation?

— Je vais vous le dire, déclara Screed. Macquart est un des plus fieffés coquins qui aient vécu sur terre. Jusqu'à ces derniers temps je n'étais pas complètement renseigné sur son compte. Hull est son antidote. Veuillez me faire confiance en cette affaire, car mes intérêts sont les vôtres. Macquart vous aurait mis dedans, vous et Houghton, comme des gosses au berceau, si vous étiez partis seuls avec lui. Hull est la poigne de fer avec laquelle je le tiendrai. Hull a été escroqué par lui. Hull en sait assez long pour le mettre entre les mains de la police ; il est assez fort pour lui tenir la dragée haute et assez franc pour me convenir. C'est un ange en comparaison de Macquart.

— Mon Dieu ! s'écria Tillman, quel singulier équipage entassé dans ce malheureux bateau de quatre sous !

— Oh, tout marchera très bien. Mais n'oubliez jamais que vous avez une bombe dangereuse à bord en la personne de Macquart. Placez votre confiance en Hull et prenez son parti s'il arrive des ennuis. Je lui ai promis de tout vous dire pour vous mettre sur vos gardes. Ne vous emballez pas là-dessus : ne vous échauffez pas à l'idée

que ce Macquart est le pire des coquins : il l'est certainement : un demi-million de livres sterling dans une cachette indique une félonie quelconque. Très probablement Macquart, voilà des années, a assassiné John Lant. J'en suis à peu près sûr, mais nous n'avons pas à nous en inquiéter. Ce que nous voulons, avant tout, c'est mettre la main sur l'argent. Maintenant, venez à l'arrière. Macquart est en bas, dites-vous? Très probablement pour ne pas être aperçu de Hull. Je vais les mettre en présence l'un de l'autre.

Il se dirigea vers l'arrière, puis descendit dans la petite cabine, suivi de Tillman, de Houghton et de Hull.

Macquart, assis à table, avait commencé à déjeuner, de pain et d'une boîte de sardines. Frappé de stupeur par l'apparition de Hull en compagnie de Screed dans le canot, il s'était imaginé que toute l'expédition était dans le lac, et s'empressait de se gaver avant de recevoir sa feuille de route.

Cependant Screed, en entrant dans la cabine, semblait parfaitement indifférent ; en fait, il souriait.

— J'ai amené à bord un de vos amis, dit-il, le capitaine Hull ; il m'a demandé de se joindre à cette expédition et j'y ai consenti. Il naviguera avec vous en qualité de subrécargue. Le voici.

Hull, entré le dernier dans la cabine, s'arrêta un instant à regarder Macquart, qui s'était levé, et sur la figure large duquel un sourire s'épanouissait graduellement. On aurait pu croire qu'il retrouvait dans la personne du capitaine un frère depuis longtemps perdu.

— Tiens, mais c'est mon cher ami Joë ! fit le capitaine Hull. En croirai-je mes yeux? Ah, Joë, tu as engraissé depuis que je t'ai perdu de vue la dernière fois. Vraiment tu parais prêt à claquer de prospérité. J'en reste confondu !

Le visage de Macquart ne laissait rien transpirer de ce qui se passait en lui. Il tendit la main à Hull.

— Ceci est une surprise, en effet, dit-il. Ainsi tu viens avec nous? Eh bien, tout est pour le mieux. Un navigateur capable est toujours utile, quand bien même nous serions un peu à l'étroit.

Il s'assit et se servit une autre sardine ; et cet instant suffit à Screed pour entrevoir le caractère formidable de cet individu capable de supporter de pareille manière le coup terrible qu'il venait de recevoir.

Jacky était descendu sur leurs talons avec un grand plat de lard frit et d'œufs ; et l'équipage entier, bien qu'à l'étroit, prit place à table, tandis que le noir remontait chercher le café.

Houghton, le seul qui ne comprît pas le nouvel incident, s'étonnait que Screed leur imposât au dernier moment cet étranger ; il

se rappelait vaguement la physionomie de Hull, entrevue certain matin voilà une quinzaine de jours ; mais il ne dit rien. C'était une initiative de Screed, et si Tillman était satisfait, lui-même n'avait pas à se plaindre.

— Eh bien, messieurs, dit Screed comme le repas tirait à sa fin, le pilote ne va pas tarder à venir à bord et le vent est favorable. Je veux vous dire un dernier mot. Cette expédition représente bien des choses pour nous tous. Le capitaine Hull que voici sait ce que nous cherchons, et en ce qui concerne sa part il s'arrangera avec M. Macquart sans toucher aux vôtres ni à la mienne. Il faut qu'aucun dissentiment ne s'élève entre vous. Travaillez en vue du but commun, car c'est seulement de cette manière que vous tirerez profit de la chose. Quand vous reviendrez ici avec ce que vous allez chercher, vous ne trouverez aucun ennui, aucune difficulté à prendre vos parts. Dès que j'aurai l'or en mains, je signerai à chacun de vous un chèque pour la somme qui lui reviendra.

Vous pourriez croire que ma participation dans cette affaire ne consiste qu'à équiper ce bateau et vous faire partir ; mais vous seriez loin de compte. Mon aide véritable se manifestera quand vous débarquerez ici avec le trésor. Fourrez-vous bien ceci dans la tête : quand même vous auriez le *Barracouda* rempli de souverains jusqu'aux panneaux, vous seriez pauvres, tout simplement parce que vous ne pourriez pas convertir ces souverains en un crédit de banque ; vous ne les apporteriez en sécurité dans aucun port du monde sans être flairés par les changeurs de monnaie ou la douane... Voilà tout ce que j'avais à dire.

Il se leva de table. En parlant il observait attentivement les traits de Macquart et avait bien cru y démêler l'ombre d'un sourire, un vague soupçon de moquerie. Il ne pouvait en être sûr, mais se sentait plus satisfait que jamais d'avoir mis Hull dans la combinaison.

Ils montèrent sur le pont juste au moment où le pilote arrivait dans son canot automobile.

Tillman, à qui étaient dévolues les fonctions de patron, car, mieux que Hull, il s'entendait à la conduite des petits bateaux, avait arrêté les rôles de quart dans une conférence tenue la veille ; il avait choisi Jacky pour veiller avec lui comme quart de bâbord, et attribué le quart de tribord à Houghton et Macquart.

La venue de Hull ne modifierait pas cet arrangement : il se déclara prêt à agir comme travailleur de supplément et à aider de toute façon utile.

— Je ne suis pas difficile, dit-il. Toute ma vie j'ai été habitué aux

mâts, aux vergues et aux gaillards d'arrière. Je dois avouer que cette boîte à savon est une nouveauté pour moi et que ces manœuvres de mouchoirs de poche, de crocs et de bouts-dehors sortent de ma spécialité. Si M. Tillman que voilà s'y connaît mieux que moi, eh bien, qu'il soit mon patron : et s'il n'est pas très calé sur la navigation, ma foi, il pourra compter sur moi pour lui donner un coup de main.

Il parlait sincèrement. Hull à bord du *Barracouda* se trouvait hors de son élément autant qu'une truite dans un aquarium d'enfant. Il avait coutume de prendre ses aises ; le gréement en goélette le déconcertait. Bien qu'il fût habitué aux voiles de grande surface, la grand'voile du *Barracouda* lui semblait hors de proportion avec sa coque et le balancement du gui l'inquiétait. De fait, il était obsédé par l'idée de la petitesse du bateau ; mais cette obsession devait s'effacer à la longue.

Le pilote, un ami de Tillman, supposait qu'ils allaient visiter les îles et était venu pour leur dire au revoir plutôt que pour les guider.

Quand il monta à bord, Screed serra la main à tout le monde et redescendit à terre. L'ancre fut virée à long pic. Hull, Houghton et Jacky se mirent au guindeau. Le foc et la grand'voile furent établis et l'ancre fut levée.

Tillman était à la roue. La sensation de chose vivante que lui produisit le petit bateau une fois délivré de la vase le fit tressaillir, et sa façon de répondre à la barre le charma. Traînant en remorque le canot du pilote, le *Barracouda* dépassa l'une après l'autre les anses de la superbe rade ; glissant sur le vent comme une mouette, il enfila le chenal, et bientôt, telle une enchanteresse présentant d'une main la fortune et de l'autre la mort, s'étala devant eux l'immensité bleue et l'éternelle jeunesse du Pacifique.

CHAPITRE VIII

Les argonautes.

Le pilote les avait quittés, le chenal était franchi et ils laissaient à bâbord arrière le doigt blanc du phare de Macquarie.

Le nègre Jacky s'agitait dans le petit gaillard d'avant pour y mettre les choses en ordre, et Tillman regardait ses compagnons, l'immensité de la mer et l'entrée de la rade reculant dans le lointain ; pour la première fois il se rendait compte de la vraie nature de cette

expédition et des obligations qu'il avait assumées d'un cœur si léger.

Bobby Tillman avait été un de ces jeunes gens de Sydney dont les principales occupations dans la vie consistent à dépenser de l'argent, assister aux régates et aux courses, vivre trop bien et se remettre de leurs excès. Partir à l'aventure pour aller reprendre un demi-million de livres en or caché dans un fleuve de la Nouvelle-Guinée lui avait paru une entreprise superbe, et il s'y était engagé avec enthousiasme. Ici, devant la mer et ses camarades, le fait qu'entre toutes les opérations celle-ci était la plus désespérée et la plus scabreuse s'imposait à son esprit et y éveillait le sentiment de sa responsabilité.

Si l'équipage du *Barracouda* se fût composé de marins pieux, et si l'objet de leur recherche eût été une cachette bourrée de bibles destinées à être distribuées aux païens, le voyage n'aurait pas été dépourvu de risques. Mais l'or était le but de leur investigation, et l'or de l'espèce la plus dangereuse, sous forme d'un trésor abandonné.

Ce n'est pas à cela que songeait Tillman en gouvernant. Il passait en revue ses douteux compagnons comme s'il les voyait pour la première fois.

Il connaissait Houghton et pouvait se fier à lui ; en Macquart il devinait un coquin, tant d'après un vague instinct que d'après ce qu'en avait dit Screed, et le trait le plus inquiétant chez lui était ce coup d'œil furtif de démon dans une personnalité par ailleurs fascinatrice.

Hull lui paraissait beaucoup plus facile à comprendre. Imposé au dernier moment par Screed comme un frein destiné à agir sur Macquart, Hull portait sur son visage un certificat de son caractère : ce n'était pas une référence de premier ordre, loin de là ; néanmoins, Tillman sentait intuitivement qu'on pouvait compter sur Hull beaucoup plus que sur l'autre. Jacky, le nègre, représentait une quantité absolument négligeable.

Tel était l'équipage, auquel Tillman avait affaire, qu'il lui fallait maintenir dans l'union et avec lequel il devait affronter la mer, des indigènes et les passions que pouvaient susciter la nature des recherches et celle des chercheurs.

Tillman ne flancha point. Cet optimiste au cœur léger qui badinait avec la vie, cet habitué des champs de courses, ce pilier du bar Lampert se rendit parfaitement compte de toutes les difficultés et dangers de sa situation, mais ne s'en soucia pas outre mesure. Il se sentait établi sur un roc inébranlable, sur le fait que le *Barracouda* se révélait à la mer comme un magnifique bateau. Debout, il actionna la roue jusqu'au moment où le phare de Macquarie s'effaça dans le

appela Jacky pour le remplacer, lui indiqua la direc-

Hull et Houghton à l'abri du bordage.

Tous trois s'assirent sur le pont près de Macquart, qui faisait ses raccommodages, et Tillman, sortant une carte sommaire des parages de l'Australie orientale, se mit à expliquer aux autres la route qu'ils devaient suivre.

— Nous voici, dit-il, presque à la hauteur de Broken Bay, à deux mille huit cents au plus du cap York et du détroit de Torrès. Nous maintenons notre route actuelle jusqu'à ce que nous arrivions au trentième degré de latitude, c'est-à-dire juste à la hauteur des îles Solitaires. Alors nous appuyons au nord, comme ceci, jusqu'à ce que nous soyons au niveau de la Grande Ile de Sable. Nous gardons la même direction jusqu'à 20° de latitude en évitant la queue de la Grande Barrière de Récifs, puis nous piquons hardiment au nord-nord-ouest à travers la mer de Corail, puis au nord-ouest vers le détroit. Nous restons en dehors de la Barrière de Récifs, comprenez-vous? Les vapeurs de toutes les lignes et la plupart des bateaux de commerce naviguent en dedans, mais nous naviguerons en dehors. J'en ai causé avec Screed. Il voulait me faire passer à l'intérieur en serrant la côte, mais j'ai décidé le contraire. Nous ne sommes pas pressés et nous prendrons toute la place voulue en mer. A la hauteur du cap Grafton la mer est assez difficile. Il y a les îles Madelaine Cays et le récif Holmès : il nous faut passer entre les deux.

— Combien de temps nous faudra-t-il pour atteindre le détroit? demanda Houghton.

— Quarante jours pleins si nous avons du beau temps, répondit Tillman. Au cas contraire, deux mois peut-être. Voyez-vous, nous avons le courant contre nous.

— Eh bien, je ne suis pas homme à me plaindre si la traversée devait durer douze mois, fit Hull. Une bonne table et une navigation sans anicroches, voilà tout ce que je souhaite, pourvu qu'on ne me sépare point de mon ami Mac que voici. Mac et moi sommes frères siamois, pas vrai, Mac?

Mac émit un grognement. Il avait pris dans sa poche une pipe et du tabac et était en train de couper la carotte.

Tillman s'étonnait. Il tenait de Screed que Hull avait une dent contre Macquart, qui lui avait joué un sale tour. Il ne connaissait pas toute la profondeur du fossé qui séparait ce couple peu banal. Néanmoins, scandalisé du ton persifleur de Hull, il essaya de changer le sujet de conversation, mais Hull persista dans son attitude.

— Nous avons couru les mers ensemble et toujours partagé comme des frères, n'est-ce pas, Macquart? Et voici que nous naviguons et partageons comme autrefois.

— Hé oui, dit Macquart.

— Et quand nous aurons atteint le but, nous serons tous les deux riches. Hein, Macquart, nous roulerons en voiture, toi et moi?

— C'est vrai. Il y en aura assez pour tout le monde. Je suis un type simple et il ne me faut pas grand'chose sur terre pour être heureux. Il y en aura assez pour nous tous... quand nous aurons rapporté la galette en toute sécurité.

Houghton, qui ne saisissait pas les sous-entendus de la conversation, crut devoir placer son mot :

— Bon Dieu ! dit-il. Ce sera splendide si nous la rapportons. Je n'ai jamais connu la valeur de l'argent jusqu'au jour où je m'en suis trouvé dépourvu, et je n'ai cru réellement à cette expédition que depuis que nous sommes en route.

— Maintenant il nous faut la mener à bon port, dit Tillman, et cela exigera de sérieux efforts.

Il se leva et se dirigea vers l'arrière, suivi de Houghton.

Hull et Macquart se trouvèrent seuls pour la première fois. Hull, qui venait de bourrer sa pipe, l'alluma et en tira quelques bouffées. Après un moment de silence, il demanda :

— Mac, quels sont ces deux types que tu as mis dans l'affaire?

— Eh, tu devrais le savoir, répondit Macquart, étant donné que depuis quinze jours tu étais dans la manche de Screed.

— C'est exact, dit le capitaine. Mais il faisait diantrement noir dans cette manche-là. Il m'a bien caché et bien nourri, mais il ne m'a soufflé mot de rien, sauf la promesse de me mettre sur un pied d'égalité avec ce vieux copain Mac.

— Vas-tu me dire qu'il ne t'a rien dit au sujet de cette expédition?

— Si, il m'en a dit assez pour me faire comprendre qu'il s'agit toujours de l'idée que tu poursuis depuis des années. L'or de Guinée était ton refrain favori voilà quatre ans à San-Francisco, quand tu m'a assommé avec une drogue et laissé en plan à San-Lorenzo. Et c'est l'or de Guinée que tu cherches encore maintenant. Je sais cela. Ce que je veux savoir maintenant, c'est deux choses : d'abord, qui sont ces deux types-là et quel est leur rôle dans l'affaire?

— Oh ! ce sont deux types de Sydney, dit Macquart, rien d'épatant ; Houghton arrive d'Angleterre ; il s'est trouvé échoué à Sydney et je l'ai rencontré dans le Domaine. Tillman est un marin de premier ordre pour faire marcher un bateau comme celui-ci. T'attendais-tu à me voir le mener seul?

— Pas le moins du monde, sans quoi je ne serais pas venu à bord pour t'aider moi-même, Mac. Voyons, je t'ai cherché comme un enfant perdu depuis que tu m'as glissé entre les mains devant ce bureau de tabac. A aucun prix je ne voulais te laisser entreprendre

seul cette traversée, sois-en sûr. En bien, maintenant, arrivons au second point : quel est ton but?

— Que veux-tu dire?

— Je veux dire ce que je dis. Je t'ai toujours vu organiser ou essayer d'organiser des expéditions pour aller chercher ce trésor. Est-ce de la blague ou est-ce réel? Y a-t-il là-bas du pognon ou rien du tout?

— Je te donne ma parole d'honneur...

— Je n'accepterais ta parole d'honneur pour rien au monde, dit le capitaine. Je ne voudrais pas t'en priver, Mac ; réponds-moi : est-ce réel, et sinon, où veux-tu en venir? Si tu me joues un tour de cochon, moi je te donne ma parole d'honneur que je te tordrai le cou. Il n'y a pas de police, ici, Mac, ni de jury, ni de coroner.

— Tu peux accepter ce que je te dis comme la pure vérité, dit Macquart. L'or est là-bas et il n'y a qu'à l'enlever.

En parlant il levait la tête et dilatait les narines comme pour renifler l'odeur du trésor.

Une grande mouette passa dans le ciel bleu ; son ombre balaya le pont blanc et la voile gonflée du *Barracouda*, et la brise apporta son cri tandis qu'elle fuyait sous le vent.

Houghton était descendu. Tillman, penché sur la lisse de l'arrière, fumait et contemplait le sillage du yawl. Jacky se tenait au gouvernail.

— L'or est là aussi sûr que je suis ici, continua Macquart, à moins qu'un tremblement de terre n'ait englouti le talus du fleuve.

— Ou que quelqu'un ne soit venu le chercher, suggéra Hull.

— Qu'entends-tu par là? demanda Macquart.

— Voici : je t'ai rencontré voilà quatre ans et tu parlais de cette ruche à miel. Je te retrouve aujourd'hui et tu en parles encore. A combien de gens as-tu donné la tâche d'entreprendre cette affaire? Voilà ce que je voudrais savoir.

— A personne, répondit Macquart, pas à âme qui vive. C'est la vérité du bon Dieu que depuis notre rencontre à San-Francisco, voilà quatre ans, jusqu'à l'autre jour, je n'ai pas trouvé un seul type capable de m'être utile. Comment l'aurais-je pu, alors que je courais le monde en guenilles? Une fois ou deux j'ai eu l'occasion de gagner un peu d'argent, et j'en ai profité, mais la veine a tourné contre moi. C'est la pure vérité : depuis que je t'ai vu pour la dernière fois, la malechance m'a poursuivi. Puis j'ai rencontré Tillman là, dans un bar de Sydney, et j'étais tellement enlisé dans la mélasse que je lui ai tout dégoisé en prenant un verre : il a pris feu là-dessus. Puis j'ai fait la connaissance de Houghton, l'autre type, dans le

Domaine ; je l'ai présenté à Tillman et le résultat, c'est que nous sommes ici.

— C'est juste, dit Hull. Nous sommes ici en effet.

Macquart le regarda du coin de l'œil.

— Ce que je n'arrive pas à comprendre, dit-il, c'est comment tu y es, toi. Nous deviendrons meilleurs amis si nous sommes francs l'un envers l'autre. (Hull émit un petit rire bref à ces paroles.) Et même l'amitié mise de côté, tu as éveillé ma curiosité. Comment diable as-tu mis la main sur Screed?

— Je vais te l'expliquer. Quand tu m'as joué ce tour de cochon en disparaissant devant le bureau de tabac, j'ai aperçu ces deux types, Tillman et Houghton, dans un bar. Me souvenant de les avoir vus en ta compagnie, j'ai écouté leur conversation. En rapprochant les faits, j'ai vu la chose claire comme deux et deux font quatre, et j'ai mis le grappin sur Screed. Screed n'a pas de toi une opinion bien flatteuse, Mac, surtout depuis que je lui ai raconté la façon dont tu m'as mis dedans à San-Francisco. Screed sait que je te connais, toi et tes tours de chien, et il m'a mis à bord pour veiller à ce que tu joues franc jeu avec ces deux pauvres malheureux jeunes gens. Je suis ton tuteur naturel, Mac, jusqu'à ce que nous rapportions le magot en sûreté à Sydney, et alors je deviendrai ton associé. Il faudra m'abouler la moitié de ce que tu ramasseras. Tu comprends cela, Mac?

— Quand nous aurons rapporté la galette à Sydney, tu pourras prendre la moitié de ma part, dit Macquart. Je ne prétends pas être satisfait que tu t'octroies ce droit. mais le fait est que tu as l'avantage sur moi et qu'il ne me servirait à rien de regimber.

— A rien du tout, confirma Hull, et il m'est agréable d'être en bons termes avec toi pendant tout le voyage et jusqu'à notre retour chez nous ; mais ne va jamais t'imaginer que je sois endormi. Même en ronflant sur le dos, je garde un œil ouvert sur toi, Mac, et mes deux poings sont prêts à t'aplatir si tu veux me jouer un de tes tours de singe.

Il se leva et se dirigea vers l'arrière pour prendre son tour au gouvernail, laissant Macquart à quelque rumination...

H. DE VERE STACPOOLE.

(Traduit de l'anglais par LOUIS POSTIF.)

(*A suivre.*)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

L'ART D'ÊTRE ROI

Il n'en est pas de plus difficile, puisque c'est l'art de construire et de conduire les nations. Il l'en est pas dont la nécessité ait été plus discutée dès le jour où on a voulu faire croire aux démocraties qu'elles pouvaient voler de leurs propres ailes et que les tuteurs devenaient des entraves au progrès. La logique, qui ne perd jamais ses droits, a infligé de dures leçons à ces prétentions. La divagation des démocraties sans guide est certainement un des phénomènes les plus caractéristiques de notre temps.

Le rôle de chef avait pu donner l'illusion qu'il tendait à s'effacer devant l'organisation aristocratique des élites. Nous parlons d'illusion, car il n'y a peut-être pas de conception plus contraire à la réalité que celle du souverain soliveau d'une monarchie strictement parlementaire. La publication des correspondances de Léopold Ier et de la reine Victoria aurait suffi à tuer la légende, même si nous n'avions pas le souvenir de l'action décisive d'un Édouard VII. Aujourd'hui encore n'avons-nous pas sous les yeux le spectacle étonnamment instructif de tous les Anglais sans distinction d'opinion, guettant avec un loyalisme plein d'anxiété la lutte du roi Georges contre la mort, parce qu'ils se rendent très exactement compte que le roi est le vrai trait d'union de l'empire le plus composite qui soit au monde.

Nous serions curieux de savoir ce qu'en pense M. Guglielmo Ferrero qui prétend avoir découvert un déclin du principe monar-

chique. Dans le cas de Georges V, on ne peut invoquer l'éclat de la personnalité. C'est bien le prestige de l'institution elle-même qui joue. Et encore nous nous trouvons là en présence d'un organisme qui conserve de vieux cadres très forts. Que dire alors de ceux dont les cadres ont été sinon brisés, du moins gravement ébranlés par l'évolution démocratique?

Nulle part peut-être l'appel de l'autorité ne se réveille d'une manière plus impérieuse que dans les démocraties dites éclairées, parce que ces démocraties le sont juste assez pour discerner la faillite des élites désorganisées et l'impuissance des politiciens. Heureux alors ceux qui trouvent l'ancre de la monarchie pour évoluer sans brusque rupture de continuité. Imaginez ce qui se passe en Italie et en Espagne depuis quelques années sans la direction royale. On le peut d'autant plus facilement que l'expérience a été faite jadis par les Espagnols. L'entreprise de Primo de Rivera devient alors une aventure à la Prim. On retombe dans l'ère des pronunciamientos au lieu d'assister à l'élaboration d'une nouvelle formule de monarchie représentative des activités réelles de la nation. Le rôle de Victor-Emmanuel est peut-être plus accusé encore dans ce qui distingue d'une simple dictature le fascisme constructeur de Mussolini.

Et voici que les Yougoslaves nous apportent une nouvelle démonstration. Et une démonstration bien plus significative encore parce qu'elle vient d'une nation considérée comme pure entre les pures démocraties, fidèle entre toutes au régime des Assemblées parlementaires. Appréciation à vrai dire fort discutable et qui prouve combien les opinions se fondent sur les apparences plus que sur les réalités.

Démocrate, certes, le régime serbe l'est et l'a toujours été si on entend par là qu'il n'y a jamais eu dans ce pays d'aristocratie ni terrienne, ni ploutocratique, ni même intellectuelle. Un peuple de paysans menés par deux dynasties rivales, dont l'une a sombré parce qu'elle n'avait pas le souci de l'indépendance nationale et l'autre n'a connu un éclatant retour de fortune que parce qu'elle a su reprendre les traditions du libérateur national Georges Le Noir : cas-type de la nation en croissance et qui n'est peut-être pas arrivée à son dernier stage. Rien qui ressemble moins au concept arbitraire du peuple, pacifique parce qu'il est peuple. Dans ce peuple, un seul animateur solide : l'armée, qui élève et renverse les trônes, qui réunit les tronçons séparés de la nationalité, qui retient les désordres et les politiciens.

C'est bien là le fond de l'histoire serbe et nous ne savons rien

de plus plaisant que l'aventure de ceux qui imaginent découvrir, dans ces événements, le facteur nouveau du sabre. Comme si les deux hommes qui viennent d'apparaître sur le devant de la scène ne tenaient pas depuis longtemps les ficelles dans la coulisse. L'un, le général Hadjitch, est ministre permanent de la guerre. L'autre, le général Jinkovitch, commandant de la garde royale, est un des anciens conjurés de la Main Noire qui a ramené les Karageorgevitch sur les cadavres d'Alexandre Obrenovitch et de la reine Draga, qui a préparé les guerres balkaniques et conduit la grande guerre. Après le mystérieux complot de Salonique, le groupement a changé de nom, il est devenu la Main Blanche. Il reste une organisation occulte, affiliée à la franc-maçonnerie qui tient tout en Yougoslavie.

Peut-on même dire qu'il y ait eu une façade parlementaire pendant la longue période d'hégémonie du parti radical. Rien ne ressemble moins au véritable parlementarisme que la longue dictature de Pachitch. Un homme à poigne, un reître en redingote, groupant autour de lui une faction qui monopolise les sièges des députés et les places, conduisant aux urnes des masses illettrées par des fonctionnaires caporalisés. Nous ne disons pas que ce système ait été mauvais pour les Serbes. Il leur a permis de traverser de rudes épreuves et de tripler leur territoire. Si quelqu'un a pu s'en plaindre, ce ne sont pas ceux qui ont entraîné l'Europe dans leur querelle avec les Habsbourg. L'occasion qu'ils ont fournie de refaire le vieux continent a été assez belle pour qu'ils en gardent quelque fierté. Ce qu'il importe c'est de se souvenir de la leçon et de ne pas être dupe de ceux qui présentent le vieux régime serbe comme un exemple de démocratie pacifique et organisée. Même sous la rude férule de Pachitch, appuyé par la Main Blanche, le vieux régime serbe n'a été qu'une dictature militaire sous un camouflage politicien. Depuis que le vieux lion a disparu, la façade politicienne en s'effritant, a découvert l'armature qui n'est certainement pas fâchée de trouver l'autorité d'un roi pour la couvrir.

Voilà exactement le mécanisme du coup d'État qui s'est produit à Belgrade le 6 janvier. L'opinion française doit bien le comprendre, car il ne manque pas de gens pour essayer de faire dévier une manifestation qui constitue à tous les égards un précédent désagréable. Pensez donc ! un roi qui n'hésite pas à prendre ses responsabilités, à flétrir le gâchis des politiciens, à rallier autour de lui la confiance des masses lasses d'anarchie et des grands intérêts avides d'ordre. Un roi qui ose proclamer que seul il est capable non seulement de mettre fin au gâchis intérieur, mais d'empêcher la dislocation de

l'État. On préfère essayer de représenter le jeune souverain comme le jouet des militaires.

Mais la situation est trop claire pour qu'il soit possible de l'obscurcir. Les militaires ont été pendant des générations les vrais maîtres à Belgrade sans pouvoir empêcher les zizanies des factions, le gaspillage des deniers publics, la démoralisation de l'administration. Si ces troubles n'ont pas été le facteur déterminant de la crise, ils n'en sont pas moins un élément si important qu'avant toute autre mesure, l'ère nouvelle réclame un grand coup de balai. Ce coup de balai, c'est le souverain qui le décide. Ce ne sont pas les militaires, dont la première préoccupation est de se garer des responsabilités.

Il a bien fallu pourtant trancher dans le vif parce qu'il y a un abcès plus purulent que les vices de la politique et de la bureaucratie. Il y a les fâcheux déboires de la constitution du royaume yougoslave qui risquent de transformer en ennemis les frères à peine réunis, serbes, croates et slovènes. C'est surtout pour conjurer ce péril que les Slaves du sud appellent l'autorité du jeune souverain, mûri prématurément par l'épreuve, conscient de sa mission et résolu à employer les grands moyens.

Que serait-il arrivé en Yougoslavie si le roi Alexandre n'avait pas pris l'affaire en mains? C'est très simple, le royaume se serait disloqué. Bien plus, la catastrophe n'aurait pas attendu le début de 1929.

Il y a beau temps que le souverain est le seul facteur de cohésion contre les tendances centrifuges. Le sentiment même de l'unité de race a été refoulé par le choc des passions et le froissement des intérêts. Tout est élément de division, et la religion, et les atavismes, et la culture, tout jusqu'à l'alphabet même. Rarement faillite a été plus complète que celle de la tentative de centralisation faite par la constitution du Vidovdan.

Et pourtant cette constitution, votée en 1921, ne manquait pas de logique. Ne fallait-il pas battre le fer quand il était chaud, profiter de l'enthousiasme de la victoire pour fondre le bloc national? N'était-il pas naturel de couler ce bloc dans le moule serbe, puisque les Serbes avaient dirigé l'œuvre de la libération, assumé les sacrifices, surtout parce que seuls ils avaient des cadres et des traditions politiques. Le dernier argument était irrésistible. Si les Serbes avaient conservé une organisation politique forte, ils auraient triomphé. Le mal est venu du fait que l'organisme politique serbe a craqué au moment décisif.

Ce n'est pas l'épreuve seule des adaptations nationales qui a déterminé la ruine. La crise est avant tout une crise des institutions dé-

mocratiques. Tant que les masses illettrées se sont laissé mener, la vieille Serbie a pu maintenir un gouvernement oligarchique. Dès que les Serbes, paralysés par les divisions intestines, se sont trouvés incapables de mener le jeu, ils ont accepté de faire des concessions aux Croates et aux Slovènes. Ils les ont admis au partage du pouvoir. Mais alors les Croates ont prétendu à leur tour mener la barque et avec des revendications absolument contradictoires. D'une part, ils prétendent interdire aux autres de se mêler de leurs affaires ; d'autre part, ils prétendent régenter l'ensemble des affaires yougoslaves.

Voilà le fond de la crise qui a tourné à l'aigre quand le drame du 20 juin a couché, dans l'arène sanglante de la Skoupchtina, Stepan Raditch et deux de ses lieutenants, rejetant les Croates dans une opposition intraitable. Depuis lors, toutes les tentatives de solution parlementaire ont échoué, parce qu'il n'y a pas de conciliation entre les défenseurs disqualifiés des routines périmées et les champions incertains d'un avenir fort imprécis. C'est ce qu'exprime très bien le manifeste émouvant du roi Alexandre. Le roi se lance hardiment dans la mêlée parce qu'il se rend compte que lui seul peut arrêter la débâcle. Il va au-devant du désir des intelligences et des honnêtetés, devine l'instinct secret des masses. Surtout il accepte le testament de Stephan Raditch, cet extraordinaire trublion, versatile passionné, étonnante incarnation d'un peuple d'éternels mécontents, dont la clairvoyance éveillée au bord de la tombe a su au moins léguer à ses fidèles un bon conseil : « Ralliez-vous autour du roi qui seul peut nous sauver. »

Est-il encore temps? L'avenir le dira. Ce qui est certain, c'est que l'unité yougoslave ne peut être conservée que par une autorité forte, indépendante, respectée de tous, sûre de son avenir, capable de grouper en un solide faisceau de larges autonomies provinciales. Cette autorité n'existe que chez le souverain qui a su montrer déjà sur les champs de bataille, dans les conseils, dans la diplomatie, qu'il cultive l'art d'être roi. Le premier art d'un roi est de discerner les véritables aspirations et les possibilités de son peuple, de ne pas confondre les innovations et le progrès.

Voilà l'erreur fatale qu'a commise le pauvre Amanullah, qui découvrait l'Occident, il y a un an à peine, et qui a payé de sa couronne la faute d'avoir confondu les éléments forts de la civilisation et l'imitation puérile de certaines de ses manifestations les plus discutables. Le cas n'est pas nouveau. Rappelez-vous l'aventure du jeune sultan Abd-el-Aziz. Lui aussi avait voulu jouer avec son sceptre. Lui aussi avait subi la séduction de l'auto et du cinéma. Encore

ses fantaisies n'étaient-elles que jeu d'enfant auprès de celles du réformateur afghan.

Prétendre introduire M. Homais dans les bottes de Pierre le Grand est une de ces gageures qu'on ne peut tenter qu'avec une armée forte, fanatisée par la victoire. Encore faudra-t-il voir comment finira l'épisode de Mustapha Kemal. Ce qui est dès maintenant acquis, c'est que la méthode turque est capable de mettre les têtes au bout d'une potence pour les coiffer du chapeau. Si les députés de la grande assemblée d'Angora portent le veston, ils sont soumis à la discipline de fer du parti du peuple. Si les finances du nouveau régime turc ne sont pas beaucoup mieux administrées que celles de l'ancien, elles trouvent des contribuables habitués à la tyrannie du fisc, et le fanatisme national a apporté un dérivatif aux convictions religieuses froissées par le débordement d'anticléricalisme.

Rien de tel en Afghanistan. Le jeune Amanullah a trouvé non pas un peuple, mais un conglomérat de tribus que tout divise et la configuration du pays coupé en deux par l'Hindou Kouch, et l'ethnographie qui réunit sur le même territoire des Pathans, des Persans, des Turco-Tartares et des Mongols, et la religion même qui met aux prises les Sunnites et les Chiites.

De tous ces disparates, la sagesse d'Abdur Rahman avait su faire une nation. Celui-là avait compris le progrès. Il s'était rendu compte que, pour un pays voué à servir de tampon de choc entre les Russes et les Anglais, le plus prudent était de se renfermer sur lui-même. Ce ne fut pas sa moindre habileté de conclure avec les Anglais le traité de 1895 qui lui apportait chaque année un joli paquet de millions. Grâce à ce régime, les Afghans connaissaient les bonheurs d'un peuple sans impôts. Après avoir heurté simultanément les habitudes, les convictions religieuses, les intérêts mêmes de ses sujets, il ne manquait au jeune Amanullah que d'ajouter le poids de l'impôt du sang à celui de l'impôt d'argent et d'affronter la révolte avec une armée en désarroi et un trésor vide. Voilà le chemin qui conduit à l'abdication.

Les seuls qui aient quelques raisons de se féliciter de l'aventure sont les Anglais, dont Amanullah avait repoussé toutes les avances pour faire des grâces aux Turcs et aux Soviets. Encore une manifestation d'un esprit vraiment progressif. Le revirement est si favorable que certains vont jusqu'à se demander jusqu'à quel point il est purement spontané. On ne voit pas pourtant ce que les Anglais auraient à gagner à l'heure actuelle au développement d'un foyer de troubles sur la frontière de l'Inde.

Saint-Brice.

LES LETTRES

LE PRIX MORÉAS ET SES LAURÉATS

Le prix fondé par Jean Moréas prend place maintenant parmi les grands prix littéraires de l'année. Il y a plus d'une raison de s'en réjouir. D'abord il n'est pas indifférent qu'à côté des romanciers, à qui l'on prodigue tant d'éclatantes récompenses, les poètes ne soient pas oubliés. Et puis, si ce prix de poésie doit représenter, non seulement une distinction pour celui qui le reçoit, mais aussi un encouragement et une sanction de certaines formes de la poésie, il n'est pas moins important que la tradition ainsi perpétuée soit celle de Jean Moréas. Or, il semble précisément que le jury ait voulu, cette année, attirer l'attention du public sur deux poètes fidèles à cette tradition : d'abord en décernant le prix à M. Philippe Chabaneix, puis en exprimant le regret de n'avoir pas vu figurer parmi les candidats M. Lucien Dubech. Si les œuvres de ces deux poètes ont été distinguées, ce n'est sans doute pas seulement pour leur excellence, mais pour leur caractère propre au sein de la poésie contemporaine.

A vrai dire, la tradition léguée par Jean Moréas se confond assez étroitement, depuis une trentaine d'années, avec celle de toute poésie digne de ce nom. « C'est Moréas, disait naguère M. Philippe Chabaneix, qui nous permet aujourd'hui d'écrire des vers. » Le service que l'auteur des *Stances* a rendu à la poésie française, entre 1890 et 1900, c'est de l'avoir sauvée, de la même façon qu'Anatole France avait sauvé la prose, quelques années auparavant. C'était le temps où il n'était pas un ami des beautés de la langue qui ne fût anxieux de « la

réparation de notre français », selon le mot d'un critique d'alors. Relisons les lignes que M. Charles Maurras écrivait en 1896, quand on lui demandait qui devait être prince des poètes : « ... Le sceptre de la poésie était tombé en une sorte de déshérence depuis la mort d'André Chénier... Soit le malheur des temps, la décadence de la langue, l'affaiblissement des esprits ou le règne odieux de la populace dans les lettres, soit quelque autre raison, ont fait que notre France se trouvait justement le plus pauvre de poésie lyrique au moment même où tout le monde se mêlait de chanter et pensait même défier un Racine ou un La Fontaine... Jean Moréas m'est le signe vivant de la poésie nationale. Il en porte la destinée »... Dans une très large mesure tous les poètes qui ont suivi la réaction dont Moréas fut l'initiateur à la fin du siècle, peuvent donc être rattachés à ce guide et à ce maître. Certains d'entre eux, néanmoins, sont encore plus proches de lui. M. Lucien Dubech est de ceux-là.

Est-ce parce qu'à l'exemple de Jean Moréas, il a écrit des *Stances* qui font parfois penser aux grands modèles dont elles sont imitées?

Le beau visage humain ni le divin amour,
Ni la mélancolie assise au pied des tombes,
La vaste mer, la terre où j'ai reçu le jour,
Ta cruelle beauté, grande nuit, quand tu tombes;

Le secret mouvement où toute passion
Porte mon cœur rapide, agité comme l'onde,
Ni les jeux du destin — ni toi-même, Apollon —
Rien n'emplit mon désir plus vaste que le monde.

La parenté, entre les deux poètes, est plus étroite que cette ressemblance formelle. Elle tient à un même souci de ne pas laisser déborder, par une inspiration trop véhémente, les moyens d'expression du poète. C'est le danger dont Moréas avait vu la poésie menacée, au moment où le romantisme aboutissait à ses dernières conséquences.

Le poète se méfie de toute divagation lyrique. Un art discipliné retiendra et mesurera ses élans, dût son inspiration souffrir d'être enfermée parfois dans le cadre de poèmes un peu étroits. N'est-ce pas aussi la leçon de Malherbe, cet autre maître que M. Dubech invoque en ces termes :

Toi qui cachas ton cœur farouche
Ainsi qu'un secret sous tes vers...

Et c'est « à l'humanité d'un beau chant », aux formes classiques du vers français, que le poète demande les règles qui donneront à

son lyrisme l'expression la plus sûre, la plus efficace. Au demeurant, cette poésie, qui redoute par-dessus tout les ardeurs folles et incohérentes, se plaît à chanter les sentiments puissants qui enchaînent le cœur de l'homme à sa terre, à son foyer, à ses aïeux. La fidélité à sa race et à son pays, le retour à la terre natale tel que l'a chanté du Bellay, voilà les thèmes où M. Lucien Dubech trouve ses meilleures inspirations, soit qu'il invoque les toits :

O toits humains, amour et volonté des morts,

ou ses aïeux :

O vous ma chair, mon souffle et ma cité...
O voix de tous les morts qui gouvernent nos cœurs.

soit qu'il proclame ses titres de noblesse :

Je suis un paysan de France,
C'est-à-dire un très grand seigneur...

La poésie restaurée par « l'Athénien honneur des Gaules » s'enracine, avec M. Lucien Dubech, au plus vif et au plus profond de la terre française. Les vers de ce « paysan », né tout près de la Touraine, ont la franche saveur des meilleurs fruits qui poussent sur notre sol. Et la sagesse dont ils sont chargés est empreinte à la fois de bon sens et de finesse, à l'image du vieil esprit dont maint habitant de nos provinces a conservé l'héritage.

En M. Philippe Chabaneix, nous trouvons moins un disciple direct de Jean Moréas qu'un poète venu à sa rencontre, par goût de disciplines analogues. M. Philippe Chabaneix est le benjamin des poètes fantaisistes ; et les fantaisistes sont des lyriques qui, dix ou quinze ans après l'œuvre de Moréas, ont réagi de la même façon que lui contre des tendances qui n'étaient pas encore complètement vaincues.

On sait ce qu'est la Fantaisie, au sens où l'entendent les poètes qui l'ont prise pour enseigne de leur groupe : un badinage de l'artiste, qui sert à cacher les peines de l'homme ; un sourire dont se voilent des larmes que la pudeur retient de couler. Mais il faut se souvenir de ce qu'elle représentait il y a vingt ans, quand elle parut dans notre littérature. Un historien du mouvement fantaisiste, M. Gaston Baissette, l'a dit en des termes qui montrent fort bien l'analogie de ce mouvement avec la direction donnée à la poésie par Moréas. « C'est, écrit-il, le cri de la raison, s'élevant contre cent ans de désespoir systématique, d'inspiration livrée aux forces vives de la sensibilité. Le

romantisme achève son cycle ; le symbolisme paraît se ramifier en racines ténues jusqu'aux étages du subconscient. L'esprit se rappelle avec délice la limpidité des sources classiques, a soif de la fluide maîtrise qui coule dans les modes traditionnels. Il se souvient que la poésie sait nous donner la souveraine conscience de notre humanité, nous maintenir dans l'état victorieux où l'on triomphe de soi comme de l'univers. » Ce triomphe de soi-même, les fantaisistes ont demandé à un autre maître que Moréas le moyen de l'obtenir, et Paul-Jean Toulet leur a enseigné les jeux dangereux de l'ironie. Il y a déployé lui-même une virtuosité sans égale. Un Tristan Derème, un Francis Carco, un Philippe Chabaneix ont suivi les exemples qu'il leur donnait.

Il n'y a plus rien à dire, sur l'usage de l'ironie en poésie, après le « dialogue de Pierre et Paul » que M. Charles Maurras a recueilli naguère dans son volume *Barbarie et Poésie*. Pierre — c'était M. Maurras lui-même — y montrait que l'ironie bride le lyrisme et le fait grimacer. Paul — c'était M. Jacques Bainville — goûtait dans l'ironie le tempérament salubre qu'elle apporte à la poésie quand celle-ci s'abandonne à des extravagances. Tous deux avaient raison. Il n'est pas de poésie ironique qui ne soit une poésie mineure. Mais, après Heine et Musset, l'exemple des fantaisistes montre quel refuge certains poètes ont pu trouver dans l'ironie, quand ils voyaient autour d'eux le lyrisme céder à d'inquiétantes divagations.

Cependant une telle contrainte n'a qu'un temps, et il n'est pas de vrai poète qui accepte de la prolonger s'il se sent assez fort pour laisser son chant s'élever librement. Ceux qui avaient compris les sourires mouillés des fantaisistes ne s'y sont pas trompés. Il y avait en chacun d'eux un élégiaque dont l'ironiste étouffait la voix. L'élégiaque aujourd'hui finit par l'emporter. On l'a bien vu quand M. Tristan Derème a donné pour suite aux jongleries de sa *Verdure dorée* les admirables poèmes du *Livre de Clymène*. On l'observe également quand on lit tour à tour les poèmes composés depuis dix ans par M. Philippe Chabaneix, et recueillis sous le titre *le Bouquet d'Ophélie*.

Ah! ne va point, Gaby, céder au sentiment

écrit-il à la fin d'un quatrain. Ne point céder au sentiment, ou du moins que nul ne soupçonne la concession, voilà ce qui hante les fantaisistes. Mais bannir le sentiment du lyrisme, quelle gageure ! Aussi bien, faute de laisser parler son cœur, notre poète est-il toujours des plus concis. Voici comment il traite, à sa manière, le thème fameux qui a inspiré *le Lac* et la *Tristesse d'Olympio* :

Les colombes neigeaient sur les toits. Les allées
Étaient pleines d'essors de robes envolées.

L'élan clair des jets d'eau jaillissait des bassins,
Hélène, et le désir faisait battre tes seins
De vierge sous l'azur de ton joli corsage.
Maintenant c'est encor le même paysage,
Il y a, comme avant, des oiseaux dans le parc
Et des fleurs; mais l'Amour brandit ailleurs son arc.

Cette brièveté voulue arrête l'émotion au moment même où elle allait naître. C'est à dessein, semble-t-il, que M. Chabaneix donne à son lecteur un plaisir aussi léger, aussi fugitif que les impressions notées dans ses poèmes délicats. Le goût acide de l'humour rehausse ces divertissements. Les amours dont il chante la fin mélancolique sont trop passagères pour être vraiment décevantes. Pour faire la part assez belle à l'ironiste, M. Chabaneix s'est gardé de trop émouvoir le poète.

Cela est vrai, du moins, de la plupart des poèmes qu'il a publiés jusqu'à ce jour. Mais, ainsi que nous le disions tout à l'heure, voici que M. Chabaneix consent lui aussi à laisser s'exprimer une poésie plus profonde. Ce n'est pas que le souffle en soit beaucoup plus puissant ; mais l'accent en est plus sincère ; nul apprêt ne la retient. Des vers comme ceux-ci sont caractéristiques de cette évolution :

LA MORTE

Est-il un rêve sur la terre
Entre les rêves les plus beaux
Qui soit comparable en mystère
Au pur silence des tombeaux;

Et, pauvre morte, sur la terre
Est-il encore des secrets
Qui vaillent l'ombre solitaire
Du chaste amour que mes regrets
N'abandonnent pas sous la terre?

Une plainte comme celle-là dépasse de loin tous les chefs-d'œuvre de la poésie fantaisiste. Nous aimons que la qualité de l'inspiration soit digne, chez M. Philippe Chabaneix, de son art achevé. Et nous ne regrettons pas, quand elle ne paraît point dans ses vers, la pointe d'érotisme qui, trop souvent, l'apparente aux petits poètes du dix-huitième siècle. Ce jeune poète a le sens de la musique, il possède le don majeur : celui de faire chanter les mots. On serait heureux qu'il s'y livrât tout entier et que la contrainte à laquelle il s'est plié jusqu'à présent ne l'ait retenu que pour préparer de plus beaux élans.

André Rousseaux.

L'HISTOIRE

A TRAVERS L'HISTOIRE DE FRANCE

Une série de livres nouveaux nous engage à faire à travers l'histoire de France un voyage instructif et agréable.

Nous partons du quinzième siècle. Deux anciens registres de comptes permettent à M. Pierre Champion de reconstituer une année du règne de Louis XI. Comme ces registres mentionnent surtout les menues dépenses royales, dons de piété, aumônes, pourboires, etc., l'ingénieux et savant auteur a dû les compléter par d'autres documents de première ou de seconde main, tous textes imprimés ou inédits qu'il connaît mieux que personne. Ainsi, dans le court espace d'une année, il trouve le moyen de faire entrer, sinon la vie entière du roi, du moins ses gestes, ses coutumes et son caractère, qui expliquent sa politique (*Calendrier royal pour l'an* 1471, Grasset).

L'année 1471, dont il s'agit, compte peu de grands événements et tient peu de place dans les mémoires et les chroniques. C'est pourtant l'année où Commines quitte la cour de Bourgogne pour passer à celle du roi. Année de préparation et d'attente : Louis XI et le Téméraire, chacun avec une grosse armée, se guettent le long de la Somme. Le roi ressaisit d'abord Amiens et quelques autres cités picardes, mais, en même temps, il apprend l'échec de ses plans en Angleterre. Henri VI de Lancastre et son ministre Warwick, qu'il a soutenu de ses deniers, sont battus et évincés par Édouard IV d'York, le beau-frère du Téméraire. Il faut donc temporiser, car une descente anglaise sur nos côtes est possible. Louis conclut alors avec Charles

une trêve de trois mois — trêve que, sur la fin de l'année, il s'offrira même à rendre définitive. Il ira jusqu'à restituer Amiens, pourvu que son cousin de Bourgogne devienne son allié fidèle contre les ennemis de la France.

Qu'est-il donc arrivé? A l'Ouest, François II, duc de Bretagne, s'agite de nouveau. Aux Pyrénées, Gaston de Foix et son gendre, le comte d'Armagnac, intriguent ou complotent. Sur la frontière des Alpes c'est la cour de Savoie, alliée de Louis, que l'on tente de débaucher. Enfin, le frère cadet du roi, Charles, duc de Guyenne, — un simple, dont les ennemis du royaume abusent — s'est de nouveau enfui, et il est d'accord avec les conjurés... C'est à cette nouvelle coalition que Louis XI doit faire face. Dislocation du Nord et du Midi, de l'Est et de l'Ouest, cette menace pesant encore sur le pays à la fin du quinzième siècle, quelle perspective imprévue! L'unité française ne s'est donc pas faite toute seule?

Louis triomphera, mais à force de prudence et de patience. Comme le remarque M. Pierre Champion, s'il ressemblait peu à ses aïeux immédiats — ce roi simple et bourgeois d'aspect tranchait sur la ligne brillante et chevaleresque des Valois (cependant son bisaïeul s'était appelé Charles V le Sage), — il évoquait, par contre, ses ancêtres plus lointains, les Capétiens directs, ceux que M. Champion appelle « unitaires », hommes forts et avisés qui se méfiaient des guerres et leur préféraient de bons contrats — surtout des contrats de mariage. Tandis qu'il plie sous l'orage et poursuit son obscur travail diplomatique, Louis XI dit avec modestie : « Moyennant l'aide de Dieu, j'ai espérance que ce sera la fin des Bourguignons. » La piété de ce profond politique étonne encore bien des esprits. Éternel pèlerin, il allait de ville en ville visiter et prier Notre-Dame, toutes les Notre-Dame de cette France qu'il s'agissait d'unir. Quand il mourut, sa tâche plus qu'à demi faite, c'est encore à Dieu et à Notre-Dame qu'il rendait grâces. Il le disait en ce même sens où le prenait, au siècle suivant, le grand Ambroise Paré : « Je le pansay, Dieu le guarist. »

* * *

Poursuivant l'histoire de son robuste aïeul le maréchal, M. le duc de La Force nous montre en 1621 un des derniers sursauts de la féodalité, cette lutte des protestants du Midi suspendue par la trêve de Montpellier et qui, au moins autant qu'une guerre religieuse, fut une suprême révolte des grands féodaux.

Le marquis de La Force devait à sa qualité d'ancien compagnon d'Henri IV les charges de capitaine des gardes du roi, de gouver-

neur de Béarn et de vice-roi de Navarre. Il vivait indépendant et presque tout-puissant dans son gouvernement. Le pays formait encore un royaume distinct de la France, à laquelle il n'était uni que par leur commun roi. En 1569, un édit de Jeanne d'Albret y avait saisi les biens du clergé et proscrit le culte catholique. Henri IV s'était bien gardé de l'abroger. Le gouverneur La Force, protestant convaincu, pour ne pas dire fanatique, regardait cet état de choses comme juste et légitime ; il se mit en état de révolte ouverte quand Louis XIII voulut réparer la spoliation commise par sa grand'-mère, rendre au clergé ses biens et aux catholiques du Béarn les droits dont les protestants jouissaient dans le reste de la France.

« Admirons la patience de Louis XIII, » dit M. le duc de La Force, que l'esprit de famille n'égare pas. Le roi fut long à sévir contre le vieux serviteur de son père et, même après de tristes mois de guerre, où le révolté défendit victorieusement contre lui la ville de Montauban, Louis XIII aima mieux transiger que châtier.

On trouve dans ce livre, d'une érudition fine et d'une lecture aisée (*Le Maréchal de La Force*, t. II, Émile Paul, éd.), des jugements sains, entre autres sur les périls trop évidents que faisait naître le maintien de l'édit de Nantes. Cet édit, d'après M. de La Force, avait concédé au parti protestant, « toujours campé dans le royaume, et toujours en armes, des villes de sûreté qu'il aurait dû rendre au bout de huit ans, qu'il avait gardées avec l'autorisation royale et dont le roi entretenait chaque année les garnisons et les murailles au prix de cent cinquante mille écus. Fort de cent cinquante places de guerre, séditieux dans ses assemblées pleines de « fous de synodes » et de « fronts d'airain », — suivant l'expression de Henri IV qui les avait vus, dans leur folie et leur obstination, toujours prêts à tendre la main aux ennemis de la France — cet État dans l'État pouvait devenir un État contre l'État. » Les tendances du parti étaient déjà ouvertement républicaines. Le roi se plaignait que le cercle protestant d'Orthez, dont l'autorité s'étendait à toute la contrée, « établît dans son État une république ». L'assemblée de La Rochelle se vanta dans son manifeste, qui suscita le soulèvement de 1621, « d'avoir rédigé les lois fondamentales de la république des Réformés. » République par certains côtés aristocratique et même féodale (car il n'y a rien de simple, tout est complexe en histoire), — république un peu semblable à celle des Provinces-Unies de Hollande et dont le duc de Rohan eût été le stathouder.

La figure de Louis XIII, avec son charme un peu mystérieux, est en cet ouvrage attentivement et l'on dirait presque amoureusement dessinée. L'adolescent timide, que chacun croit pouvoir gouverner,

surprend un jour son entourage, sinon par sa volonté, du moins par sa science. C'est avant le siège de Montauban. Tout le monde se demande où peut bien être ce château de Piquecos qui doit devenir le quartier général : « Soudain Louis XIII demanda du papier, une plume et de l'encre. Son historiographe Bernard et les seigneurs témoins de cette scène le virent alors avec admiration dessiner en quelques traits de plume la carte du pays. De La Française (à quatre lieues au nord-ouest de Montauban) jusqu'à Négrepelisse (à quatre lieues au nord-est), chaque détail figurait à sa place, marqué avec la science et l'exactitude d'un géographe consommé. En historien avisé, Bernard recueillit aussitôt l'autographe royal. L'habileté du roi ne le surprenait pas outre mesure. Louis XIII, en effet, avait étudié passionnément la topographie, la fortification, l'art des sièges... » Il en donna des preuves plus éclatantes encore longtemps après, au siège de Casal en Piémont. C'est à son étude patiente et obstinée des lieux que l'armée française dut de prendre la ville.

*
* *

Si le Rochelais Nicolas Gargot, dit Jambe-de-Bois, ne fut pas ce qu'on appelle un homme heureux, ce fut un homme d'une bravoure et d'une constance héroïques, et ses compatriotes ont été bien avisés de rappeler sa mémoire dans un bon et beau volume (La Rochelle, éditions Rupella, Ch. Millot, éditeur).

Bien qu'il ait signé *de Gargot* et *de la Rochette-Gargot*, ce héros n'était point noble, mais issu d'une famille assez modeste de marchands et de marins, ce qui ne l'empêcha pas, du reste, de devenir capitaine de navire, et, tout au moins temporairement, chef d'escadre. Sa vie est un extraordinaire tissu d'aventures. Né en 1619, il navigue dès l'âge de treize ans. En 1636 et 1637 il s'embarque sur la flotte qui combat les Espagnols dans la Méditerranée. En 1638, il passe en Amérique et devient lieutenant du gouverneur de l'Acadie. De retour en France en 1645, le maréchal de La Meilleraye le nomme commissaire de l'artillerie dans son armée, et le voici qui sert à terre. Un coup de mousquet, au siège de La Mothe en Lorraine, lui fait perdre la jambe droite. C'est ainsi qu'à vingt-six ans il mérite son glorieux sobriquet de « Jambe-de-Bois ».

Il rentre dans la marine et, en 1647, il commande un vaisseau dans l'armée navale envoyée à Naples. En 1648, il fait la guerre de course à bord du *Léopard*. C'est à ce moment que s'engagent ses démêlés avec le comte du Dognon, gouverneur de l'Aunis, intrigant rusé, mais homme avide et méprisable, que Saint-Simon a appelé « le plus grand fourbe du royaume. » Ce grand seigneur dépouille indigne-

ment de ses prises le corsaire et le molestе plus indignement encore.

Le recours à la reine mère et au cardinal Mazarin met Gargot à l'abri de sa vengeance. Le capitaine peut même se rembarquer. Mais Du Dognon a semé la zizanie à bord du *Léopard*, dont l'équipage se mutine en pleine mer, le 28 mars 1651. Le commandant, trahi, tombe criblé de blessures. Il en réchappe, cependant, mais pour devenir prisonnier des Espagnols, auxquels les mutins le livrent. Après de longs mois de captivité, à peine adoucis par le beau regard d'une Andalouse, Gargot rentre en France sur la fin de l'année 1652, c'est-à-dire en pleine Fronde. Le comte du Dognon, son persécuteur, a pris le parti des princes, mais, voyant que le vent tourne, il est assez adroit pour négocier avec la cour. Jusqu'à la fin, Gargot trouvera devant lui, combattant tous ses projets, ou lui en enlevant le bénéfice, cet adversaire lâche et jaloux.

Ses aventures, ses souffrances et les longues méditations qu'elles ont fait naître, l'ont amené à se convertir — car il était né protestant. En 1655 il va en Italie servir le duc de Modène, qui lui donne le commandement de son artillerie. Mais, au siège de Pavie, il est fait prisonnier et les Espagnols ne le libèrent que contre rançon.

En 1660, est-ce la fortune qui lui sourit? Voici un brevet du roi qui lui donne la concession et le gouvernement de Terre-Neuve, avec le titre de comte de Plaisance (nom du principal port de l'île). Mais la concession lui échappe et jamais il n'exercera la charge. C'est Fouquet qui a fait les frais de l'expédition : quoi qu'on pense du fameux surintendant, c'est en effet de lui que date notre premier établissement à Terre-Neuve. La fortune de Gargot s'effondre avec la disgrâce de Fouquet et cette qualité d'ami ou de protégé du ministre déchu ne sera pas sans accroître l'audace de ses ennemis.

Le hardi capitaine ira, deux ans plus tard, dans l'île qu'il aurait dû gouverner, mais ce sera simplement pour y conduire deux vaisseaux chargés de colons. Il y retournera en 1663, mais pour apprendre que ceux qu'il a débarqués se sont, presque tous, entre-tués et pour faire bonne et prompte justice des coupables. Après une dernière mission maritime sur les côtes de Suède, il reviendra, au mois de décembre 1664, mourir prématurément à La Rochelle.

Nous voici au début du règne de Louis XIV. Une nouvelle série de livres, trop longue et trop importante pour trouver place dans cette chronique, nous mènera jusqu'à la Révolution.

Paul Ballaguy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. AIMÉ BERTHOD

M. Aimé Berthod, professeur de philosophie au lycée Saint-Louis et député cartelliste du Jura, est né à Champagnole (Jura), le 9 août 1878. Il fut élu, en avril 1911, député de Saint-Claude, battu en 1914 par un socialiste, et ne rentra au Parlement, avec la majorité du Cartel, que le 11 mars 1924. Aux dernières élections, M. Berthod, abandonnant aux socialistes son arrondissement de Saint-Claude, se faisait élire à Lons-le-Saunier, mais il se faisait battre quelques mois après dans ce même arrondissement où il briguait le mandat de conseiller général pour le canton de Saint-Amour.

Telle est la biographie parlementaire de M. Aimé Berthod. Il n'était pas inutile de le rappeler, puisque M. Berthod, qui a d'ailleurs été sous-secrétaire d'État de M. Painlevé, et dont il a été question un moment pour les affaires d'Alsace-Lorraine, vient de se signaler à l'attention en exposant la thèse des radicaux-socialistes vis-à-vis du ministère Poincaré, et en adressant à la gauche radicale, pour l'inviter à rallier le Cartel, un appel que MM. Daladier et Frossard devaient compléter par la suite.

M. Berthod, qui ne manque pas de talent, et pour qui M. Poincaré ne dissimule pas son estime — il a même dit son admiration! — a été un bon élève du lycée Henri IV et de l'École normale supérieure, avant de faire une carrière politique. Il unit, dans son attitude parlementaire, la courtoisie la plus systématique, et d'ailleurs la plus naturelle, à une rigidité, non moins systématique, de principes radicaux

socialistes. Aucune considération personnelle, il l'a démontré, ne peut faire fléchir cette rigueur et, victime à plusieurs reprises d'offensives socialistes, battu successivement par M. Varennes et M. Lissac, il a montré qu'il n'en gardait pas rancune dès que la doctrine du parti voulait qu'on ne tînt plus compte de ces injures. Soldat discipliné de l'armée valoisienne, et ne discutant pas la formule nouvelle, et d'ailleurs logique, du radicalisme cartelliste, il a eu l'honneur d'être designé par son parti pour exprimer toute sa pensée dans la présente bataille politique.

Il nous plaît donc d'étudier M. Berthod, moins parce qu'il vient de se rappeler à l'actualité, que parce qu'il est un type assez représentatif, avec son tempérament propre, de ce qu'on a appelé la « République des professeurs ».

Il apparaît bien que si M. Berthod n'avait pas tenu à s'inféoder à cette République des professeurs, éclose depuis une dizaine d'années, tout devait le séparer du sectarisme valoisien. Je dis tout : sa courtoisie, sa bonne foi, son sens critique, la modération naturelle de son esprit, la psychologie politique de son département et sa position électorale particulière.

M. Berthod, en effet, personnellement, est de rapports aimables et d'humeur conciliante, tellement conciliante que j'ai entendu plusieurs des modérés, ignorant sa véritable position politique, le représenter comme un collaborateur possible d'une œuvre d'union nationale. Il n'est pas défendu de rappeler que ceux-là mêmes que préoccupe le plus objectivement et le plus sincèrement le problème d'Alsace-Lorraine, ont cité à plusieurs reprises le nom de M. Berthod comme celui d'un des hommes qui, par son indépendance, sa loyauté et le caractère objectif de son action, était susceptible de résoudre ce problème.

Non seulement, en effet, M. Berthod est courtois, mais dans les conversations particulières, dans la sérénité des controverses théoriques, il apparaît à son interlocuteur comme dégagé de tout sectarisme. Cette observation particulière peut d'ailleurs s'appliquer à plusieurs de ses collègues qui ne sont intraitables qu'en troupe et soumis à la discipline collective. Ajoutons tout de suite que M. Aimé Berthod n'a rien de cette malhonnêteté intellectuelle qui caractérise par exemple M. Herriot et qu'on ne peut s'attendre à le voir seconder une action déterminée au moment où il vient d'affirmer des positions contraires à cette action.

Par ailleurs, dans le Jura, les radicaux-socialistes sont dans une situation très délicate, placés entre une force conservatrice considérable, énergique et bien organisée, et une force socialiste qui s'affirme de plus en plus conquérante. Il est arrivé à plusieurs des politiciens de ce département de ne pouvoir se tirer d'affaire en cette conjoncture délicate qu'en passant au Sénat. M. Charles Dumont, notamment, qui a été, au point

de vue religieux, le plus déterminé, le plus haineux et le plus primaire des sectaires, en dépit de sa culture distinguée, a pu s'affirmer impunément comme un conservateur résolu, dès qu'il lui a été permis d'échapper, par le Luxembourg, aux nécessités électorales et à la discipline du Cartel. Mais nul n'a oublié les polémiques retentissantes qui ont mis aux prises le bon Ponsot avec les socialistes en général et avec M. Léon Blum en particulier. C'est que Ponsot, qui est un laïque impénitent et qui ne déteste pas, en dépit de la délicatesse de son goût, « manger quelquefois du curé », a l'épiderme assez sensible, supporte malaisément les injonctions sarcastiques et s'est rendu compte, un des premiers, que le Cartel ne pouvait s'unifier et s'harmoniser que dans la formule socialiste. Par ailleurs, il savait les difficultés qui mettent aux prises les radicaux et les socialistes dans les arrondissements de Dôle et de Saint-Claude, et que les radicaux de son département sont destinés à être, lentement mais sûrement, dévorés par les révolutionnaires. Aussi l'excellent Ponsot, sans rien renier de ses convictions personnelles, a-t-il dit adieu à la politique où il ne pouvait jouer, en tant que radical socialiste, qu'un rôle de dupe, et même abandonné la brillante polémique où ses coreligionnaires politiques, inquiets pour le Cartel, ne le voyaient pas sans déplaisir exprimer toute l'indépendance de sa pensée.

M. Berthod est resté, lui, dans la discipline étroite de la rue de Valois et la seule concession qu'il ait faite est, nous l'avons vu, d'avoir changé d'arrondissement et de s'être transporté dans celui où la lutte est jusqu'à présent moins âpre entre les deux fractions du Cartel. Il n'a donc renoncé, ni à la gloire de formuler à la tribune les règles de discipline de M. Daladier, ni à l'ambition de flétrir la « réaction », ni aux vastes espoirs que permet, dans un Cartel discipliné, une revanche possible de l'herriotisme, où les radicaux, destinés à rassurer provisoirement la clientèle bourgeoise, auraient encore, dans la distribution des places quelques avantages dignes d'être pris en considération.

Je ne dis point d'ailleurs que l'abdication des radicaux socialistes ne soit point logique et que la rude discipline des néo-radicaux ne soit point leur seule position possible. Avouons loyalement et franchement que le Cartel et ses espoirs de revanche est une situation plus honorable que celle de collaborer officiellement à l'Union nationale tout en la combattant dans le gouvernement et dans le pays. Mais cette abdication, même qui consacre la disparition progressive des radicaux et leur absorption dans le socialisme réformiste, implique chez ceux qui s'y soumettent ou s'en font les défenseurs, une ambition désordonnée et un besoin de parvenir coûte que coûte, ou une formation intellectuelle singulièrement systématique.

Il n'est pas permis de considérer M. Berthod comme agité par une

ambition désordonnée : il a dû juger à leur aune quelques-uns des jeunes collègues de son groupe qui ont le cœur fébrile, les yeux luisants et les dents longues. Il faut donc bien admettre qu'il obéit à une tendance intellectuelle systématique, en dépit de son sens critique, et cette contradiction apparente révèle donc bien en lui un fils de la République des professeurs.

Cette République des professeurs est celle où le dogme démocratique est vénéré à un tel point qu'aucune considération ne peut exister en dehors de lui. Les pires conséquences, les plus évidentes, les pires désordres sont préférables à l'affaiblissement de cette mystique et à une concession quelconque à la « réaction », c'est-à-dire aux défenseurs supposés de l'abus, des privilèges et de l'inégalité des classes. Cette mystique égalitaire qui aboutit, par son intransigeance même, à créer ou à consacrer l'inégalité choquante, est à base d'envie, de jalousie et de vengeance. Elle est bien forcée, par conséquence démagogique, d'aboutir à l'égalité par en bas. Une fois admis ce dogme intangible de l'égalité démagogique, toutes les conséquences s'ensuivent.

Si M. Aimé Berthod était avocat, médecin, industriel, la clarté de son jugement lui aurait permis sans doute de critiquer ces conséquences, mais sa formation intellectuelle l'a rendu merveilleusement propre à professer une mystique! Cette mystique admise, il est contraint d'aller jusqu'au bout. Il y va d'autant plus volontiers que la profession de démagogue est meilleure que celle de pion. Tout le secret de la République des Professeurs est là. Ce sont des démagogues professionnels et conscients. Donc M. Berthod peut admettre des tempéraments dans la pratique. Il ne transigera pas avec le principe essentiel : l'ennemi est à droite, et, en plus, il revendiquera l'honneur de l'exposer à la tribune au nom de son parti et, là où M. Léon Meyer a simplement fait figure de politicien, il apparaît comme un prophète inexorable et aveugle.

***

La grande pitié de nos Bibliothèques.

L'opinion publique a été saisie, déjà, du péril immédiat qui menace nos grandes « librairies » publiques, pour parler comme Montaigne. Mais la forme sous laquelle l'appel des hauts fonctionnaires intéressés a été communiqué aux journaux quotidiens ne s'accompagnait pas de ces démonstrations vivantes et de ces exemples concrets qui, seuls, empêchent le lecteur de se dire : « Encore un abandon ! »

On sait de quoi il s'agit. Les conditions économiques modernes

créent aux travailleurs intellectuels et au public en général les plus graves difficultés pour se procurer les livres et les périodiques indispensables à leur information et à leur culture. Or, là comme dans la question des missions, et ailleurs, l'étranger guette la place à prendre, la nôtre. En effet, la subvention allouée à la Réunion des bibliothèques (groupement existant depuis fin décembre 1926) est inférieure au double du crédit dont disposaient auparavant la Nationale, la Mazarine, Sainte-Geneviève et l'Arsenal, et, depuis, la Bibliothèque du musée de la Guerre s'est ajoutée à elles !

La question est de savoir, pour parer au danger immédiat, si le « collectif » de décembre, dont la discussion a été reportée à février, sera voté avec l'augmentation sollicitée pour le chapitre 68 du ministère de l'Instruction publique. Il faut que, du chiffre actuel et global de 845 000 francs, notoirement insuffisant, l'allocation passe à un million 245 000 francs, ce qui ne sauvegardera pas l'avenir, mais permettra du moins, pour 1929, d'approcher du coefficient 3 (3 seulement...) pour les dépenses rigoureusement indispensables.

Faute de l'octroi de cet augmentation par le Parlement, il résulte, d'une enquête à laquelle nous nous sommes livré, que les achats d'ouvrages, soit français, soit étrangers, — dont le renouvellement ou la possession s'impose — les abonnements aux périodiques importants, les frais de reliure, la publication des catalogues, l'impression des bulletins de demande, la tenue à jour des grandes collections, et même la durée des heures d'ouverture en hiver, seront irrémédiablement compromises.

Nous avons vu successivement M. Roland-Marcel, dont le fécond labeur a rénové la maison de la rue de Richelieu ; M. de Porto-Riche, qui veille sur des splendeurs quasi abandonnées ; M. Henry Girard, qui redoute de ne pouvoir continuer à assurer la « substantifique moelle » à sa clientèle d'étudiants ; M. Louis Batiffol qui, dans l'hôtel bâti par Sully, voit se rétrécir un budget déjà misérable ; M. Camille Bloch qui, dernier venu à la Réunion, n'en est pas mieux pourvu ; M. Henri Dehérain, le distingué conservateur de la bibliothèque — privée, ne l'oublions pas — de l'Institut ; M. Bariault-Dibrujo, conservateur de la bibliothèque de la Sorbonne... Tous nous ont exprimé, avec une angoissante unanimité, les mêmes doléances. Et quels échos nous parviennent aussi de province ! M. Oursel, conservateur de la bibliothèque de Dijon, a ouvert récemment, par une lettre publique parue aux *Débats*, de singuliers horizons sur la décadence du personnel et sur l'appauvrissement des rayons dans nos petites capitales !

Nous avons sous les yeux un document officiel, concernant la situation financière de la Réunion des Bibliothèques nationales. On y voit, en plus des arguments que nous venons d'exposer, de quelle façon anachronique et insuffisante sont équipées nos bibliothèques, qu'il s'agisse du mobilier, des locaux ou des instruments de travail.

On y voit que, si l'urgence des nécessités lui interdit d'attendre la décision parlementaire espérée, le Conseil d'administration de la Réunion va être obligé de réduire les dépenses des acquisitions, des abonnements, du brochage, du classement et de la reliure, d'où un préjudice sensible porté à la préservation de collections précieuses, à tant de titres, au patrimoine commun. Et ce n'est pas tout !

Une somme d'un million 362 400 francs était prévue en recettes dans le projet budgétaire de la Réunion pour 1928. Or, il ne faut pas oublier qu'une fraction de ces recettes provenait : 1° du versement unique des fonds tenus en réserve et accumulés par la Société des Amis de la Bibliothèque nationale et des grandes bibliothèques de France, capitalisation réalisée, grâce aux profits des initiatives prises rue de Richelieu depuis 1924 ; 2° de l'allocation unique d'une somme de 100 000 francs provenant des fonds du pari mutuel ; 3° enfin de la fraction correspondant à la subvention de la bibliothèque Sainte-Geneviève, fraction appelée à venir en déduction.

Si le cas de la Bibliothèque nationale n'est pas le plus grave, puisque c'est d'égalité dans la détresse qu'il s'agit, il importe néanmoins de signaler que ses charges sont aussi lourdes que ses devoirs et que les bénéfices qu'elle est seule à réaliser (100 000 francs par an au maximum), ne lui épargnent pas le sort révélé par le rapport officiel auquel nous faisons allusion et dont voici une phrase révélatrice : « La Bibliothèque nationale s'endette pour faire face à ses obligations puisque le budget de la Réunion a à supporter : 1° des charges qui, sans contre-partie correspondante, ont quintuplé depuis quinze ans : 2° toute une série de dépenses nouvelles, d'où résultent des avantages intellectuels, scientifiques ou pratiques incontestables, mais d'un bénéfice financier non effectif ni concret. »

L'accroissement de 400 000 francs en instance devant les Chambres est donc indispensable à nos bibliothèques, et il ne doit représenter que l'étape initiale dans la voie du redressement qui s'impose. Que d'autres détails éloquents et navrants ne pourrions-nous pas encore ajouter à ce bref exposé !

Sauvons nos dépôts de livres, ces prolongements inséparables des laboratoires.

GAËTAN SANVOISIN.

Le Théâtre : *Moloch.* — *Le Retour de Jérusalem.*

La Comédie-Française a représenté dans les derniers jours de 1928 une œuvre nouvelle. On ne s'épuise pas de travail dans cette honorable maison : la précédente nouveauté était l'effarante *Poudre d'or*,

qui remonte au printemps passé. Jadis, jamais la Comédie n'eût osé laissé un temps si long sans travailler. Parmi les critiques qui lui sont adressées, il en est qui n'atteignent pas leur objet parce que beaucoup de gens parlent d'elle et que fort peu la connaissent. Trop souvent il faut lui adresser des critiques sévères qui sont par malheur méritées. En voici une, irrécusable, qui s'ajoute au passif d'une maison désorganisée par les mœurs politiques : non seulement la Comédie-Française semble douée du mystérieux pouvoir d'ignorer les bonnes pièces et d'élire les mauvaises, mais elle ne se donne même plus la peine de chercher que de loin en loin et parce qu'elle ne peut absolument pas faire autrement.

Du moins, cette fois, elle a bien choisi : elle accueille un jeune auteur qui n'appartient à aucun titre à la tribu des commerçants, et elle remporte un succès ; que pourrait-on lui demander de plus?

Mon Dieu, presque rien. On préférerait simplement que la pièce fût bonne, et que le jeune auteur méritât une louange sérieuse.

Il s'appelle M. Boussac de Saint-Marc, ce qui est un bien beau nom. Il débuta jadis, comme tout le monde, dans une compagnie littéraire, la Grimace ; M. Habib Benglia, acteur nègre, y tenait le principal rôle dans une pièce mystique et franciscaine intitulée : *le Loup de Grubbio*. Là-dessus, par une négligence singulière, la critique salua M. de Saint-Marc du titre de poète, encore que sa pièce fût en prose. Il s'en était autorisé à donner ensuite une œuvre d'un symbolisme exécrable, *le Coup de bambou*. Après quoi il s'essaya dans l'honnête mélodrame, *l'Amour vaincu;* il revint au symbolisme malheureux avec *Sardanapale;* et il retourne au mélodrame avec le *Moloch* que vient de représenter la Comédie-Française.

Un mélodrame à prétentions. Le personnage principal de *Moloch* est le musicien David Cholet. Il est célèbre, comblé d'honneurs, le musicien officiel qu'on charge de composer, pour les grands jours de l'Élysée, la cantate à la gloire de la République. Il prend cette mission tout à fait au sérieux, convaincu de l'importance de sa personne et de sa musique. Pour orchestrer convenablement la gloire de la République, il ploie tout le monde autour de lui au service d'un effroyable égoïsme. Il séduit une de ses jeunes élèves, Denise, parce que le plaisir vaniteux qu'il en éprouve lui permet de s'épanouir dans un regain de jeunesse. Sa femme, bourgeoise sage et fidèle, sacrifie amour-propre et fortune, accepte la liaison irrégulière pour ne pas le troubler dans son inspiration. Le grand jour venu, au moment où il ne pense qu'à sa cantate de l'Élysée, il apprend la mort de Denise ; il hésite à peine un instant, donne un léger regret à la petite ombre qu'il a immolée, et part pour la gloire, odieux de sotte suffisance et de féroce vanité.

Le quatrième acte est de longues années après. La musique de Cholet est passée de mode. On le tient pour un académiste sans valeur, bon tout au plus pour les besognes officielles. Mais voici que les jeunes

gens entendent avec étonnement une œuvre d'un Cholet dernière manière, inconnu, inspiré. Qu'est-ce à dire? C'est que Cholet a simplement pillé et démarqué une œuvre que Denise avait laissée inachevée en mourant. Lui-même proclame que l'art et l'artiste ont tous les droits pourvu qu'ils transmuent en beauté les éléments qu'ils utilisent, fût-ce la douleur, la vie, la pensée d'autrui. Ainsi Moloch se nourrissait de vivants immolés.

Telle est la pièce, telle que la Comédie-Française nous l'a montrée, et dans cet état elle ne mérite guère, en dépit du succès, que des critiques vives et sévères.

La pièce à thèse philosophique est toujours ennuyeuse, et ici la thèse est vague et elle se contredit à tout instant. Le personnage de Cholet est non seulement odieux, mais un pantin. Rien de plus assommant que cette manie de vouloir nous faire voir sur la scène des grands hommes, qui ne disent et ne font que des sottises. Les négligences de composition sont évidentes. Au troisième acte, au moment même où l'on attend Cholet pour la cérémonie de l'Élysée, la musique de la garde républicaine est encore occupée à répéter chez lui, double absurdité qu'aggrave le fait que Cholet menace de tout mettre à feu et à sang parce qu'il a perdu trois mesures de hautbois. Il est possible que les musiciens soient nerveux, mais quand ils le sont à ce point, il est hasardeux d'en tirer des vues générales et des conséquences sociales. Au reste, celles de M. de Saint-Marc paraissent incertaines, confuses, et encore fort banales. Cette histoire des droits de l'artiste est ressassée depuis le romantisme, et *Moloch* n'y ajoute qu'une anecdote mélodramatique, des tirades déclamatoires et un rôle à effet du genre le plus faux et le plus pernicieux.

Mais on doit à la vérité de déclarer que, d'après des témoignages autorisés, la pièce que nous avons vue ne ressemble que de loin à la pièce que M. de Saint-Marc offrit à la Comédie-Française. Dans la version primitive, les intentions étaient plus claires, plus logiques et plus acceptables. La pièce avait un sens, une direction intelligibles. Elle a été retaillée au gré de M. Le Bargy, qui assumait le rôle principal, et qui inspira à l'auteur des modifications radicales, arguant que les effets qu'il suggérait emporteraient le succès. Il a eu raison, en effet : *Moloch* est un succès de public et d'argent. Mais à quel prix! M. de Saint-Marc a eu la faiblesse de céder et de sacrifier sa pensée : voilà un Moloch qu'il n'avait pas prévu, la vanité et la déformation professionnelle du comédien.

Ces mœurs, à la Comédie-Française, valent d'être signalées. Ce temple de l'art officiel ressemble à la musique de Cholet.

*
* *

En comparaison de ce succès d'aujourd'hui, faudra-t-il éprouver quelque mélancolie de revoir un succès d'autrefois comme le *Retour*

de Jérusalem? Cette pièce, née en 1905, a reçu le jour sur une scène du boulevard, la Porte Saint-Martin. Elle a retrouvé aussitôt auprès du public un accueil qui s'explique. Sans doute il ne faut comparer que les semblables. *Le Retour de Jérusalem* fut sans doute la meilleure pièce de 1905, il faudra voir dans trente ans quelle figure fera le *Siegfried* de M. Giraudoux qui est la meilleure pièce de 1928. Du moins, il n'est pas douteux que le public actuel, saturé de pièces fabriquées n'importe comment par n'importe qui, n'éprouve une satisfaction et comme un soulagement en présence d'une œuvre construite avec autant de soin et de talent que *le Retour de Jérusalem.* Voilà quatre actes rigoureux, dont chacun expose un temps nécessaire d'une action dont l'intérêt et la vérité se complètent. Il s'agit d'un Français marié qui quitte femme et enfants et qui s'abandonne à une passion partagée pour une intellectuelle juive. Après les premiers élans de la sensualité, l'abîme commence de paraître : les deux êtres ne sont pas de même race, ils ne peuvent accorder leurs pensées ni leurs instincts, une hostilité irrémédiable les dresse l'un contre l'autre et les mène à séparer des destinées qui n'étaient pas faites pour se fondre. Après plus d'un quart de siècle, on ressent une estime singulière pour le tact et la force avec lesquels M. Donnay a traité ce sujet brûlant. Évidemment, Français de race, on sent qu'il prend parti pour le Français. Mais ce tableau de mœurs, dont seules les nuances ont changé aujourd'hui, est de main d'historien.

Lucien Dubech.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

France. — *M. Steeg, résident général au Maroc, demande son rappel en France* (1er *janvier*). *Il est remplacé par M. Lucien Saint* (2 *janvier*).

— *Le docteur Gadaud, gauche radicale, est élu sénateur de la Dordogne* (6 *janvier*).

— *Rentrée du Parlement. M. Fernand Bouisson est réélu sans concurrent président de la Chambre des députés, par* 414 *voix sur* 500 (8 *janvier*).

Un grand débat politique s'engage à la Chambre, le 9 *janvier, sur la politique générale du gouvernement. Les radicaux et les socialistes donnent l'assaut au cabinet Poincaré.*

L'ordre du jour de confiance accepté par le président du Conseil est néanmoins voté par 325 *voix contre* 251. *C'est une majorité de droite* (12 *janvier*).

— *A Valence, M. Marius Moutet, S. F. I. O., est élu député.*

A Altkirch. M. Sturmel, autonomiste, est élu au premier tour, en remplacement de M. Ricklin.

A Colmar, où il s'agissait de remplacer M. Rossé, l'autonomiste Hauss arrive en tête du ballottage (13 *janvier*).

Réparations et évacuation. — *A Berlin, le président Hindenburg envoie son salut du jour de l'an aux « frères et sœurs des territoires occupés ». Il ajoute : « Ce fut la déception la plus douloureuse de l'année dernière de voir que l'espoir fondé sur la libération définitive des territoires de la puissance militaire étrangère ne se soit pas réalisée jusqu'à ce jour »* (1er *janvier*).

— *La commission des réparations communique le rapport de M. Parker Gilbert, agent général des paiements, sur la quatrième année de fonctionnement du plan Dawes. Il en résulte que, contrairement à ses réclamations et à ses plaintes, l'Allemagne supporte très aisément les charges financières qui pèsent sur elle* (1er *janvier*).

— *La Commission des réparations désigne les experts qui devront siéger à la prochaine conférence* (10 *janvier*). *Le gouvernement américain autorise M. Owen Young et M. Pierpont Morgan à siéger au Comité des experts, mais comme simples délégués officieux.*

États-Unis. — *Le Sénat vote la ratification du pacte Kellogg* (15 *janvier*).

Le coup d'État de Belgrade. — *Pour dénouer la crise politique yougoslave, le roi Alexandre abolit le régime parlementaire. Un cabinet est constitué sous la présidence du général Jivkovitch, commandant la garde royale* (6 *janvier*).

Le nouveau régime est accueilli avec enthousiasme dans le pays.

Russie. — *Le grand-duc Nicolas, ancien généralissime russe, meurt à Antibes* (6 *janvier*).

Angleterre. — *La période électorale est virtuellement ouverte. M. Baldwin l'inaugure par un discours dans lequel il fait le procès du socialisme et montre quels dangers ferait courir à l'Empire britannique le retour au pouvoir d'une majorité travailliste* (9 *janvier*).

Chine. — *Le fils de Tchang-Tso-Lin s'empare de l'arsenal de Moukden et fait exécuter deux généraux mandchous qui avaient refusé de se soumettre à l'autorité du gouvernement de Nankin* (11 *janvier*).

Afghanistan. — *Le roi Amanoullah succombe devant la révolte de ses sujets, soulevés contre ses réformes. Il abdique le* 14 *janvier. Son frère Inayatoullah est couronné aussitôt à Caboul.*

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1929. 37561.